

The logo consists of the word "Burelle" in a serif font, followed by a stylized symbol that resembles a lowercase 's' or a small 'B' with a vertical line through it. The entire logo is contained within a square frame.

Burelle 

BURELLE SA
RAPPORT ANNUEL 2005

Société holding, Burelle SA contrôle majoritairement quatre sociétés, dont deux groupes à vocation industrielle ou de services – **la Compagnie Plastic Omnium** et **la Compagnie Signature** –, **Sofiparc**, filiale immobilière, et **Burelle Participations**, société de capital-investissement.

Burelle SA est cotée à Euronext Paris (Eurolist Compartiment B).

Détenue à 51,6 %, **la Compagnie Plastic Omnium** figure parmi les leaders européens ou mondiaux de l'équipement automobile, de la gestion des déchets à la source et des produits plastiques performants. La société est cotée à Euronext Paris (Eurolist Compartiment B).

La Compagnie Signature, détenue à 100 %, est leader européen sur le marché de la signalisation routière.

Sofiparc détient un patrimoine immobilier et **Burelle Participations** a pour vocation d'investir dans des sociétés performantes de taille moyenne. Ces deux sociétés sont des filiales à 100 % de Burelle SA.

SOMMAIRE

LE HOLDING BURELLE SA

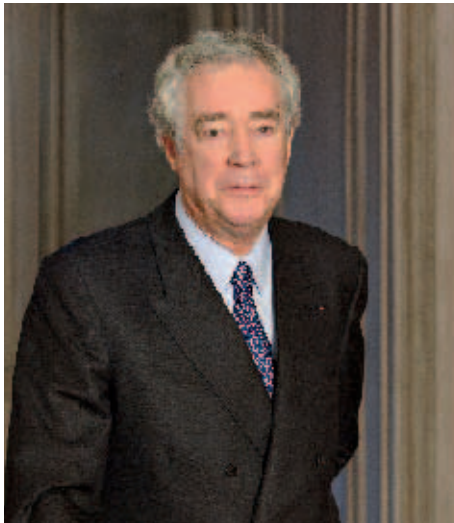
Message du Président	2
Conseil d'Administration	4
Gouvernement d'entreprise	5
Chiffres clés	6
Vie Boursière	7
Un rayonnement international	8
Des engagements durables	10
Organigramme simplifié des filiales de Burelle SA	11

LES FILIALES

Compagnie Plastic Omnium	12
Plastic Omnium Auto Exterior	14
Inergy Automotive Systems	16
Plastic Omnium Environnement	18
Produits Plastiques Performants – 3P	20
Compagnie Signature	22
Expert européen en signalisation routière	24
Des solutions globales de proximité	26
Sofiparc	28
Burelle Participations	29
RAPPORT FINANCIER	31
Comptes Consolidés 2005	32
Comptes Sociaux 2005	81

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 2005, les sociétés du groupe Burelle ont fait preuve de leur aptitude à gérer un environnement difficile tout en continuant à se développer et à renforcer leur situation financière. Hors effets de change et de périmètre, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a augmenté de 9,4 % et la marge opérationnelle de 11,7 %. Le résultat net par action a progressé de 18,8 %. La marge d'autofinancement, en hausse de 44 millions d'euros, a permis de financer un niveau élevé d'investissements tout en réduisant l'endettement net.



Jean Burelle

Ces résultats sont avant tout les fruits des efforts de gestion qui ont été déployés par notre principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, pour s'adapter à des conditions d'exploitation plus tendues sans compromettre ses plans de développement.

Dans un contexte de ralentissement sur ses principaux marchés, la Compagnie Plastic Omnium a continué à surperformer nettement la production automobile mondiale avec un taux de croissance de 10 %.

Rigueur et réactivité lui ont permis de maintenir sa marge opérationnelle inchangée dans les activités automobiles, en dépit de la hausse des coûts des matières premières et des pressions sur les prix.

La contribution des activités de l'environnement a presque doublé. La bonne performance de la Compagnie Plastic Omnium, atteinte notamment grâce à une gestion stricte des coûts de structure, est à mettre au crédit de ses équipes qui ont su tirer parti des opportunités de croissance et identifier des marges de progrès.

La Compagnie Signature, qui avait connu une période décevante en 2002-2004, a renoué avec la croissance en 2005, réalisant une progression de son activité de plus de 5 % à isopérimètre. Après un premier semestre difficile, cette filiale a dégagé des résultats très encourageants sur la deuxième partie de l'année. Sa contribution au résultat net du groupe, négative à hauteur de 2,4 millions d'euros en 2004, est positive pour 4,5 millions d'euros en 2005. Ce redressement reflète un important travail de réorganisation des équipes commerciales ainsi que la fin des restructurations qui avaient pénalisé le résultat 2004. Nous attendons de cette filiale qu'elle consolide son rebond en 2006.

Enfin, au cours de l'exercice, notre filiale de capital-investissement, Burelle Participations, a réalisé sa première plus-value depuis sa création à l'occasion de la cession de l'hôtel Beau Rivage à Nice. Elle contribue pour 1,9 million d'euros au résultat net. Depuis le début de l'année 2006, cette filiale a effectué une autre cession avec une plus-value de 1,6 million d'euros qui sera comptabilisée en 2006.



Jean Burelle, avec de gauche à droite, Paul Henry Lemarié, Pierre Burelle et Laurent Burelle, Directeurs Généraux Délégués

Sur l'ensemble de l'année, l'action Burelle a progressé de 26 %. Cette appréciation témoigne de la valorisation par le marché des progrès accomplis par nos filiales.

Dans un environnement demeurant incertain, les perspectives du groupe Burelle pour 2006 sont étroitement liées à celles de notre principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, qui poursuivra sa stratégie de croissance rentable basée sur l'internationalisation, l'innovation et l'investissement. Les résultats 2006 devraient également bénéficier en année pleine du rétablissement de la Compagnie Signature et d'une nouvelle contribution de Burelle Participations.

Les succès accomplis par les sociétés du groupe sont le fait des hommes et des femmes qui y travaillent. Je tiens à saluer leur dynamisme et leur engagement. Je remercie également nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous accordent.

Jean Burelle

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean Burelle, Président-Directeur Général

Président d'honneur, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium
Directeur Général Délégué et Administrateur de Sogec 2
Administrateur et Président du Comité des Mandataires d'Essilor International
Administrateur et Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations de Rémy Cointreau
Président du Medef International

Pierre Burelle, Directeur Général Délégué

Président Fondateur de la Compagnie Plastic Omnium
Président-Directeur Général de Sogec 2
Président de Sofiparc SAS

Laurent Burelle, Directeur Général Délégué

Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium
Administrateur de Sogec 2
Président de la Compagnie Signature SAS
Président de la Compagnie Financière de la Cascade SAS
Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA

Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué

Administrateur et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium
Administrateur, Vice-Président d'Inergy Automotive Systems

Patrice Hoppenot**

Président d'Investisseur et Partenaire pour le Développement
Ancien associé-gérant et cofondateur de BC Partners
Membre du Conseil de Surveillance et membre du Comité d'audit et du Comité des Nominations et des Rémunérations d'Elior
Administrateur et membre du Comité d'audit de Bacou-Dalloz

Dominique Léger*

Avocat au Cabinet Foucaud Tchekhoff Pochet et Associés
Ancien Directeur Général Délégué du CCF

Eliane Lemarié

Administrateur de Sogec 2

Henri Moulard

Administrateur et Président du Comité des Rémunérations d'Unibail
Administrateur et membre du Comité d'Audit de Foncia
Administrateur de la Compagnie Elf Aquitaine
Président d'Attijariwafa Bank Europe

Philippe Sala**

Président d'Ibexsa Holding SAS
Président des Etangs de Corot SAS

François de Wendel

Executive Vice-Président de Crown Food Europe
Administrateur de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques
Administrateur de Wendel Investissement

Commissaires aux comptes

Mazars & Guérard
Bernard Chabanel

* Président du Comité des Comptes.

** Membres du Comité des Comptes.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration

Burelle SA est une société anonyme à Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre. Il contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires et au marché. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. En 2005, il s'est réuni à quatre reprises avec un taux de présence des administrateurs de 87,5 %.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de 10 membres aux compétences diverses et complémentaires. Quatre administrateurs sont considérés comme indépendants au sens du Rapport Bouton de septembre 2002, c'est-à-dire qu'ils n'entretiennent avec la société ou sa direction aucune relation qui puisse compromettre leur liberté de jugement.

La durée du mandat d'administrateur est de 3 ans renouvelable. Pendant son mandat, chaque administrateur doit statutairement être propriétaire d'au moins 100 actions.

Par décision de l'Assemblée Générale du 22 mai 2002, Burelle SA a choisi de cumuler les fonctions de Président et de Directeur Général.

En 2005, l'enveloppe annuelle des jetons de présence allouée au Conseil d'Administration a été fixée à 108 000 euros.

« Le Conseil d'Administration est constitué de 10 membres, dont quatre sont considérés comme indépendants au sens du Rapport Bouton. »

Le Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de mieux comprendre le processus d'élaboration des comptes. Il rend compte au Conseil d'Administration qui a la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et consolidés. Il examine les comptes semestriels et annuels soumis au Conseil d'Administration et donne son avis sur les principes et méthodes comptables retenus, la couverture des zones de risques, la justification des provisions, les engagements hors bilan et l'évolution des résultats et de la trésorerie. Plus généralement, il étudie tout sujet susceptible d'avoir une incidence financière ou comptable significative.

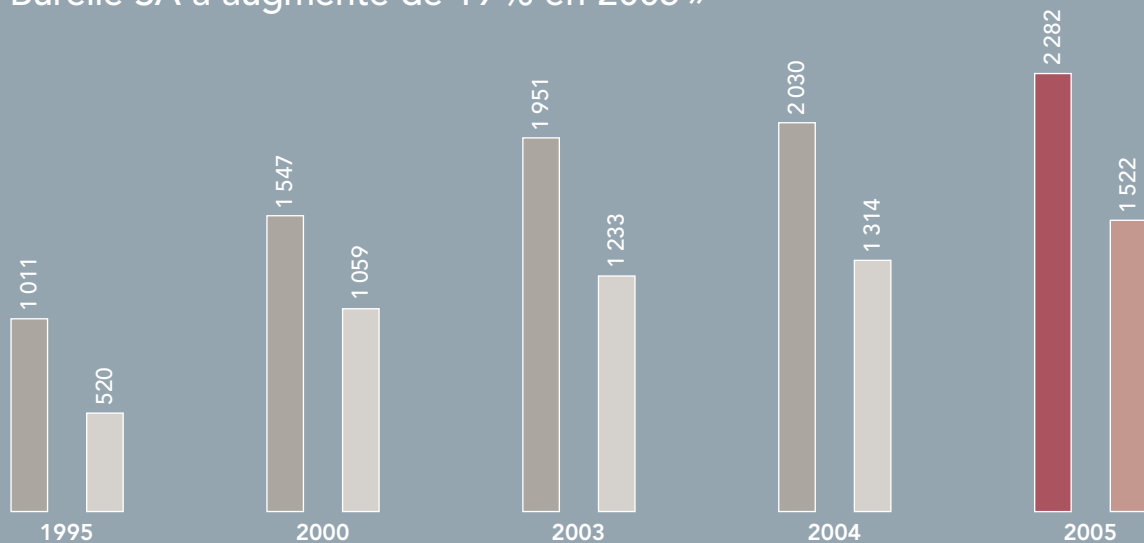
Le Comité des Comptes est présidé par M. Dominique Léger et comprend deux autres administrateurs indépendants, M. Patrice Hoppenot et M. Philippe Sala. Le Secrétaire Général, le Directeur Financier ainsi que les Commissaires aux Comptes assistent aux réunions du Comité des Comptes.

En 2005, le Comité des Comptes de Burelle SA s'est réuni deux fois, pour l'arrêté des comptes semestriels et annuels.

CHIFFRES CLÉS

en millions d'euros

« Le résultat net part du groupe de Burelle SA a augmenté de 19 % en 2005 »



CHIFFRE D'AFFAIRES



RÉSULTAT NET

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION, EN EUROS

MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

Les données sont présentées en normes françaises jusqu'en 2003 et en IFRS en 2004 et 2005

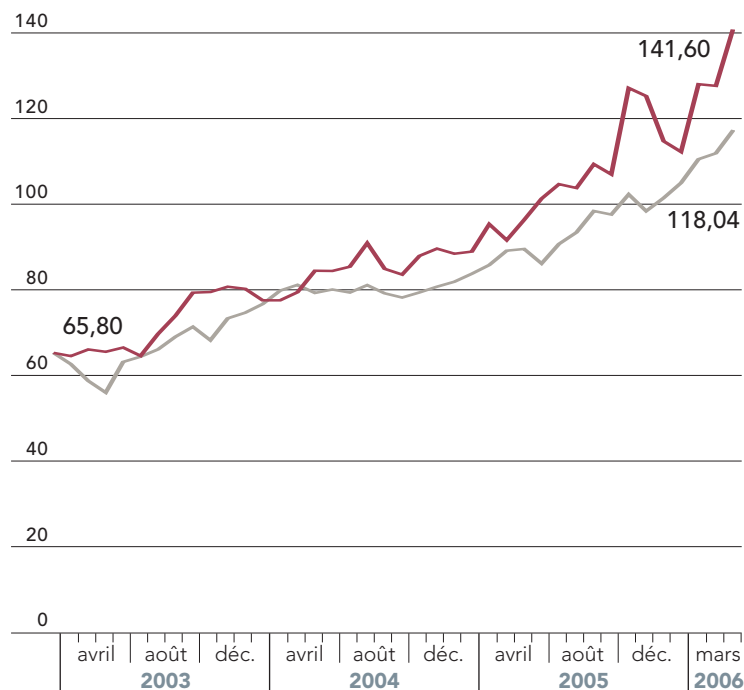
VIE BOURSIÈRE

Principales données boursières

Cours (en euros)	2003	2004	2005
Plus haut	85,05	96,00	132,00
Plus bas	63,20	74,00	89,00
Moyen	72,71	85,80	106,55
Au 31 décembre	78,10	89,55	113,00
Nombre d'actions au 31 décembre	2 011 118	2 011 118	1 870 303
Capitalisation boursière (au 31 décembre, en millions d'euros)	157	180	211

Évolution du cours de l'action Burelle SA (en euros)

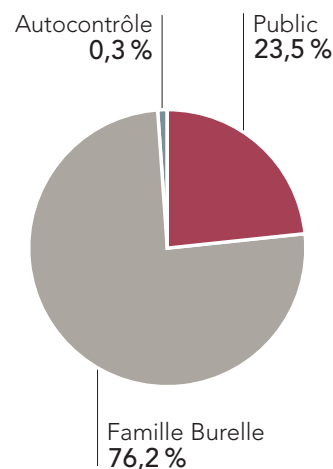
1^{er} janvier 2003 / 31 mars 2006



— Cours Burelle SA fin de mois
— Indice SBF 250 ajusté

Répartition du capital

au 31 décembre 2005



Memento de l'actionnaire

Marché de cotation :
Euronext Paris, Eurolist Compartiment B
Code ISIN : FR0000061137
Code Reuters : BULY.LY

Calendrier des rendez-vous financiers

31 mai 2006 - 11 h
Assemblée Générale
au Cercle de l'Union à Lyon

5 juin 2006
Païement du dividende

17 octobre 2006
Publication des résultats
semestriels 2006

Relations financières

Service du titre
Lyonnaise de Banque
69160 Tassin-la-Demi-Lune

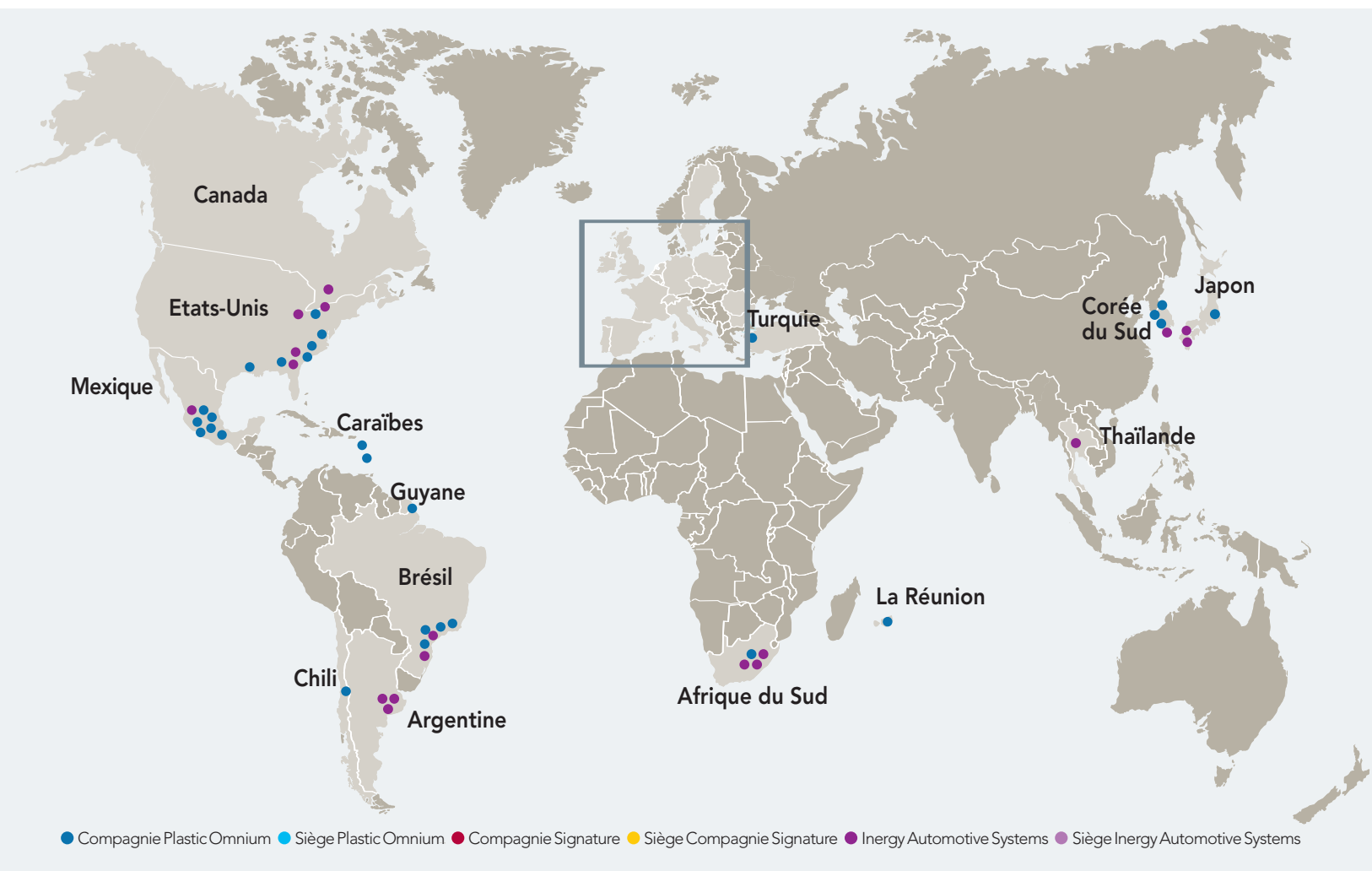
Informations financières

1, rue du Parc
92593 Levallois Cedex
Tél. +33 (0)1 40 87 64 49
Fax +33 (0)1 40 87 96 62
e-mail : investor.relations@burelle.com
internet : www.burelle.fr

UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL

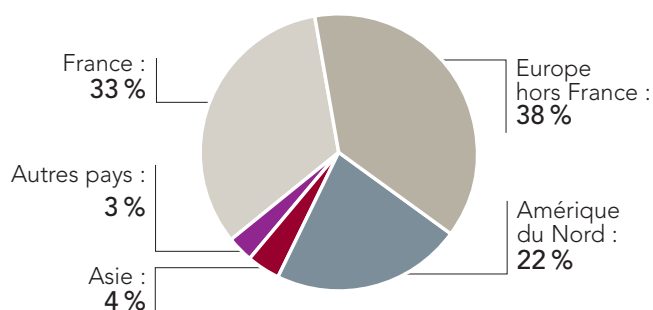
Le groupe Burelle SA dans le monde

Principales implantations industrielles et commerciales (au 31/12/2005)



Répartition du chiffre d'affaires 2005 par zone géographique

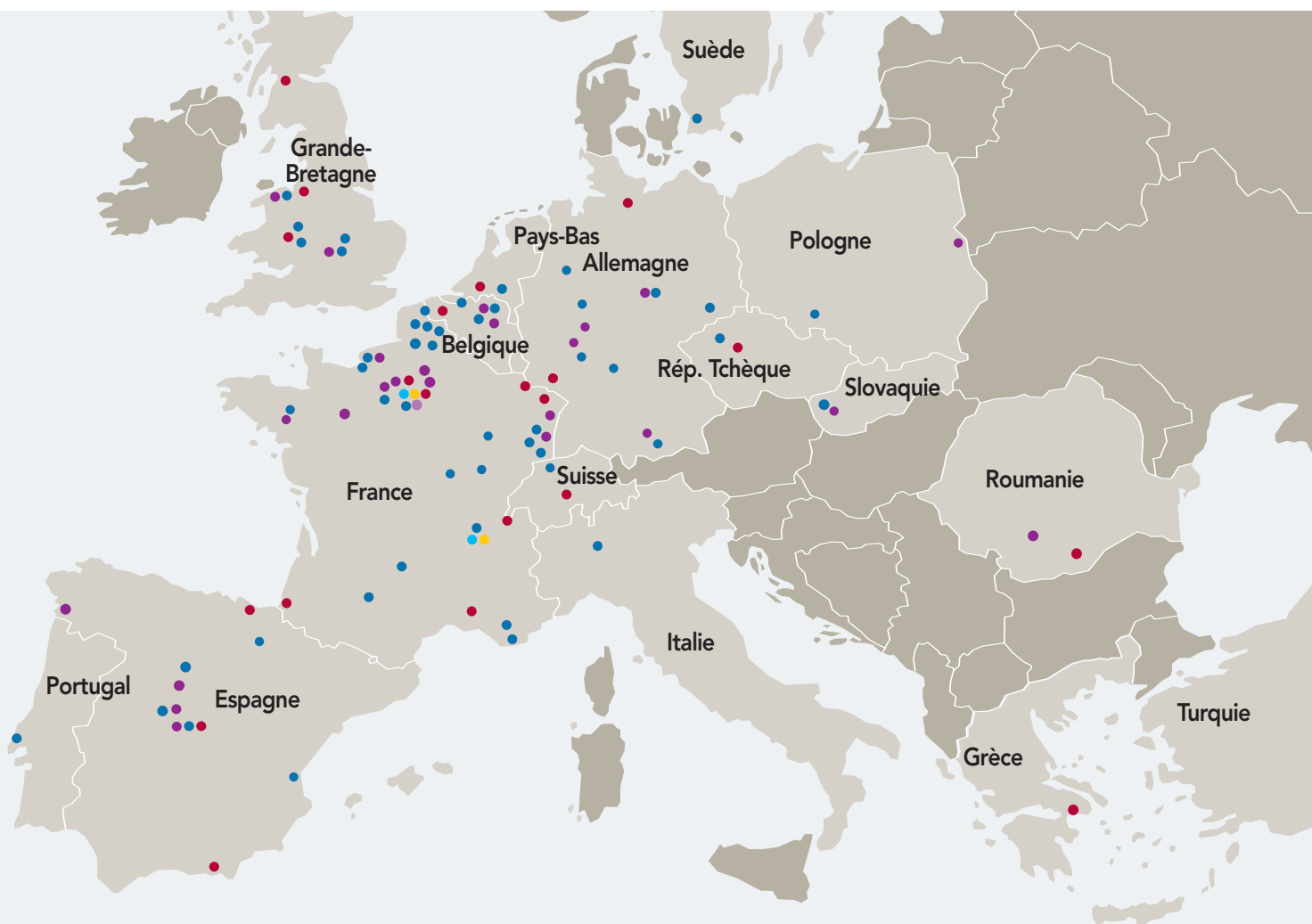
Chiffre d'affaires 2005 : 2 282 millions d'euros



Par une stratégie de croissance interne ou d'acquisitions ciblées, les filiales du Groupe Burelle SA développent leur présence à l'international. Elles sont présentes dans 27 pays sur 5 continents et sont à même d'apporter des réponses adaptées aux besoins de leurs clients.

En 2005, les filiales de Burelle SA ont réalisé 67 % de leur chiffre d'affaires hors de France.

L'Europe, avec 71 % du chiffre d'affaires, représente le premier marché, suivie par l'Amérique du Nord. Les sociétés du groupe poursuivent leurs investissements en Europe de l'Est et en Asie pour accroître leur présence sur ces nouveaux marchés.



Faits marquants 2005

- Plastic Omnium Auto Exterior ouvre une nouvelle usine au Mexique, à Silao (Etat de Guanajuato) et agrandit le site d'Anderson aux Etats-Unis (Caroline du Sud). En France, une usine est en cours de construction à Ruitz (Nord-Pas-de-Calais).
- Plastic Omnium Auto Exterior et Inergy Automotive Systems ouvrent un bureau d'achat en Chine.
- La Compagnie Signature fait l'acquisition de Dee-Organ basée près de Glasgow, n° 1 sur le marché de la signalisation verticale en Ecosse, et de la société française Signalis, spécialisée dans la signalisation verticale et la gestion de chantiers.



Nouvelle usine de Plastic Omnium Auto Exterior à Silao (Mexique)

DES ENGAGEMENTS DURABLES

En tant que société holding, Burelle SA n'a pas d'activité d'exploitation industrielle et, en conséquence, n'a pas de politique qui lui soit propre en matière de développement durable. Néanmoins, ses deux filiales industrielles – la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature – participent activement aux initiatives en faveur de la poursuite d'une croissance équilibrée, s'inscrivant dans le respect des personnes, de la sécurité et de l'environnement.

« Le programme Sécurité - Top Safety - a été déployé afin d'améliorer les comportements individuels et la prévention des risques. »

Responsabilité sociale et sociétale

Le dialogue et la cohésion sociale demeurent parmi les fondamentaux de la politique des Ressources Humaines. Suite à une réorganisation industrielle conduite par Inergy Automotive Systems en France et en Grande-Bretagne, le plan proposé a déjà permis de reclasser respectivement 93 % et 95 % du personnel. Dans le même temps, la Compagnie Plastic Omnium a accentué sa politique en faveur des jeunes générations avec deux initiatives d'aide à l'emploi : la Charte de l'apprentissage et l'opération « 105 permis pour 2005 » en partenariat avec le Ministère de la Défense. Cette initiative a pour objectif de faciliter l'intégration sociale d'une centaine de jeunes issus de quartiers défavorisés de la région parisienne.

Un programme Sécurité ambitieux qui porte ses fruits

Poursuivant leur objectif du « zéro accident », la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature s'appuient sur un Système de Management de la Sécurité (SMS) et une démarche de sécurisation et d'adaptation ergonomique des postes de travail pour réduire les risques de maladies professionnelles. Parallèlement, le programme « Top Safety » lancé fin 2004 a été déployé, afin d'améliorer les comportements individuels et la prévention des risques. Ce volet majeur du plan de sécurité s'inscrit dans la logique de responsabilité sociale de l'entreprise vis-à-vis du personnel. En novembre 2005, la Compagnie Plastic Omnium a signé la « Charte Mondiale de Sécurité », réunissant quelques grandes sociétés internationales, et promue à l'initiative de la société DuPont Safety Resources.

Grâce à ces actions, le taux de fréquence des accidents est passé à 6,61 ; soit une division par trois en trois ans. Leur taux de gravité atteint 0,23 ; soit une division par deux en trois ans. L'objectif aujourd'hui est la certification OHSAS 18001 de l'ensemble des sites des deux sociétés d'ici 2010.

Responsabilité environnementale

De par leur métier, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature sont au cœur de problématiques environnementales telles que la réduction de la pollution automobile, l'écoconception, la réduction des déchets, le recyclage et la sécurité routière. Grâce à une politique active de R&D, de nouvelles solutions sont mises au point chaque année, qui permettent des avancées importantes dans tous ces domaines. Parallèlement, des progrès significatifs ont été réalisés pour réduire l'impact des sites industriels sur l'environnement. Fin 2005, 94 % étaient certifiés ISO 14001 contre 74 % à fin 2004.

FILIALES DE BURELLE SA



Plastic Omnium Auto Exterior et Inergy
Automotive Systems réalisent respectivement
le pare-chocs avant et le système à carburant
de la Peugeot 207.

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Auto Exterior
Inergy Automotive Systems
Plastic Omnium Environnement
Produits Plastiques Performants – 3P



Dans un environnement difficile, marqué par un marché automobile tendu et le prix élevé des matières premières, la Compagnie Plastic Omnium a réalisé une bonne année 2005.

Avec une progression de 13 % de son chiffre d'affaires, dépassant désormais les 2 milliards d'euros, le groupe a fait à nouveau nettement mieux que le marché automobile sur l'ensemble des zones géographiques où il est implanté.

Grâce aux activités de prestations de services pour l'Environnement, la marge opérationnelle progresse de 12 % et l'endettement net diminue pour la quatrième année consécutive, avec un cash-flow libre significatif.

La Compagnie Plastic Omnium poursuit également ses efforts d'investissements industriels – 126 millions d'euros en 2005 – et d'innovation technologique – 4,5 % du chiffre d'affaires.

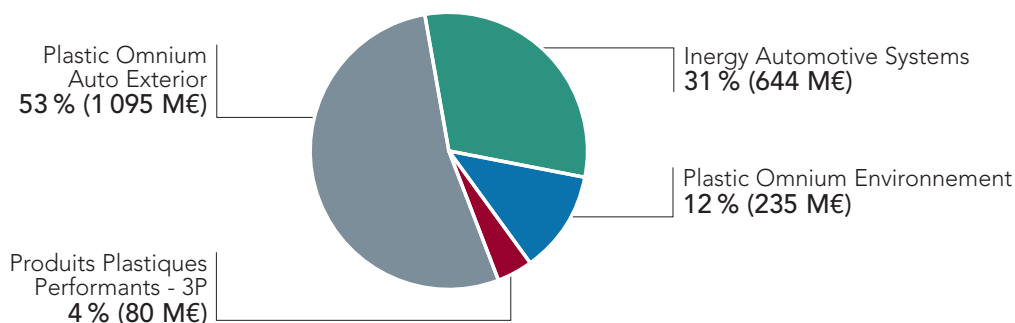
Ces résultats s'appuient sur la complémentarité de nos métiers – Automobile, Environnement et High-Tech – et de nos implantations géographiques, puisque 70 % de notre chiffre d'affaires est réalisé hors de France.

La Compagnie Plastic Omnium poursuivra son développement en 2006 et reste mobilisée dans la poursuite de ses actions de maîtrise des coûts, de productivité, d'innovation et d'internationalisation.

Laurent Burelle

Répartition du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium par activité

Chiffre d'affaires 2005 : 2 054 millions d'euros



COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Auto Exterior

Numéro 2 mondial sur le marché des pièces et modules de carrosserie, Plastic Omnium Auto Exterior propose des solutions sur-mesure et multimatériau aux constructeurs automobiles. Le renforcement de son offre modulaire et de ses bases industrielles lui donne de nouveaux atouts pour poursuivre sa croissance.

L'offre de Plastic Omnium Auto Exterior s'articule autour de quatre lignes de produits : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, ailes et pièces de carrosserie, modules bloc-avant, modules de hayon arrière. L'architecture modulaire, la gestion des chocs, la sécurité des piétons et l'écoconception sont au cœur de la R&D de la Division et sont gérées dans une logique d'intégration croissante des fonctions et d'optimisation de la qualité perçue.

Avancées majeures dans la stratégie modulaire

L'approche modulaire constitue une opportunité technologique considérable dans un marché en forte croissance : 10 % des véhicules sont aujourd'hui équipés de modules pour une projection de 30 % en 2010. Grâce aux alliances technologiques conclues, Plastic Omnium Auto Exterior a renforcé sa capacité d'innovation et a fait de nouvelles avancées dans la mise en œuvre de sa stratégie en matière de modules, axe fort de sa croissance.

Lancements majeurs 2005

Europe

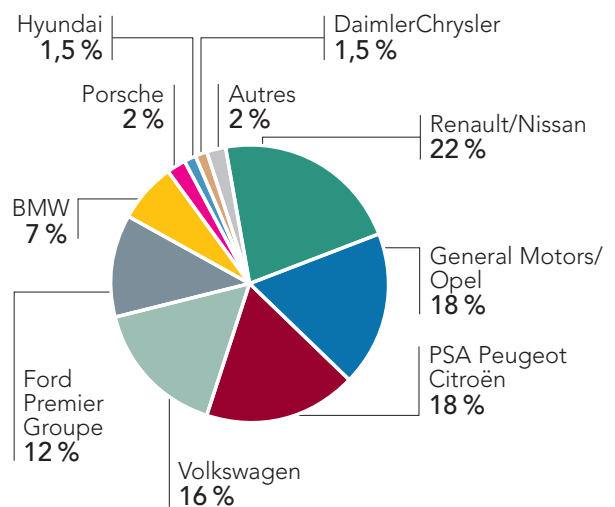
- Peugeot 207 : pare-chocs avant
- Peugeot 307 restylée : pare-chocs avant et arrière et ailes
- Peugeot 407 Coupé : pare-chocs avant et arrière et porte de coffre
- Renault Laguna, Vel Satis et Scénic restylées : pare-chocs avant et arrière
- Renault Clio II, phase 4 : pare-chocs arrière
- Volkswagen Polo restylée : pare-chocs avant et arrière
- Range Rover Sport et Jaguar XJ : pare-chocs avant
- Audi Q7, Skoda Octavia, Volkswagen Passat B6 : module de bloc-avant (HBPO)

Amérique du Nord et du Sud, et Asie

- Pontiac Solstice, Saturn Sky, Chevrolet Heritage High Roof : pare-chocs avant et arrière
- Dodge Ram : pare-chocs avant
- Renault Mégane Tricorps : pare-chocs avant et arrière
- Volkswagen New Beetle restylée : pare-chocs avant et arrière et ailes
- Ford Fusion, Mercury Milan, Lincoln Zephyr : module de bloc-avant (HBPO)
- Kia Magentis : module de bloc-avant (HBPO)

Répartition du chiffre d'affaires par constructeur

Chiffre d'affaires 2005 : 1 095 millions d'euros



Dans le cadre d'InoPlastic Omnium, la combinaison des technologies respectives de transformation des thermoplastiques et des thermodurcissables des sociétés mères – Plastic Omnium Auto SAS et Inoplast – a permis la mise au point du hayon hybride *Higate* et de nombreux autres développements.

HBPO, détenue paritairement avec les équipementiers allemands Hella et Behr, est leader mondial sur le marché du bloc-avant. La société propose un nouveau concept, *Integrative Front End Philosophy*, IFP, qui permet une forte intégration des fonctions et l'optimisation des interfaces entre les différents composants. HBPO a conclu son premier exercice avec un chiffre d'affaires de 443 millions d'euros dont une contribution pour Plastic Omnium Auto Exterior de 147 millions d'euros.

Son portefeuille de commandes lui permet d'envisager un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros à l'horizon 2010.

Sur le même principe de combinaison d'expertises, Plastic Omnium Auto Exterior, Inoplast et Inergy Automotive Systems travaillent ensemble sur un nouveau concept de module de plancher arrière permettant l'intégration des fonctions, la gestion de la diversité de la plate-forme et l'optimisation de l'espace intérieur du véhicule.

Renforcement du dispositif industriel

Afin de répondre à de nouvelles commandes, Plastic Omnium Auto Exterior a renforcé ses bases industrielles. Aux Etats-Unis, l'usine d'Anderson (Caroline du Sud) a été agrandie pour accueillir la première chaîne de peinture hydrosoluble de la Division. A compter de l'été 2006, elle produira les pare-chocs de la remplaçante de la BMW X5. Le site de Silao (Etat de Guanajuato), au Mexique, dont la construction s'est achevée en 2005, produit les pare-chocs de la S-Car et de quatre véhicules 4x4 pour General Motors. En 2008, la Division prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 375 millions de dollars en Amérique du Nord, contre 220 millions en 2005.



Plastic Omnium Auto Exterior réalise le pare-chocs avant de la Range Rover Sport

En France, l'usine de Ruitz (Pas-de-Calais), en cours de construction, va réaliser les pare-chocs de la Renault Scénic restylée.

HBPO poursuit son développement en Europe, au Mexique et en Corée du Sud où elle dispose de trois unités d'assemblage. Un deuxième site a été ouvert au Mexique en 2005, à Hermosillo (Etat de Sonora), et trois autres vont être mis en service en 2006 au Canada, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Performance globale

La réduction des coûts et des délais de développement se poursuit grâce au déploiement de nouveaux outils de conception standardisés et au déploiement mondial de standards industriels qui garantissent tous deux la performance.

L'évolution du panel des fournisseurs va aussi dans le sens d'une amélioration de la compétitivité. Plus de 50 % des outillages sont désormais achetés dans les pays à prix compétitifs.

Le rôle du nouveau bureau d'achat de Pékin (Chine) et des deux engineering centers de Bratislava (Slovaquie) et de Taubate (Brésil) est de sélectionner les meilleurs partenaires.

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Inergy Automotive Systems

Numéro 1 mondial sur le marché des systèmes à carburant en plastique, Inergy Automotive Systems a connu une belle année de croissance, avec 13,3 millions de réservoirs à carburant produits en 2005. Les clés de son succès sont liées à sa stratégie de systémier, à ses capacités en R&D et à l'étendue de sa couverture internationale.

Pour répondre aux nouvelles tendances en matière d'architecture modulaire comme à l'évolution des normes environnementales, INERGY s'affirme comme systémier « *fuel system* » (système à carburant) à part entière, adoptant un positionnement industriel et d'équipementier unique.

En 2005, la société a équipé un véhicule sur quatre produits dans le monde. En quatre ans, elle a enregistré une croissance en volume de 27 %.

Renforcement des investissements en innovation

Le budget de la recherche de INERGY est en augmentation constante. En trois ans, il est passé de 0,9 % à 1,8 % de son chiffre d'affaires. INERGY est fortement mobilisée par l'enjeu de la réduction de la pollution automobile. Après la mise au point de solutions déjà conformes aux normes californiennes de rejets d'émissions d'hydrocarbures (PZEV), la société a également mis au point des solutions exclusives pour répondre aux normes européennes Euro V et Euro VI, qui imposent une réduction des rejets à l'échappement émis par les moteurs diesel : particules de suie ou monoxydes d'azote.

Lancements majeurs 2005**Europe**

- Audi Q7
- Peugeot 207
- Peugeot 407 Coupé
- Porsche 911 Carrera
- Renault Clio III
- Suzuki Swift NBC

Amérique du Nord et du Sud

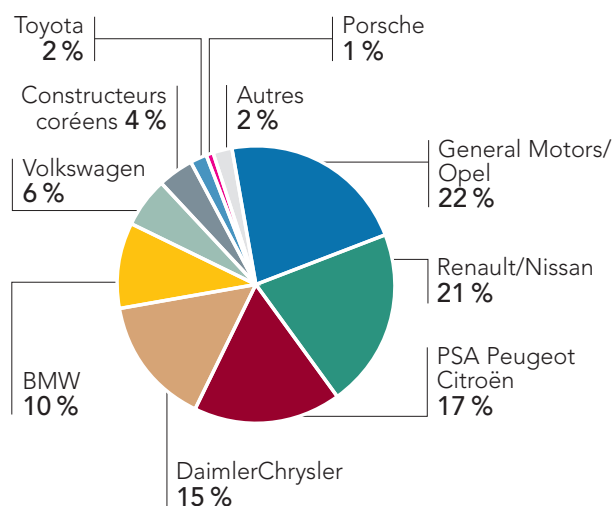
- Hyundai Sonata
- General Motors Hummer H3
- General Motors Sierra et Silverado
- Renault Mégane II

Asie :

- Hyundai Santa Fe
- Kia Optima
- Toyota Hilux

Répartition du chiffre d'affaires par constructeur

Chiffre d'affaires 2005 : 1 288 millions d'euros



INERGY accompagne aussi les constructeurs dans leurs recherches sur les véhicules hybrides. Ses équipes travaillent sur des produits technologiques futuristes, adaptés notamment aux exigences de ces modèles, comme le TSBM™ (*Twin Sheet Blow Molding*), les systèmes de pompe-jauge modulaires, et le système à carburant extra-plat (*Thin Tank™*). Les nouveaux process et outils de simulation sont aussi une des priorités de la recherche, permettant de réduire les temps de développement et les coûts.

Développement international

INERGY dispose d'une large couverture industrielle internationale, avec des implantations en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique du Sud et en Asie.

Sur ce dernier continent, elle dispose d'usines au Japon, en Corée du Sud et en Thaïlande, où le site de Rayong produit à pleine cadence le système à carburant du 4x4 Toyota Hilux, également fabriqué en Afrique du Sud et en Argentine.

Le marché asiatique représente un fort gisement de croissance puisque le marché du réservoir en plastique ne cesse d'y gagner du terrain par rapport au métal. INERGY a ouvert un bureau d'achat en 2005 à Pékin.

Réorganisation industrielle

Les sites français de Fontaine (Territoire de Belfort) et de Grenay (Pas-de-Calais) ont été fermés.

Il a également été procédé à une réorganisation de la fonction méthode/industrialisation au sein des centres techniques français de Laval et de Compiègne. Enfin, en Grande-Bretagne, INERGY a cessé son activité à Telford, site qu'occupent également Plastic Omnium Auto Exterior et Plastic Omnium Environnement.

Des mesures d'accompagnement ont été proposées à l'ensemble du personnel concerné, avec un objectif de reclassement de 100 %.



Contrôle qualité de systèmes à carburant SsangYong Motor à Kyongju (Corée du Sud)

Déploiement d'un système de production mondial

INERGY a déployé dans l'ensemble de ses usines et sites avancés fournisseurs, son système de production mondial : IPS – *Système de Production Inergy*. Fondé sur l'implication du personnel et le leadership des équipes de managers, il contribue à améliorer les performances industrielles, mais aussi la sécurité et la qualité. Les résultats obtenus sont déjà notables aux Etats-Unis, notamment à Adrian (Michigan), au Japon, à Kita-Kyushu, et dans le site pilote de Laval (France). La mise en place d'une organisation uniforme et structurée, d'un réseau dédié et d'un reporting mensuel de suivi des indicateurs sont les garants de nouvelles avancées en 2006.

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Environnement

Plastic Omnium Environnement accompagne les collectivités locales et les entreprises dans leur plan de réduction des déchets et des coûts de traitement, avec un double enjeu : le développement durable et la maîtrise budgétaire de la gestion des déchets.

Accroissement de la production de déchets et des exigences liées à leur élimination, augmentation des coûts de traitement..., ces enjeux sont une priorité nationale en France pour le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et reçoit le soutien de l'Ademe et d'Eco-Emballages.

Pour répondre aux besoins du marché, Plastic Omnium Environnement a renforcé son offre de services et sa gamme d'équipements, en s'appuyant sur les expertises et les savoir-faire de ses filiales.

L'élargissement de ses prestations de services répond aussi à une demande forte des collectivités en matière de traitement et d'analyse de l'information : suivi des résultats du tri sélectif, traitement des demandes de maintenance des équipements, gestion de la facturation individuelle selon le poids de déchets produits...

Ecosourcing® : recherche d'économie et optimisation du tri

L'offre de services Ecosourcing® de Plastic Omnium a pour objectif d'optimiser la performance économique et budgétaire de la filière déchets tout en améliorant la satisfaction des usagers.

Ceux-ci sont sensibilisés et impliqués par une communication récurrente, une offre d'équipements adaptée (bacs roulants, conteneurs pour l'apport volontaire, corbeilles à papier, sacs, composteurs...) et un service de proximité réactif.

La gamme des prestations de services se décline à la carte selon le niveau d'engagement souhaité, pouvant aller jusqu'à la facturation individuelle en fonction des volumes de déchets produits.

Succès commerciaux 2005

France :

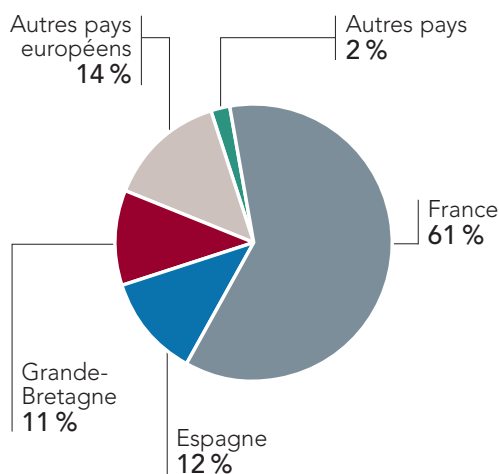
Toulouse, Communauté Urbaine de Lille, Syndicat de Communes Bizi Garbia, Communauté d'Agglomération de Soissons, Communauté de Communes des Herbiers et du Val de l'Aisne, Syndicat de traitement de la Vendée, Communauté d'Agglomération de Poitiers...

International :

- **Belgique** : Intercommunales IOK, IVLA et ILVA
- **Pays-Bas** : Noordenveld et Ermeloo
- **Grande-Bretagne** : Blackpool et South Ribble
- **Norvège** : Bramen
- **Espagne** : Saint-Jacques de Compostelle, Denia, Ecovidria-Madrid, Fuenlabrada
- **Koweït** : Koweït City

Répartition du chiffre d'affaires par pays

Chiffre d'affaires 2005 : 235 millions d'euros



Basée sur un pilotage de la stratégie déchets des collectivités et des entreprises, l'Ecosourcing® permet d'obtenir une diminution des volumes de déchets, un tri plus performant et une réduction des coûts. Belfort et le Sictom Loir-et-Sarthe en France, ainsi que plusieurs intercommunales en Belgique, ont choisi cette offre de services intégrée.

Innovation produits

Fin 2005, Plastic Omnium a lancé ibac®, nouveaux bacs roulants à forte valeur ajoutée : nouveau design et coloris translucides et pastel, meilleure performance acoustique du roulement, ergonomie accrue avec un couvercle à double ouverture, informations pratiques sur la cuve et le couvercle... Avec cette nouvelle gamme qui renforce l'offre Ecosourcing®, Plastic Omnium entend optimiser le tri par une meilleure information et une plus forte implication des usagers.

Grâce aux acquisitions de Beauvais Diffusion et de Temaco en 2003 et 2004, Plastic Omnium a élargi sa gamme de produits, comme en témoignent les lancements effectués en 2005 :

- Nouveaux conteneurs enterrés ou semi-enterrés : Minimax® (Plastic Omnium) et Evolys (Beauvais Diffusion),
- Plate-forme enterrée V2X composée d'un caisson mobile souterrain équipé de 2 bacs roulants (Temaco),
- Optisystem®, système électronique permettant de contrôler à distance le niveau de remplissage des conteneurs d'apport volontaire (Temaco),
- Boisalis®, composteur en bois rétifé® (Beauvais Diffusion).

Une croissance européenne pour Plastic Omnium Environnement

En Europe, Plastic Omnium Environnement poursuit sa dynamique de croissance, en particulier en France, en Grande-Bretagne, en Suède, en Belgique et en Espagne et confirme son engagement commercial dans les pays de l'Est.



Collecte de bacs équipés d'un système d'identification électronique (syndicat intercommunal IOK, Belgique)

La Division a élargi son réseau de distributeurs à l'export dans les pays où elle ne dispose pas de filiale. Sur le continent américain, Plastic Omnium Environnement est présent au Mexique et au Chili.

Avec Ludoparc, « jouer c'est l'école de la vie »

Spécialisée dans la location et la vente d'aires de jeux pour les espaces collectifs, Ludoparc exerce son activité dans la conception, l'aménagement et la gestion des espaces.

Son expertise s'appuie sur des gammes d'équipements multimatériau adaptées aux enfants de 18 mois à 16 ans, ainsi que sur une offre très large de prestations de services. En 2005, Ludoparc a étendu ses gammes Ludoparc et Spiderkid.

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Produits Plastiques Performants - 3P

Un des leaders mondiaux dans la transformation des résines fluorées et des polymères hautes performances, Produits Plastiques Performants – 3P s’est orientée en 2005 vers plus de performance industrielle, tout en accompagnant ses clients sur les marchés internationaux et en mettant en place une nouvelle organisation de sa R&D.

Produits Plastiques Performants – 3P est fournisseur de solutions innovantes en plastiques à hautes performances pour des applications industrielles critiques, qui répondent à des exigences très élevées en termes d’étanchéité, de tenue aux températures, de pureté, de frottement ou encore de résistance chimique ou électrique.

3P accompagne ses clients sur plusieurs marchés clés : automobile, demi-produits, aéronautique, semi-conducteurs/électronique, composants pour Vannes, Pompes et Compresseurs, services et distribution.

La société est numéro 1 mondial sur le marché du ruban électrique en PTFE pour l’aéronautique et un des leaders européens sur le marché des pièces techniques automobiles : pièces pour direction assistée, témoins d’usure de frein avec alarmes indicatives, joints d’étanchéité dynamiques pour boîtes de vitesse...

Une commande majeure pour l’Airbus A-380

Partenaire d’Airbus, 3P a été retenue pour développer un ruban électrique répondant aux spécifications particulières exigées pour l’A-380.

Au-delà de ses qualités d’isolation électrique et chimique, le ruban est plus léger, tout en ayant des performances mécaniques plus élevées. L’usine de Langres (France) livre du ruban pour réaliser les 500 à 800 kms de câbles électriques requis par avion, en fonction de la version commerciale ou cargo.

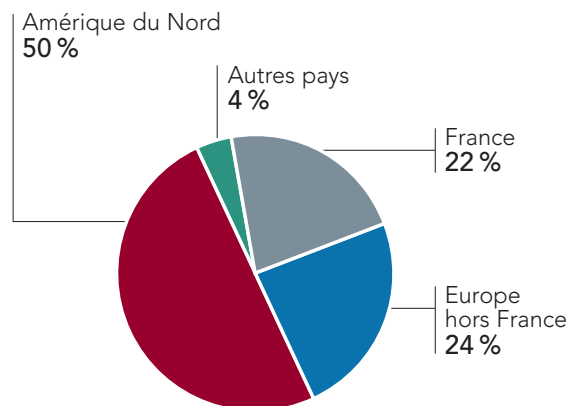
Des transferts d’expertise réussis

La politique d’accélération des transferts d’expertise entre les Etats-Unis et l’Europe porte ses fruits. Premier marché de 3P aux Etats-Unis, les composants pour Vannes, Pompes et Compresseurs ont vu leur chiffre d’affaires doubler en Europe. A l’inverse, l’automobile et l’aéronautique, marchés majeurs pour 3P en Europe, font partie des objectifs de croissance aux Etats-Unis.

Un ancrage à l’international

3P réalise 50 % de son activité en Amérique du Nord. EPSCO, filiale de 3P au Texas, spécialisée dans la distribution d’équipements pour l’industrie chimique et l’intervention sur site 24 H/24, a reçu le prix « Excellent Supplier Award » du groupe américain PPG Industries. Ce prix récompense la qualité des services d’EPSCO.

Répartition du chiffre d’affaires par pays
Chiffre d’affaires 2005 : 80 millions d’euros



3P a pris position en Chine, avec la création d'un bureau commercial à Shanghai. Tête de pont de la Division en Asie, ce bureau vend des produits pour des applications semi-conducteurs et des composants pour les Vannes, Pompes et Compresseurs. Elle y achète aussi des composants à prix compétitifs. 3P souhaite ainsi disposer à terme de trois ancrages internationaux forts en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Performance industrielle

3P est engagée depuis 2004 dans un plan de restructuration de ses usines et de ses deux centres de R&D : amélioration des flux et de la production à Langres (France), regroupement sur un seul site, à Houston (Texas), des activités de 3P Inc. aux Etats-Unis, et nouvelle usine à Valence (Espagne), deux fois plus grande que celle d'origine. Aux Etats-Unis, un nouveau centre de R&D devrait voir le jour en 2007. Ce plan sur 4 ans a pour objectif de développer la qualité du service aux clients et d'accroître la performance opérationnelle.

Innovation :

une démarche amont de partenariat

3P dispose de deux centres de R&D à Langres (France) et Houston (Texas, Etats-Unis). Elle a mis en place une nouvelle organisation pour travailler plus en amont avec ses clients et leur apporter des compétences clés en caractérisation des matériaux et nouveaux produits ou alliages.



3P fabrique à Langres (France) le ruban électrique destiné à l'Airbus A-380

Jalonnement Via Linea à Lille Métropole
Communauté Urbaine (ville de Tourcoing)

COMPAGNIE SIGNATURE

- Signalisation verticale,
- Signalisation horizontale,
- Equipements de retenue et de sécurité,
- Mobilier urbain.



Avec un chiffre d'affaires de 226 millions d'euros, en croissance de plus de 6 %, et un bénéfice net de 4,5 millions d'euros, la Compagnie Signature a retrouvé le chemin de la croissance rentable en 2005.

Créée en 1989, la Compagnie Signature s'est rapidement développée grâce à l'ouverture de quatre filiales et le rachat de 23 sociétés européennes. Avec pour métiers les produits et services relatifs aux équipements de la route et de la voirie, la Compagnie Signature couvre désormais les activités suivantes : la signalisation horizontale et verticale, les équipements de retenue, de sécurité, de chantier et électroniques, ainsi que le mobilier urbain. En 2005, les sociétés Signalis à Cavaillon (France) et Dee-Organ en Ecosse, ont rejoint la Compagnie Signature, après la création de deux filiales, en Grèce et en Roumanie.

Au cours de ces dernières années, d'importants efforts d'investissement ont été réalisés en parallèle à de fortes restructurations industrielles et commerciales. Tous ces efforts portent maintenant leurs fruits.

Aujourd'hui, la Compagnie Signature réalise 40 % de son chiffre d'affaires hors de France et toutes ses filiales, qu'elles soient françaises, allemandes, suisse, espagnole, anglaises, belge, néerlandaise, tchèque, grecque et roumaine, sont bénéficiaires.

En 2006, la Compagnie Signature verra son chiffre d'affaires et ses résultats poursuivre leur croissance, ce qui confortera son expansion européenne future.

Je tiens à remercier tous les collaborateurs de la Compagnie Signature pour leur enthousiasme au service du développement de nos sociétés.

Laurent Burelle

COMPAGNIE SIGNATURE

Expert Européen en signalisation routière

Leader européen de la signalisation routière, la Compagnie Signature participe à l'amélioration de la sécurité routière, du confort urbain et de la fluidité du trafic, grâce à une offre d'équipements et de services dans la signalisation verticale et le marquage des voies. En 2005, la société a enregistré une progression de 6 % de son activité, avec un chiffre d'affaires de 226 millions d'euros, dont 40 % réalisés hors de France.

Quelques succès 2005**France et Dom**

- **Lille Métropole Communauté Urbaine :** renouvellement de tous les lots de signalisation directionnelle
- **DDE de la Gironde :** équipement du réseau routier national d'un système d'information des usagers et de gestion du trafic
- **Dijon :** mise en place d'une signalétique d'intérêt local en inox pour le jalonnement des bâtiments publics
- **Conseil général de la Manche :** Signalogie
- **Conseil général du Var/La Seyne-sur-Mer :** Via Linea
- **Ville de Rungis :** prestations de signalisation verticale et création d'une « zone 30 »
- **Parc de l'Équipement de la Moselle :** produits de marquage
- **La Réunion :** produits de marquage Spotflex

International

- **Allemagne :**
 - signalisation verticale de l'autoroute A 67,
 - mobilier urbain pour la Deutsche Bahn dans la gare de Francfort
- **Suisse :** mise en sécurité et signalisation dynamique du tunnel de Seelisberg
- **Turquie :** marquage horizontal du circuit de Formule 1 d'Istanbul
- **Bénin et Ghana :** contrats annuels de fourniture de signalisation verticale pour les routes nationales.

Au service de la sécurité routière depuis 1989, la Compagnie Signature intervient dans quatre domaines clés :

- la signalisation verticale, qu'elle soit classique ou dynamique,
- la signalisation horizontale ou marquage des voies de circulation,
- les équipements de retenue et de sécurité.
- Le mobilier urbain.

Sur les réseaux routiers et autoroutiers, dans les tunnels ou sur les ponts, en milieu urbain ou encore dans les aéroports ou les gares, les différentes filiales de la Compagnie Signature offrent des réponses originales aux spécificités des marchés locaux sur lesquels elles sont présentes.

Une haute technologie industrielle

Acteur majeur de la signalisation routière en Europe, avec des sociétés et marques reconnues – Sar, Euroliners, Sodilor, Signal, Berlack, Vandipaint – la Compagnie Signature conforte son rôle d'expert auprès de ses clients, collectivités locales, sociétés d'autoroute, grands donneurs d'ordres, grandes entreprises de travaux publics ou gestionnaires d'infrastructures, avec des atouts uniques : l'offre de produits et de services la plus large d'Europe, un puissant réseau commercial et des moyens industriels à la pointe du secteur.

En 2004, d'importants investissements ont été réalisés dans les usines françaises d'Urrugne (atelier de tôlerie automatisé et nouvelle chaîne de peinture) et de Ronquerolles (centre de production automatisé de produits de marquage).

Ceux-ci permettent de répondre de façon réactive et flexible à l'ensemble des commandes, en conformité avec tous les standards européens. Aujourd'hui, le site de Ronquerolles possède la plus grande capacité de production de produits de marquage routier en Europe. De son côté, l'usine « Jacques Neuhaus » d'Urrugne réalise en moyenne chaque année, 360 000 ouvrages, du simple panneau de police au portique autoroutier.

La sécurité, une mobilisation globale

La Compagnie Signature participe aux travaux de nombreux organismes français et européens de normalisation, tels que l'Asquer (Association pour la Qualité des Equipements de la Route) et la Commission de normalisation européenne pour la signalisation verticale, horizontale, de sécurité et de régulation du trafic.

Signature est aussi membre fondateur du pôle de compétitivité Mov'eo. Créé en 2005 à l'initiative du gouvernement français, ce pôle à vocation européenne rassemble des entreprises et des représentants d'organismes de recherche, d'établissements d'enseignement supérieur ou de collectivités. Mov'eo travaille sur « l'automobile et les transports collectifs sûrs et respectueux pour l'homme et son environnement ». Une problématique globale, en ligne avec la vocation de l'entreprise, et qui correspond à une priorité nationale. Dans ce cadre, Signature est porteuse de projets sur le traitement de la fluidité du trafic et la communication et l'équipement du véhicule.

Renforcement européen et déploiement international

Implantée en Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, République Tchèque, Suisse, Espagne, Roumanie et Grèce, la Compagnie Signature a renforcé sa présence en Europe par l'acquisition de deux sociétés en 2005 :

- Signalis, en France (Vaucluse), spécialisée dans la signalisation verticale et la gestion de chantiers,



Mise en place de panneaux de police par une équipe de Signalis

- Dee-Organ, en Grande-Bretagne, leader de la signalisation verticale en Ecosse. Dee-Organ, qui a son siège près de Glasgow, fabrique principalement des panneaux de police et complète l'offre de Signature Ltd en Angleterre.

Par ces deux opérations, la Compagnie Signature renforce son réseau de services au plus près des clients et sa présence sur de nouveaux territoires régionaux.

A l'export, la Compagnie Signature poursuit ses avancées, notamment en Russie et en Pologne.

Parallèlement, la Compagnie Signature va accroître sa présence commerciale dans de nouveaux territoires comme le bassin méditerranéen (Maghreb, Turquie), l'Afrique de l'Ouest, la péninsule arabique et la Chine.

En 2005, via ses filiales ou son réseau d'agents et de distributeurs, la Compagnie Signature a commercialisé ses produits et ses services dans plus de 30 pays dans le monde.

COMPAGNIE SIGNATURE

Des solutions globales de proximité

L'offre de la Compagnie Signature accompagne les évolutions réglementaires et technologiques des marchés, avec des réponses aux grandes thématiques urbaines et routières. Le renforcement des prestations de services de proximité, le développement des solutions globales et la mise sur le marché d'équipements innovants porteront la croissance future.

La Compagnie Signature place ses clients au cœur de sa stratégie et de son organisation. Pour encore plus de réactivité, la société a mis en place une nouvelle organisation commerciale, avec un dispositif qui repose sur une collaboration étroite entre les équipes commerciales, les équipes de l'exploitation et l'administration des ventes.

Avec l'acquisition de la société Signalis qui intervient dans le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et le Gard, Signature en France compte désormais 26 directions régionales et agences, au plus près de ses clients.

Cette stratégie de services de proximité et de maillage du territoire a conduit la filiale suisse, Signal AG, à ouvrir en 2005 une agence, dans la Canton du Tessin, après celles de Bâle et de Genève opérationnelles depuis 2004. Cette politique sera également mise en œuvre en Grande-Bretagne et en Allemagne.



Prestation de marquage routier

Renforcement de l'expertise projets

Au-delà de ses prestations de services qui garantissent la bonne installation et la maintenance préventive et curative des équipements, la Compagnie Signature propose à ses partenaires des solutions globales intégrant différents savoir-faire en signalisation verticale, marquage routier, panneaux à messages variables : gestion des tunnels, mise en sécurité des périmètres scolaires et des passages piétons, stationnement en ville, aménagement des pistes cyclables et « zones 30 » pour réduire la vitesse en milieu urbain.

La société propose aussi Signalogie®, un service unique qui permet d'optimiser la gestion du parc de signalisation verticale et du marquage au sol, pour garantir la sécurité des usagers. A la disposition des maîtres d'ouvrage, ce service permet de connaître le patrimoine existant, de vérifier la conformité du parc par rapport aux normes en vigueur et de planifier ou de suivre les opérations de maintenance et de remplacement des équipements.

Une R&D performante

La R&D de la Compagnie Signature est organisée en deux grands pôles de compétences : signalisation verticale et dynamique, et signalisation horizontale.

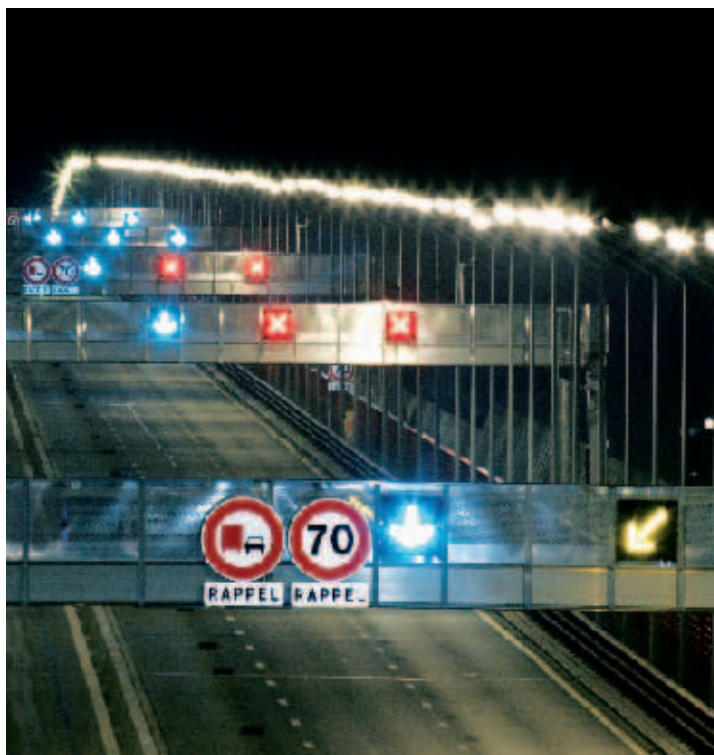
Le centre d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques) est spécialisé dans les équipements électroniques de signalisation dynamique et dans les systèmes d'acquisition de données appliqués tant à la gestion du trafic – contrôle d'accès, régulation et mesure du trafic, comptage parking... – qu'à la détection et à la transmission de données météorologiques ; ceux-ci permettant d'anticiper et de mettre en œuvre les moyens préventifs adaptés.

L'équipe du centre R&D de Ronquerolles (Oise) axe ses travaux sur la recherche de formules pour la mise au point de nouveaux produits de marquage : peintures à l'eau ou écologiques, ou produits contribuant aussi à une meilleure sécurité en conditions extrêmes. Ainsi, la gamme de produits de marquage « Visibles de Nuit par Temps de Pluie » a été étendue avec l'offre « Aura », nouvelle génération de peintures à l'eau, dont les performances de blancheur et rétro-réflexion sont très élevées.

Synergies techniques et commerciales

Sur le plan commercial, les échanges entre les filiales européennes de la Compagnie Signature participent aussi de cette démarche d'innovation, avec pour objectif de proposer aux clients une offre élargie d'équipements.

Ainsi l'expertise de la filiale suisse Signal AG a permis l'installation d'une signalétique de sécurité dans des tunnels en Hollande, adaptée aux spécificités du marché local. De la même façon, l'expertise des équipes françaises de Signature à Urrugne a permis de répondre avec succès à un appel d'offres hollandais pour la mise en conformité et l'installation de portiques en aluminium sur les autoroutes.



Signaux d'affectation des voies sur le Pont d'Aquitaine (Gironde)



SOFIPARC

« En 2005, le montant des loyers et des charges refacturées s'est élevé à **5,7 millions d'euros.** »

Immeuble Sofiparc de Levallois.

Filiale immobilière de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un patrimoine à caractère non industriel situé à Levallois dans les Hauts-de-Seine et dans la région lyonnaise.

Limitrophe du Parc de la Planchette, l'ensemble tertiaire de Levallois est situé dans le quartier des affaires. Il est constitué de bureaux représentant une surface totale de 13 200 m² et de 306 places de parking. Cet ensemble est entièrement occupé.

Une partie de ces bureaux est louée depuis 1992 au Groupe Expositum, premier organisateur de salons professionnels en France, qui a renouvelé son bail en 2004. L'autre partie est louée au Groupe Plastic Omnium qui y abrite ses services centraux et commerciaux.

Sofiparc est devenue propriétaire de l'immeuble de Levallois en juin 2004, grâce à l'exercice de l'option d'achat dont elle disposait au terme d'un contrat de crédit-bail.

Baux à construction et terrains

Sofiparc détient également, à Lyon, dans le quartier de Gerland, des terrains donnés en bail à construction au Groupe Accor pour deux hôtels – un Novotel et un Ibis – qui représentent une capacité totale de 320 chambres.

Deux autres terrains, à Saint-Priest, dans la Communauté Urbaine Lyonnaise, font aussi l'objet de baux à construction avec la société McDonald's France et le Groupe Aqua Center. Sofiparc détient, également à Saint-Priest, deux terrains nus.

Au total, le patrimoine lyonnais représente une superficie de terrains de 30 000 m².



BURELLE PARTICIPATIONS

« Accompagner des équipes dirigeantes performantes dans leurs projets de reprise de sociétés. »

La société de capital-investissement Burelle Participations a pour objectif d'investir dans des entreprises françaises de taille moyenne répondant à certains critères de performance dans une optique de valorisation à moyen terme. Elle privilégie les reprises de sociétés avec effet de levier, en appui d'équipes de direction entrepreneuriales et déjà en place.

Burelle Participations investit dans des opérations à effet de levier en prenant des participations en capital minoritaires au sein de tours de table majoritaires ou en souscrivant à des obligations à bons de souscription d'actions assimilables à des quasi-fonds propres. Pour diversifier les risques, elle investit également dans des fonds spécialisés dans ce type d'opérations.

Les activités de Burelle Participations sont destinées à générer des plus-values financières sur des périodes allant généralement de 3 à 7 ans.

Vente de l'hôtel Beau Rivage

Au cours de l'été 2005, Burelle Participations a cédé à un groupe hôtelier la participation de 40 % qu'elle détenait dans la société mère de l'hôtel Beau Rivage, un des établissements historiques de Nice. Cette participation avait été acquise en 2003 dans le cadre d'une opération de rénovation menée en association avec d'autres investisseurs. La vente de l'hôtel Beau Rivage a permis à Burelle Participations de réaliser un taux de rendement interne de 20 % par an sur les montants investis.

Introduction en bourse de la société Store Electronic Systems

Au début de l'année 2006, la société Store Electronic Systems a fait l'objet d'une introduction en bourse. Burelle Participations avait participé à l'acquisition de ce spécialiste des systèmes d'étiquettes électroniques de gondoles fin 2004 dans le cadre d'un LBO réunissant des investisseurs financiers et les principaux dirigeants.

L'introduction en bourse de SES a permis à Burelle Participations de réaliser la moitié de son intérêt dans cette société pour une valeur égale à 2,8 fois le montant total investi.

Au cours de l'exercice 2005, Burelle Participations a souscrit à deux émissions d'obligations à bons de souscriptions d'actions dans des montages à effet de levier concernant un éditeur de matériel pédagogique et un spécialiste en composants électroniques. Ce type d'investissement offre l'avantage d'un coupon élevé combiné à une option sur l'appréciation du capital au travers de bons de souscription d'actions. Burelle Participations a également complété ses investissements en portefeuille, notamment dans des fonds.

RAPPORT FINANCIER 2005

Comptes Consolidés	32
Rapport de Gestion du Groupe	32
Informations environnementales et sociales	35
Compte de résultat consolidé	38
Bilan consolidé	39
Tableau des flux de trésorerie consolidé	40
Analyse de la variation des capitaux propres	41
Informations sectorielles	42
Annexe aux comptes consolidés	45
Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2005	62
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	64
Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS	65
Rapport du Président	75
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	79
 Comptes Sociaux	 81
Rapport de gestion	82
Compte de résultat	85
Bilan avant affectation du résultat	86
Tableau des flux de trésorerie	87
Annexe aux comptes annuels	88
Tableau des filiales et participations	91
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels	92
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées	93
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	94
Liste des mandats et fonctions des Administrateurs	97
Résultats financiers des cinq derniers exercices	101

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de Gestion du Groupe

Présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

En 2005, le Groupe Burelle réalise un chiffre d'affaires consolidé de 2 282 millions d'euros contre 2 030 millions d'euros en 2004, en hausse de 12,5 %. À taux de change constant, l'activité croît de 12 %.

Les variations de périmètre de consolidation incluent les acquisitions par la Compagnie Signature des sociétés Signalis et Dee-Organ et l'intégration en année pleine par la Compagnie Plastic Omnium de la société HBPO, joint-venture à parts égales avec les équipementiers allemands Hella KG et Behr KG créée en juillet 2004. Plastic Omnium Lander ne contribue plus au chiffre d'affaires consolidé en 2005, cette filiale de Plastic Omnium Environnement ayant été cédée à la fin de l'exercice et traitée séparément en IFRS. Au total, les changements de périmètre ont un impact positif de 2,6 % sur la croissance du chiffre d'affaires. Hors effets de change et de structures, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Burelle progresse de 9,4 %.

Les ventes hors de France représentent 67 % du chiffre d'affaires du Groupe, dont 38 % proviennent d'Europe, 22 % d'Amérique du Nord et 7 % du reste du monde.

Les chiffres d'affaires des deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, et celui de sa filiale immobilière, Sofiparc, évoluent de la manière suivante :

	2005	2004	% Évolution
Compagnie Plastic Omnium	2 054	1 816	13,1 %
Compagnie Signature	226	213	6,3 %
Sofiparc	5,8	5,6	3,6 %
Interco.	-4	-5	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	2 282	2 030	12,5 %

Principale filiale de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium connaît une progression de 13,1 % de son activité, essentiellement dans le secteur automobile. Elle contribue pour 90 % au chiffre d'affaires consolidé. Après une année 2004 décevante, marquée par un recul d'activité, la Compagnie Signature renoue avec la croissance en 2005. Son chiffre d'affaires progresse de 6,3 % en termes réels et de 5,1 % à taux de change et périmètre constants.

En 2005, le Groupe Burelle réalise une marge opérationnelle de 98,4 millions d'euros contre 88,1 millions d'euros en 2004, en hausse de 11,7 %. La Compagnie Plastic Omnium contribue pour 90 millions d'euros à ce résultat contre 80,5 millions d'euros en 2004. La marge opérationnelle consolidée reste stable à 4,3 % du chiffre d'affaires.

Les autres produits et charges sont négatifs à hauteur de 9,5 millions d'euros. Ils comprennent principalement des coûts de restructuration et des dépréciations d'actifs pour 14 millions d'euros, en partie compensés par une plus-value de 8 millions d'euros provenant de la cession d'un terrain par la Compagnie Plastic Omnium. Les comptes 2004 intégraient des charges nettes de restructuration et dépréciations d'actifs de 26,1 millions d'euros.

Après prise en compte de ces éléments, le résultat d'exploitation ressort à 88,9 millions d'euros contre 62 millions d'euros en 2004, en augmentation de 43,4 %. La marge d'exploitation progresse de 3,0 % à 3,9 % du chiffre d'affaires.

Les charges financières nettes s'établissent à 20,8 millions d'euros contre 25,8 millions d'euros l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à la baisse de l'endettement net et à l'amélioration des conditions de financement.

Il en résulte un résultat avant impôt en forte progression, atteignant 68,1 millions d'euros contre 36,2 millions d'euros en 2004. Après prise en compte d'une charge d'impôt de 11,5 millions d'euros et d'un résultat de mise en équivalence de 1,6 million d'euros, le résultat net des activités en continuation s'établit à 58,2 millions d'euros contre 34,4 millions d'euros en 2004.

Le résultat net des activités cédées est constitué d'une perte de 10,7 millions d'euros liée à la cession de Plastic Omnium Lander. En 2004, les comptes intégraient un profit de 14,5 millions d'euros provenant de Plastic Omnium Médical, activité cédée en avril 2004.

En conséquence, le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 47,5 millions d'euros contre 48,9 millions d'euros en 2004. Le résultat net part du groupe s'élève à 25,9 millions d'euros contre 21,8 millions d'euros en 2004, en hausse de 18,8 %. Cette progression reflète principalement le redressement de la contribution de la Compagnie Signature et les plus-values de cession réalisées par Burelle Participations.

La marge brute d'autofinancement consolidée du Groupe s'améliore de 132,6 millions d'euros à 176,6 millions d'euros, en hausse de 33 %. Les investissements consolidés augmentent de 127 millions d'euros à 130 millions d'euros. L'augmentation de l'activité et des projets automobiles conduit à une augmentation du besoin en fonds de roulement de 23 millions d'euros par rapport à 2004. Il en résulte un excédent de trésorerie de 23 millions d'euros.

Les capitaux propres et subventions consolidés au 31 décembre 2005 atteignent 451 millions d'euros contre 390 millions d'euros au 31 décembre 2004. L'endettement net à la date de clôture de l'exercice ressort à 426 millions d'euros contre 448 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent. Il représente 94 % des capitaux propres consolidés et intérêts minoritaires contre 115 % au 31 décembre 2004.

Le bénéfice net par action progresse de 11,71 euros en 2004 à 13,91 euros, en hausse de 18,8 %.

■ Compagnie Plastic Omnium

Filiale à 51,6 % de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium est cotée à l'Eurolist Paris Compartiment B et fait partie du SBF 250. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

La Compagnie Plastic Omnium a continué à croître à un rythme soutenu en 2005. Son chiffre d'affaires s'élève à 2 054 millions d'euros contre 1 816 millions d'euros en 2004, en hausse de 13,1 %. Après prise en compte de l'effet de change positif, lié principalement à l'appréciation du dollar et des évolutions de périmètre décrites précédemment, le taux de progression de l'activité ressort à 10 % à taux de change et périmètre constants.

La croissance du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium provient principalement des deux entités automobiles – Plastic Omnium Auto Exterior, numéro deux mondial dans les pièces et modules de carrosserie extérieure, et Inergy Automotive Systems, premier fabricant mondial de systèmes à carburant détenu à 50 % en joint-venture avec le groupe Solvay. Ces activités réalisent un chiffre d'affaires en progression de 16,4 % à 1 739 millions d'euros contre 1 494 millions d'euros en 2005. Elles représentent 84,7 % du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium en 2005.

La progression du chiffre d'affaires automobile de la Compagnie Plastic Omnium en 2005 intègre la consolidation du chiffre d'affaires en année pleine de HBPO pour un montant de 147 millions d'euros, alors que seul le chiffre d'affaires réalisé au deuxième semestre était consolidé dans les comptes 2004 pour 56 millions d'euros. À taux de change et périmètre constants, la croissance du chiffre d'affaires automobile de la Compagnie Plastic Omnium ressort à 11,4 %. Cette surperformance par rapport à l'évolution de la production automobile a été obtenue grâce aux lancements ou à la montée en cadence de nouveaux modèles et au développement des ventes aux constructeurs asiatiques.

Dans les secteurs non-automobiles, Plastic Omnium Environnement, leader mondial sur le marché de la précollecte des déchets, réalise un chiffre d'affaires de 235 millions d'euros, représentant 11,4 % du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium. En baisse en termes réels de 3,4 % par rapport à 2004, l'activité est en croissance de 1,6 % à périmètre constant, en intégrant l'impact de la cession de Plastic Omnium Lander.

Spécialiste en plastiques hautes performances pour les industries chimique, automobile et aéronautique, Produits Plastiques Performants-3P réalise un chiffre d'affaires de 79,8 millions d'euros en 2005, en augmentation de 1,9 % par rapport à 2004. À taux de change constant, la croissance est de 1,5 %.

La marge opérationnelle s'élève à 90 millions d'euros, contre 80,5 millions d'euros en 2004, en hausse de 11,8 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle reste stable à 4,4 %. La bonne maîtrise des coûts de structure a permis d'absorber une baisse de la marge brute de 1,4 % liée à la hausse des matières premières et à l'impact des activités d'assemblage de HBPO qui dégage des marges inférieures à celles des autres activités de la Compagnie Plastic Omnium.

Les activités automobiles contribuent à la marge opérationnelle consolidée à hauteur de 75,3 millions d'euros contre 76,1 millions d'euros en 2004. Leur marge d'exploitation baisse de 5,1 % du chiffre d'affaires à 4,3 % du chiffre d'affaires sous l'effet notamment de la hausse des coûts matières pour 14 millions d'euros.

La marge opérationnelle de Plastic Omnium Environnement double de 9,6 millions d'euros en 2004 à 18,8 millions d'euros. Cette amélioration, réalisée malgré un surcoût dû à la hausse des coûts matières de 6 millions d'euros, est le résultat d'une gestion plus rigoureuse du parc et de l'amélioration de la productivité industrielle. Elle reflète également l'effet de la déconsolidation de Plastic Omnium Lander, activité déficitaire.

Produits Plastiques Performants-3P réduit sa perte opérationnelle de 5,2 millions d'euros à 4,1 millions d'euros.

Les autres produits et charges pénalisent le résultat d'exploitation de 10,4 millions d'euros correspondant principalement à des coûts de restructurations et de dépréciations d'actifs. Les comptes 2004 comprenaient une charge nette pour restructurations et dépréciations d'actifs de 20,5 millions d'euros.

En conséquence, le résultat d'exploitation progresse de 59,9 millions d'euros en 2004 à 79,6 millions d'euros. Après des charges financières nettes de 16,3 millions d'euros et une charge d'impôts de 10,1 millions d'euros, le résultat net des activités en continuation ressort à 54,8 millions d'euros contre 40,8 millions d'euros, en hausse de 34,3 %.

Le résultat net des activités cédées passe d'un profit de 14,5 millions d'euros en 2004 à une perte de 10,7 millions d'euros en 2005 consécutivement aux variations de périmètre concernant Plastic Omnium Médical et Plastic Omnium Lander décrites ci-dessus.

Après prise en compte de l'impact des activités cédées, le résultat net consolidé ressort à 44,1 millions d'euros contre 55,3 millions d'euros l'année précédente.

■ Compagnie Signature

Leader européen de la signalisation routière, la Compagnie Signature intervient dans la signalisation verticale, le marquage au sol, les équipements de retenue et de sécurité et le mobilier urbain. Au travers de ses implantations industrielles et de son réseau commercial, cette filiale à 100 % de Burelle SA est présente dans 10 pays européens.

Après une année 2004 décevante, la Compagnie Signature a connu une nette reprise de son activité dans ses principaux métiers en 2005. Le chiffre d'affaires est en hausse de 6,3 %, atteignant 226 millions d'euros contre 213 millions d'euros en 2004. Cette progression provient essentiellement de la France où les mesures de redynamisation commerciale initiées par la nouvelle équipe de direction ont commencé à porter leurs fruits. Elle intègre également l'impact des acquisitions de Signalis en France et Dee-Organ en Écosse qui ont contribué au chiffre d'affaires à hauteur de 2,6 millions d'euros. À périmètre constant et taux de change constant, la croissance du chiffre d'affaires est de 5,1 %.

Après un premier semestre difficile qui s'est soldé par une perte d'exploitation de 2,4 millions d'euros, la forte croissance de l'activité sur la deuxième partie de l'année a conduit à un net redressement de la rentabilité. Pour l'ensemble de l'exercice, la marge opérationnelle progresse de 7,6 millions d'euros à 8,5 millions d'euros. Après prise en compte des charges exceptionnelles nettes de 0,5 million d'euros, le résultat d'exploitation ressort à 8 millions d'euros soit 3,5 % du chiffre d'affaires. En 2004, le résultat d'exploitation de 2,3 millions d'euros était pénalisé par des charges de restructuration pour 5,3 millions d'euros.

Après prise en compte des charges financières et de l'impôt, le résultat net s'élève à 4,5 millions d'euros contre une perte de 2,4 millions d'euros pour l'exercice précédent. Le résultat net part de groupe s'établit à 3,9 millions d'euros.

■ Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un ensemble de bureaux de 13 200 m² et de 306 parkings situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et loués pour partie à la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc détient également des terrains nus ou donnés en bail à construction à Lyon et dans sa région.

En 2005, les montants des loyers et les charges refacturées qui constituent le chiffre d'affaires de Sofiparc s'élèvent à 5,7 millions d'euros contre 5,6 millions d'euros en 2004. Cette augmentation est principalement due à une amélioration du taux d'occupation.

Le résultat d'exploitation s'établit à 2,4 millions contre 2,8 millions d'euros en 2004. Cette baisse de 0,4 million d'euros est due à des frais liés à la mise en place d'un prêt hypothécaire.

Le résultat net reste stable à 1,5 million d'euros.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de Gestion du Groupe

Présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006.

■ Burelle Participations

Société de capital-investissement, Burelle Participations a pour vocation d'intervenir, en partenaire financier, dans des opérations d'acquisition d'entreprises directement dans des holdings de reprise ou indirectement à travers des fonds spécialisés, avec un objectif d'appréciation à moyen ou long terme.

Au cours de l'été 2005, Burelle Participations a cédé sa participation de 40 % dans la société mère de l'hôtel Beau Rivage. Situé au centre de Nice, cet hôtel avait été acquis en mai 2003 en partenariat avec d'autres investisseurs financiers et avait bénéficié d'une importante rénovation. La vente de cet investissement a permis de réaliser une plus-value sur l'exercice de 1,4 million d'euros. L'exercice 2005 a également bénéficié d'une plus-value de 0,5 million d'euros réalisée lors de la cession d'un placement en valeurs mobilières. Grâce à ces deux désinvestissements, le résultat net s'est élevé à 1,9 million d'euros.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a souscrit, pour un montant de 1,7 million d'euros, à deux émissions d'obligations avec bons de souscription d'actions dans le cadre d'opérations de LBO. Ce type d'investissement permet de bénéficier d'un coupon élevé et d'une participation à l'appréciation du capital au travers de bons de souscription d'actions. Par ailleurs, Burelle Participations a poursuivi ses investissements dans des fonds.

Début 2006, Burelle Participations a cédé 50 % de son intérêt dans Store Electronic Systems lors de l'introduction en bourse de la société. Cet investissement avait été réalisé en novembre 2004 dans le cadre d'un LBO associant des investisseurs financiers et les principaux dirigeants. Cette opération a dégagé une plus-value sur le montant total investi de 1,6 million d'euros qui sera comptabilisée en 2006.

■ Perspectives 2006

Le Groupe Burelle a démontré en 2005 une bonne capacité de résistance dans un environnement difficile, marqué par un renchérissement important des matières premières et une dégradation de la conjoncture automobile. Ces résultats sont le fruit de la politique de développement active menée par la Compagnie Plastic Omnium ces dernières années et des actions mises en œuvre pour améliorer l'efficacité industrielle et maîtriser les coûts de structure.

En 2006, la Compagnie Plastic Omnium poursuivra sa stratégie de croissance basée sur l'internationalisation, l'innovation et l'investissement, avec l'ouverture de trois nouvelles usines, en France, aux États-Unis et au Mexique, et d'un centre de recherche et développement au Japon. L'exercice 2006 devrait également porter les fruits de la croissance retrouvée de la Compagnie Signature et bénéficier en année pleine des mesures d'amélioration de la productivité mises en place dans cette filiale, notamment dans les prestations de marquage.

Facteurs de risques :

Les principaux risques sont détaillés dans le rapport du Président sur le contrôle interne. Ils concernent principalement :

- Les risques liés au financement des activités : liquidités des ressources, taux et change ;
- Les risques opérationnels liés à la mise au point, à la fabrication et à l'encaissement des produits et services rendus ;
- Les risques environnementaux décrits ci-après.

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Burelle SA est un holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales dans la limite d'une participation $\geq 50\%$: la société HBPO, intégrée en proportionnelle à 33,33 %, n'y figure pas (sa contribution au chiffre d'affaires consolidé est de 6 %).

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initié en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14 001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites.

Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale des filiales et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2005 :

- Le volume total de déchets générés est en baisse de 6,3 % (soit 1 710 tonnes de moins) et la part des déchets ultimes a été réduite de 755 tonnes, soit - 10,5 % par rapport à 2004 en valeur absolue, alors que dans le même temps l'activité a connu une forte croissance.
Si l'on rapporte la part des déchets ultimes à la production de nos sites industriels, leur réduction est alors de - 38 % en 2 ans.
- Une diminution de 7,3 % du taux de solvants utilisés dans nos process de mise en peinture par rapport à 2004, ce qui représente une réduction de - 11,6 % en 2 ans.
- Dans le domaine de la sécurité, on constate une nouvelle baisse sur un an de 31 % du Taux de Fréquence des Accidents de Travail à 6,61, ce qui représente une division par 3 en 3 ans, et un Taux de Gravité à 0,23, en baisse de 8 % par rapport à 2004, ce qui correspond à une division par 2 en 3 ans.
Concrètement, cela équivaut à 72 accidents de travail avec arrêt évités en 2005 par rapport à 2004, soit 6 accidents de moins chaque mois.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14 001 s'est poursuivi en 2005 ; il atteint à présent 64 sites certifiés, soit 94 % du périmètre (contre 50 sites à fin 2004, représentant 74 % du périmètre).

■ Données environnementales

Impacts environnementaux

Consommations en eau, électricité, gaz :

	2003	2004	2005
Eau (en m³)			
Consommation annuelle	1 086 496	941 717	1 046 071
Part du CA couvert	94 %	98 %	97 %
Électricité (en Kwh)			
Consommation annuelle	427 604 200	467 399 400	454 804 500
Part du CA couvert	95 %	98 %	97 %
Gaz (en m³)			
Consommation annuelle	12 553 522	15 899 223	18 226 607
Part du CA couvert	94 %	98 %	97 %

Consommations matières plastiques :

	2003	2004	2005
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	140 479	139 800	152 663
Part du CA couvert	95 %	99 %	97 %
Plastiques recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	19 727	17 028	20 382
Part du CA couvert	95 %	99 %	97 %
Total plastiques (en tonnes)			
Consommation annuelle	160 206	156 828	173 045
Part du CA couvert	95 %	99 %	97 %

Consommations peintures et solvants :

	2003	2004	2005
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	1 586	1 725	2 420
Part du CA couvert	100 %	98 %	96 %
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	7 691	6 343	6 494
Part du CA couvert	100 %	98 %	95 %
Solvants + Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	9 277	8 068	8 914
Part du CA couvert	100 %	98 %	96 %

Rejets atmosphériques :

COV (composés organiques volatils) :

	2003	2004	2005
COV équivalent Carbone (en tonnes)			
Consommation annuelle	1 287	1 145	1 320
Part du CA couvert	91 %	94 %	95 %

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Déchets :

	2003	2004	2005
Déchets recyclés (en tonnes)			
Volumes annuels	6 485	1 186	8 335
Part du CA couvert	93 %	99 %	97 %
Déchets valorisés (en tonnes)			
Volumes annuels	16 242	18 971	10 867
Part du CA couvert	93 %	99 %	97 %
Déchets ultimes (en tonnes)			
Volumes annuels	8 341	7 198	6 443
Part du CA couvert	95 %	99 %	97 %
Total déchets (en tonnes)			
Volumes annuels	31 068	27 355	25 645
Part du CA couvert	95 %	99 %	97 %

- Coût global du traitement des déchets : 2,21 millions d'euros (88 % du CA couvert).
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 1,39 million d'euros (68 % du CA couvert).

Utilisation de matériaux recyclés en 2005 :

- Consommation de matières plastiques recyclées : 20 382 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé 7 500 tonnes de matières plastiques.

Certifications

64 sites sont désormais certifiés ISO 14 001, soit 94 % des 68 sites à certifier au sein du Groupe Burelle.

L'objectif de 100 % visé pour 2005 a dû être légèrement décalé, certains sites ayant dû reporter sur 2006 la date d'obtention de leur certification.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :

- Un Coordinateur Environnement et Sécurité, qui rapporte au Directeur Général Adjoint,
- Un Directeur Sécurité Groupe, animant et coordonnant les plans d'actions associés au Système de Management Sécurité,
- Un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité,
- Une intégration dans les objectifs individuels des performances sécurité,
- Un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe et des différents Comités de Direction des Divisions.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 13 037 heures ont été dispensées en 2005, touchant 3 626 participants (71 % du CA couvert).
- Formation : 7 503 heures ont été dispensées en 2005, touchant 5 079 participants (71 % du CA couvert).
- Un programme de formation baptisé « Top Safety » visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le « zéro accident », a été déployé en 2005 dans 9 pays auprès de 200 managers issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis et au Mexique.

Dans le cadre du déploiement stratégique au sein du groupe Burelle, chaque Division a lancé fin 2005 un plan triennal de progrès sécurité qui sera opérationnel sur tous les sites en 2006.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement :

- Recherche et Développement : 93,6 millions d'euros, soit 4,1 % du CA,
- Dépenses Environnement et Sécurité : 4 millions d'euros (93 % du CA couvert),
- Investissements Industriels : 121 millions d'euros,
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 1,1 million d'euros (98 % du CA couvert),
- Provision pour risque environnemental : non-significatif,
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter cependant que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2004 et 2005 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

Par ailleurs, la remontée des informations par les sites eux-mêmes grâce à un logiciel unique a permis de mettre en évidence quelques imprécisions sur les consommations d'eau et de gaz en 2004, qui ont été corrigées dans le tableau de la page précédente.

INFORMATIONS SÉCURITÉ

■ Indicateurs sécurité

	2003	2004	2005
Nombre de premiers soins	3 005	2 666	2 328
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	553	495	420
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	322	224	152
Nombre de jours perdus pour accidents de travail avec arrêt	6 731	5 755	5 274

■ Taux de Fréquence et Taux de Gravité

	2003	2004	2005
Taux de fréquence des accidents du travail (en nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées)	13,91	9,56	6,61
Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par 1 000 heures travaillées)	0,28	0,25	0,23

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis 3 ans pour améliorer la sécurité au travail.

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux, qui sont représentés à tous les niveaux de l'entreprise.

Les sociétés du groupe se sont fixé comme objectif d'améliorer de manière significative les conditions de travail de leurs collaborateurs, notamment dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail : en 2 ans, une baisse de 52 % du Taux de Fréquence et de 18 % du Taux de Gravité des Accidents de Travail a ainsi été obtenue.

■ Données sociales

Données financières consolidées 2005 :

Salaires et appointements :	365 609 milliers d'euros
Charges salariales :	119 079 milliers d'euros
Participation des salariés :	3 403 milliers d'euros
Coûts des engagements retraite :	4 033 milliers d'euros
Rémunération sur base d'actions :	460 milliers d'euros
Autres charges de personnel :	11 642 milliers d'euros

TOTAL : 504 226 milliers d'euros

Autres données 2005

Les données présentées ci-contre portent sur tout le périmètre de consolidation, hors HBPO, soit sur 98 % de l'effectif consolidé ou 10 482 personnes (sauf pour les CDD et CDI qui portent sur 100 % de l'effectif soit 10 670 personnes).

	2005	2004
Effectifs inscrits au 31 décembre	10 670	10 718
Contrats à durée indéterminée	9 986	9 940
Contrats à durée déterminée	684	778
Hommes	7 919	7 688
Femmes	2 563	2 771
Ouvriers	5 385	NC
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3 154	NC
Cadres	1 943	NC
Nombre de salariés recrutés dans l'année		
Recrutements en contrat à durée indéterminée	1 116	952
Recrutements à durée déterminée	483	538
Total des recrutements	1 599	1 490
Nombre de salariés licenciés dans l'année		
Licenciements économiques	410	321
Licenciements pour autre motif	421	465
Total des licenciements	831	786
Heures supplémentaires		
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays		
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	361	NC
Intérimaires		
Intérimaires en équivalent temps plein	1 588	1 434
Nombre total de salariés travaillant en équipe		
Salariés travaillant en équipes	5 113	5 193
Dont salariés travaillant la nuit seulement	680	439
Dont salariés travaillant le week-end seul	48	50
Salariés à temps partiel	210	203
Absentéisme dans l'année et motifs (en % heures travaillées)		
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,16 %	0,19 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs	3,17 %	2,83 %
Taux d'absentéisme total	3,33 %	3,02 %
Égalité entre hommes et femmes		
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	392	404
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	65	70
Relations sociales		
Comités existants	155	121
Autres commissions (Formation ou Suggestions)	38	NC
Syndicats représentés	31	28
Accords d'entreprise conclus dans l'année	74	68
Formation		
Total des factures des organismes de formation (en euros)	2 917 416	3 333 000
Total des heures de formation	240 184	227 925
Heures de formation par an et par salarié	23	22
Personnes handicapées		
Nombre de handicapés	166	149
Nombre de postes de travail modifiés pour handicaps	7	4
Œuvres sociales (France seule)		
Montant des œuvres sociales CE versées dans l'année (en euros)	907 706	848 000

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros

	Notes	2005	%	2004	%
Produits des activités ordinaires		2 282 401	100,0	2 029 576	100,0
Coût des biens et services vendus	6.3	- 1 930 058	- 84,6 %	- 1 690 841	- 83,3 %
Marge brute		352 343	15,4 %	338 735	16,7 %
Frais de recherche et développement	6.3	- 42 139	- 1,8 %	- 41 779	- 2,1 %
Frais commerciaux	6.3	- 69 348	- 3,0 %	- 68 480	- 3,4 %
Frais administratifs	6.3	- 142 436	- 6,2 %	- 140 364	- 6,9 %
Marge opérationnelle		98 420	4,3 %	88 112	4,3 %
Autres produits et charges opérationnels	6.1	- 9 552	- 0,4 %	- 26 123	- 1,3 %
Résultat d'exploitation		88 868	3,9 %	61 989	3,0 %
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		1 666	0,1 %	2 113	0,1 %
Résultat financier	6.2	- 20 822	- 0,9 %	- 25 799	- 1,3 %
Impôt sur le résultat	7	- 11 497	- 0,5 %	- 3 936	- 0,2 %
Résultat net consolidé des sociétés intégrées		58 215	2,6 %	34 367	1,7 %
Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	5.2	- 10 708	- 0,5 %	14 516	0,7 %
Résultat net de l'ensemble consolidé		47 507	2,1 %	48 883	2,4 %
Part des Intérêts minoritaires dans l'ensemble consolidé		21 579	0,9 %	27 122	1,3 %
Résultat net part du Groupe		25 928	1,2 %	21 761	1,1 %
Résultat par action*	9	13,91		11,71	

(*) Le résultat par action de 2005 et de 2004 en normes IFRS est calculé sur la base du nombre d'actions diminué des titres d'autocontrôle imputés sur les capitaux propres (confère note de présentation des comptes 2004 retraités en Normes IFRS § 1).

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé

en milliers d'euros

	Notes	2005	2004
ACTIFS			
Immobilisations incorporelles	13	122 050	115 327
Immobilisations corporelles	11	629 697	596 886
Immeubles de placement	12	28 391	28 391
Écarts d'acquisition		161 026	155 408
Titres mis en équivalence		31 251	28 351
Titres de participations		1 140	3 037
Autres actifs financiers*	17	4 293	5 070
Actifs financiers disponibles à la vente*	16	7 692	4 971
Impôts différés actifs	7.3	61 103	57 447
Actif des activités destinées à être abandonnées ou cédées	5.3	4 262	
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS		1 050 905	994 888
Stocks	18	216 413	236 854
Créances de financement clients*	19.2	15 250	18 111
Créances clients et comptes rattachés	19.1	333 905	324 096
Autres créances et comptes de régularisation	19.1	84 981	104 975
Autres créances financières à court terme*		11 899	4 407
Instruments financiers de couverture*		6 216	
Trésorerie et équivalent de trésorerie*	20	154 542	111 834
TOTAL ACTIFS COURANTS		823 206	800 277
TOTAL ACTIFS		1 874 111	1 795 165

	Notes	2005	2004
PASSIFS			
Capital	21.2	28 055	30 167
Primes d'émission, de fusion, d'apport et écarts d'évaluation		14 326	26 261
Réserves	8	158 882	114 463
Résultat de l'exercice		25 928	21 761
CAPITAUX PROPRES GROUPE		227 191	192 652
Intérêts minoritaires		213 882	186 721
TOTAL CAPITAUX PROPRES		441 073	379 373
Emprunts et dettes financières – part à long terme*	22	232 689	148 080
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à long terme*	22	50 830	64 408
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	25.3	26 702	23 346
Subventions publiques	11.5	10 081	10 385
Impôts différés passifs	7.3	31 825	41 226
Passif des activités destinées à être abandonnées ou cédées	5.3	3 451	
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS		355 578	287 445
Emprunts et dettes financières – part à court terme*	22	291 313	328 354
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à court terme*	22	10 941	10 572
Autres dettes financières à court terme*		35 415	39 372
Instruments financiers de couverture*		5 111	1 515
Provisions pour risques et charges	24	24 061	37 247
Fournisseurs	23	481 191	455 697
Autres dettes d'exploitation	23	229 428	255 590
TOTAL PASSIFS COURANTS		1 077 460	1 128 347
TOTAL PASSIFS		1 874 111	1 795 165

* La dette financière s'élève à 426,4 M€ au 31/12/2005 contre 447,9 M€ au 31/12/2004.

COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers d'euros

	2005	2004
I - OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé – Part Groupe	25 928	21 761
* Élimination des charges et des produits sans incidence sur l'endettement net provenant des opérations d'exploitation		
Dépréciations et amortissements d'actifs immobilisés	136 075	132 056
Dépréciations des créances et des stocks d'exploitation	2 876	– 117
Variation des autres provisions	– 3 391	39
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	– 3 380	– 35 326
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	– 1 666	– 2 113
Part des intérêts minoritaires	21 579	27 002
Subventions et impôts différés	– 12 116	– 8 330
Activités destinées à être abandonnées	10 708	– 2 776
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT OPÉRATIONNELLE	176 613	132 596
* Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Stocks et en-cours	– 8 704	– 35 527
- transférés en immobilisations incorporelles (projets automobiles)** :	54 480	
- augmentation des stocks et en-cours :	– 63 184	
Créances clients et comptes rattachés	– 5 805	18 293
Dettes fournisseurs d'exploitation	13 506	49 383
Autres actifs et passifs d'exploitation	32 250	– 26 431
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	31 244	5 718
TOTAL	207 857	138 214
II - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	– 121 282	– 139 658
Acquisitions d'autres actifs immobilisés	– 63 335	– 20 161
- provenant des stocks et en-cours (projets automobiles)** :	– 54 480	
- autres actifs immobilisés :	– 8 855	
Acquisitions d'immobilisations financières	131	– 1 568
Cessions d'immobilisations corporelles	22 666	9 701
Cessions d'autres actifs immobilisés	3 481	176
Cessions d'immobilisations financières	1 122	– 492
Trésorerie sur acquisitions ou cessions de filiales	– 1 650	– 349
TOTAL	– 158 867	– 152 351
III - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Variation des capitaux propres	– 1 252	– 9 672
Dividendes versés aux actionnaires ou reçus des mises en équivalence	– 6 139	– 6 164
Fonds reçus par subventions d'investissement	930	797
Ajustement à la juste valeur	– 335	
TOTAL	– 6 796	– 15 039
Activités destinées à être abandonnées	– 2 644	26 318
Effet des variations des cours de change sur l'endettement net	– 18 048	6 716
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE L'ENDETTEMENT NET	21 502	3 958
Endettement financier net en début d'exercice *	– 447 908	– 451 866
ENDETTEMENT FINANCIER NET EN FIN D'EXERCICE	– 426 403	– 447 908

* le détail de ce montant figure en note 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

** conformément aux principes comptables présentés au paragraphe 1.10 de l'annexe aux Comptes Consolidés.

COMPTES CONSOLIDÉS

Analyse de la variation des capitaux propres

en milliers d'euros

	Capitaux propres Part du Groupe	Capitaux propres Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2004 ⁽¹⁾	170 891	159 599	330 490
Résultat au 31 décembre 2004	21 761	27 122	48 883
CAPITAUX PROPRES APRÈS RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2004 ⁽¹⁾	192 652	186 721	379 373
Effet des changements de méthodes comptables, première application ouverture 2005 : instruments financiers	– 681	– 887	– 1 568
Dividendes distribués	– 1 304	– 4 985	– 6 289
Transactions sur titres d'autocontrôle	– 1 349		– 1 349
Mouvement de la réserve de conversion	9 478	12 107	21 585
Montant net des profits et pertes non-comptabilisés au compte de résultat :			
– Écart actuariel sur avantages au personnel	– 989	– 263	– 1 252
– Ajustements à la juste valeur	3 456	– 390	3 066
CAPITAUX PROPRES AVANT RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2005	201 263	192 303	393 566
Résultat au 31 décembre 2005	25 928	21 579	47 507
CAPITAUX PROPRES APRÈS RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2005	227 191	213 882	441 073

(1) Données 2004 retraitées en normes IFRS.

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations sectorielles

en milliers d'euros

A) SECTEURS D'ACTIVITÉ

Compte de résultat consolidé par secteur d'activité

	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
2005					
Ventes externes au Groupe	2 053 970	225 923	2 465	43	2 282 401
Ventes entre secteurs d'activités		214	3 212	- 3 426	0
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 053 970	226 137	5 677	- 3 383	2 282 401
% des produits des activités ordinaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	90 015	8 509	2 390	- 2 494	98 420
% des produits des activités ordinaires	4,4 %	3,8 %	42,1 %		4,3 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	79 565	8 049	2 373	- 1 119	88 868
Part du résultat dans les entreprises mises en équivalence	1 666				1 666
Résultat financier	- 16 307	- 2 095	- 397	- 2 023	- 20 822
Impôt sur les résultats	- 10 113	- 1 486	- 474	574	- 11 497
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	- 10 708				- 10 708
RÉSULTAT NET	44 103	4 468	1 502	- 2 566	47 507
Intérêts minoritaires	79	626		20 874	21 579
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE	44 024	3 842	1 502	- 23 440	25 928
2004					
Ventes externes au Groupe	1 816 185	211 040	2 351		2 029 576
Ventes entre secteurs d'activités		1 693	3 214	- 4 907	0
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 816 185	212 733	5 565	- 4 907	2 029 576
% des produits des activités ordinaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	80 498	7 584	2 813	- 2 783	88 112
% des produits des activités ordinaires	4,4 %	3,6 %	50,5 %		4,3 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	59 947	2 315	2 807	- 3 080	61 989
Part du résultat dans les entreprises mises en équivalence	2 113	0	0		2 113
Résultat financier	- 19 152	- 3 340	- 601	- 2 707	- 25 800
Impôt sur les résultats	- 2 101	- 1 346	- 615	126	- 3 936
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	14 517	0	0		14 517
RÉSULTAT NET	55 324	- 2 371	1 591	- 5 661	48 883
Intérêts minoritaires	255	441	0	26 426	27 122
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE	55 069	- 2 812	1 591	- 32 087	21 761

Bilan consolidé par secteur d'activité

	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
2005					
Immobilisations incorporelles et corporelles	788 696	79 621	70 635	2 211	941 163
Titres mis en équivalence	31 251			0	31 251
Actifs financiers non-courants	5 092	972		7 061	13 125
Autres actifs sectoriels	802 181	96 543	1 860	- 12 012	888 572
Actifs communs non-affectés				0	
TOTAL ACTIF	1 627 220	177 136	72 495	- 2 740	1 874 111
Capitaux propres consolidés	431 504	35 589	42 409	- 68 429	441 073
Passifs sectoriels	1 195 716	141 547	30 086	65 689	1 433 038
TOTAL PASSIF	1 627 220	177 136	72 495	- 2 740	1 874 111
2004					
Immobilisations incorporelles et corporelles	745 055	77 607	70 906	2 444	896 012
Titres mis en équivalence	28 351			0	28 351
Actifs financiers non-courants	7 820	955		4 303	13 078
Autres actifs sectoriels	759 338	123 938	727	- 26 279	857 724
Actifs communs non-affectés				0	
TOTAL ACTIF	1 540 564	202 500	71 633	- 19 532	1 795 165
Capitaux propres consolidés	379 465	33 043	40 638	- 73 773	379 373
Passifs sectoriels	1 161 099	169 457	30 995	54 241	1 415 792
TOTAL PASSIF	1 540 564	202 500	71 633	- 19 532	1 795 165

Autres informations consolidées par secteur d'activité

	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
2005					
Investissements corporels	117 382	3 794	62	44	121 282
Investissements incorporels	62 979	356			63 335
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	126 303	6 877	493	2 402	136 075
Dotations nettes aux provisions sur actifs courants et aux autres provisions passives	- 10 525	- 1 014	- 1	63	- 11 477
2004					
Investissements corporels	130 240	9 026	192	200	139 658
Investissements incorporels	19 280	444	14	423	20 161
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	121 605	8 132	390	1 929	132 056
Dotations nettes aux provisions sur actifs courants et aux autres provisions passives	12 413	- 2 536	317	328	10 522

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations sectorielles

B) SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Revenus et actifs industriels par secteurs géographiques

En millions d'euros	France	Amérique du Nord	Europe Hors France	Amérique du Sud/Asie/ Afrique	Total
2005					
Produits des activités ordinaires	760,1	497,1	873,1	152,1	2 282,4
Actifs industriels par secteurs géographiques (brut)	630,7	279,5	355,5	72,1	1 337,8
<i>dont investissements industriels de l'exercice</i>	43,7	41,0	26,9	9,6	121,3
2004					
Produits des activités ordinaires	715,6	455,6	752,2	106,2	2 029,6
Actifs industriels par secteurs géographiques (brut)	609,6	214,3	360,9	57,7	1 242,6
<i>dont investissements industriels de l'exercice</i>	69,2	31,2	30,6	8,6	139,7

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Principes de préparation des états financiers

En application du règlement européen n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés 2005 du Groupe Burelle sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers. Ces normes comptables internationales comprennent les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi que leurs interprétations.

Les informations financières comparatives 2004 sont également établies selon le référentiel IFRS en vigueur à la date de préparation des comptes annuels 2005, en conformité avec la norme IFRS 1 relative à la première adoption des normes IFRS.

Les principaux retraitements résultant de l'application des normes IFRS sur l'exercice 2004 sont présentés dans la « note de présentation des comptes 2004 retraités en Normes IFRS » jointe au présent rapport.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le Groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ses estimations et hypothèses sont revues périodiquement. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

1.3 Principes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les états financiers :

- des sociétés dans lesquelles le Groupe Burelle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, consolidées par intégration globale,
- des sociétés contrôlées conjointement c'est-à-dire dont le contrôle est partagé avec un ou plusieurs partenaires, consolidées par intégration proportionnelle,
- des sociétés dans lesquelles le Groupe Burelle exerce une influence notable, consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés sans activité, bien que répondant aux critères évoqués ci-dessus, sont exclues du périmètre de consolidation, dans la mesure où elles ne présentent pas un potentiel de développement rapide et qu'elles ne détiennent pas des titres d'autres sociétés incluses dans le périmètre de consolidation. Les titres de ces sociétés sont inscrits en titres de participation.

1.4 Information sectorielle

L'information sectorielle de premier niveau se décline selon les secteurs d'activités suivants :

- Compagnie Plastic Omnium : la plaquette financière de cette compagnie détaille l'information selon les activités d'équipement automobile, de 3P et d'Environnement.
- Compagnie Signature : acteur dans la signalisation routière verticale et horizontale.
- Sofiparc : société immobilière possédant un patrimoine constitué essentiellement de bureaux à Levallois.

Chacun de ces secteurs d'activités représente une composante distincte et autonome du Groupe Burelle exposée à des risques, à une rentabilité et un suivi des performances qui lui sont propres.

Une information sectorielle de second niveau, par secteurs géographiques, est présentée dans les états financiers consolidés.

L'impôt n'est pas affecté par secteur étant donné la mise en œuvre de l'intégration fiscale par pays, regroupant des entités de différents secteurs.

1.5 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du Groupe Burelle est l'Euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis en monnaie de présentation Groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture,
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période,
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

(1) La monnaie fonctionnelle est généralement la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

Les écarts d'acquisition et d'évaluation dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

1.6 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. À l'arrêté des comptes, les dettes et les créances sont revalorisées aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de cette actualisation sont inscrits au compte de résultat, en résultat d'exploitation, lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

1.7 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires et les marges sont pris en compte :

- à la date de transfert des risques et avantages pour les ventes de productions aux clients,
- à l'avancement pour les prestations de services.

Pour les contrats de location-maintenance de l'activité Environnement, hormis quelques contrats significatifs requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente immédiate est constatée à hauteur des coûts d'enquête, de mise en place et d'un prix de vente estimatif des parcs placés, la majorité des contrats relève de la location simple, les revenus des loyers étant pris en résultat, linéairement, sur la durée des contrats.

1.8 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle ou à partir d'une approche statistique sur la base de portefeuilles de créances de petits montants présentant des risques homogènes.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement, et aux ventes prix pièces « rondelle » garantis par le client contractuellement, sur des développements ou installations. Le produit du financement de ces créances est comptabilisé en chiffre d'affaires. Ces créances de financement sont déduites dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du Groupe.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

1.9 Résultat d'exploitation et marge opérationnelle

Le Groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance.

La marge opérationnelle correspond au résultat d'exploitation des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges d'exploitation, qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,
- les provisions d'« impairment » sur actifs incorporels et corporels, y compris les dépréciations éventuelles sur écarts d'acquisition,
- les éléments inhabituels correspondants à des produits et charges non-usuels par leurs fréquences, leurs natures ou leurs montants, à l'instar des coûts de pré-démarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou non.

1.10 Frais de recherche et développement

Les frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement de l'activité Automobile (outillages et études) sont comptabilisés en stocks, au cours de la phase de développement. Le revenu relatif au développement correspondant aux paiements garantis contractuellement par les clients, à l'issue de la phase de développement, est comptabilisé en produit des activités ordinaires à la date de conformité clients ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant cette acceptation sont inscrits en avances clients.

À l'issue de la phase de développement, au plus tard au démarrage série, les coûts de développement résiduels, non-couverts par une garantie contractuelle de paiement des clients, sont transférés en immobilisations incorporelles (études) ou immobilisations corporelles (outillages). Ces coûts résiduels font l'objet du traitement suivant :

- lorsqu'un prix spécifique à la pièce, dit « rondelle de développement », non-garanti est négocié avec le client, l'estimation de la couverture des frais attendue sous la forme de paiements « rondelle » est amortie au rythme des quantités de pièces livrées aux clients, l'écart entre cette estimation et les coûts résiduels étant amorti linéairement sur la durée de vie série estimée ;
- en l'absence de prix spécifique à la pièce, dit « rondelle de développement », négocié avec le client, les coûts résiduels sont amortis linéairement sur la durée de vie série estimée.

Autres frais de recherche et développement

Les autres frais de recherche constituent des charges de l'exercice. Les frais de développements significatifs sont activés en immobilisations incorporelles dès qu'ils répondent aux critères de qualification de la norme IAS 38 – « Immobilisations incorporelles » et présentent, en particulier, de sérieuses probabilités d'avantages économiques futurs sur la base d'estimations et d'hypothèses raisonnables. À défaut, ils constituent également des charges de l'exercice.

1.11 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris en charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.12 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan du Groupe Burelle ne sont pas amortis et font l'objet d'un « test de dépréciation » ou « impairment test » systématique au minimum une fois l'an.

Ce test est réalisé, au sein de chaque secteur d'activité, pour chacune des unités génératrices de trésorerie identifiées. La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs, constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur d'entreprise, calculée selon la méthode des free cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme du groupe, établis pour la période 2006 à 2009. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles sont appliqués un taux de croissance reflétant des perspectives d'évolution du marché et un taux d'actualisation propre à chaque unité génératrice de trésorerie.

1.13 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées) ou à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

En application de la norme IFRS 1 qui permet de retenir la juste valeur comme coût présumé à la date de transition aux IFRS pour des actifs corporels immobilisés (IAS 16) et pour les immeubles de placement (IAS 40), le Groupe Burelle a procédé au 1^{er} janvier 2004, de manière limitée et ciblée, sur la base d'expertises externes, à la réévaluation à la juste valeur de ses terrains et des deux sièges administratifs.

Les sièges administratifs sont constitués de :

- l'immeuble de bureaux de Nanterre occupé par les filiales du Groupe, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS 16),
- l'immeuble de bureaux de Levallois, détenu par la société Sofiparc, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS 16), pour la partie occupée par les filiales du Groupe, et traité en tant qu'immeuble de placement (IAS 40) pour la partie louée à des tiers n'appartenant pas au Groupe.

Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre du niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17, sont inscrits en actifs immobilisés à leur valeur vénale et amortis par application des taux d'amortissements Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement, concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de l'activité Environnement.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

- | | |
|---|---------------------------|
| • Constructions et agencements initiaux | 20 à 40 ans |
| • Presses, souffleuses et machines de transformation | 6 ^{2/3} à 12 ans |
| • Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels | 3 à 6 ^{2/3} ans |
| • Conteneurs de l'activité Environnement | 8 ans |

En application de la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », le Groupe applique l'approche par composantes sur ses ensembles immobiliers et ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture et presses).

En application de la norme IAS 40 « Immeuble de placement », le Groupe a opté pour la comptabilisation de ses immeubles de placement à la juste valeur.

Provisions

Les actifs font l'objet de dépréciations sous la forme de provisions ou d'amortissements accélérés lorsque leur durée d'utilisation est revue dans le cadre de tests d'impairment (en particulier dans le cas de décisions d'arrêt de commercialisation de production ou de non-renouvellement de production) ou en cas de valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable des actifs concernés.

1.14 Stocks

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués à leur coût réel d'entrée selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés s'il s'avère que le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

Stocks de produits finis et intermédiaires

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non-liés à la production, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux.

Ces stocks sont comparés à la clôture à leur valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et sont dépréciés si nécessaire. Une dépréciation pour rotation lente est constatée sur les références en stocks non ou peu mouvementées, à défaut de perspective de réalisation.

1.15 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Ces provisions pour risques et charges sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.16 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les paiements du Groupe correspondant à des avantages du personnel, sous régimes à cotisations définies, sont reconnus sur la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies, les obligations relatives aux plans de pension et de retraite, indemnités de départ à la retraite, assurance vie et mutuelle et autres engagements assimilés, sont calculées selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Cette évaluation intègre :

- des hypothèses de date de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, à 61 ans pour les non-cadres (départ volontaire) et à 65 ans pour les cadres (départ à l'initiative de l'employeur),
- des hypothèses de mortalité,
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs,
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite,
- des taux financiers d'actualisation et d'inflation,
- des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite,
- la prise en compte immédiate des écarts actuariels (non-étalement) au passif.

Le Groupe Burelle enregistre les charges de retraite et engagements assimilés au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la variation de l'actualisation des engagements présenté, conformément à l'option proposée par l'IAS 19, en résultat financier,
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres, en application des amendements de la norme IAS 19 avantages du personnel « Actuarial Gains and Losses, Group Plans and Disclosures », dont l'application est encouragée, sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne.

1.17 Actions propres

Les actions autodétenues par le Groupe Burelle, quelle que soit leur affectation, sont inscrites dès leur acquisition en diminution des fonds propres.

Les résultats de cession sur ces titres sont comptabilisés directement en augmentation ou en diminution des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.18 Plans d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type « Black & Scholes ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves pour ne pas affecter les capitaux propres. Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 ont été ainsi comptabilisés.

À ce jour, seule la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des plans d'achats et de souscription d'actions.

Dans les comptes consolidés du Groupe Burelle, il est constitué une provision pour dilution afin de tenir compte de la quote-part dans l'actif net consolidé de la Compagnie Plastic Omnium qui résulterait de l'exercice par les salariés des plans de souscription d'actions.

1.19 Cessions de créances

Les créances cédées à des tiers sont sorties de l'actif du Groupe, dans la mesure où la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à ces tiers.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

1.20 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

Les actifs financiers comprennent, d'une part, les titres de participation des sociétés non-consolidées en raison de leur caractère non-significatif ou parce qu'elles ne sont ni contrôlées, ni sous influence notable et d'autre part, les prêts et les valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les titres de participation des sociétés ni contrôlées, ni sous influence notable, présentant un caractère significatif ou voués à être cédés, sont considérés comme étant « disponibles à la vente ». Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, dans la mesure où ces titres sont cotés sur un marché actif. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Une provision pour dépréciation est constituée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de dépréciation de ces titres, par référence à leur valeur d'acquisition.

Les actifs financiers sont présentés en actifs non-courants, exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalent de trésorerie suivant les cas.

1.21 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de change et de taux, le Groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur sur instruments de couverture de change sont portées en résultat financier. Les variations de juste valeur sur instruments de couverture de taux sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces de ces instruments et en résultat financier pour les parties non-efficaces de ces instruments.

1.22 Impôts sur les résultats

En application de la norme IAS 12, le Groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôts différés sur les crédits d'impôts, les déficits reportables et les autres différences temporaires sont évalués en fonction de leur probabilité de réalisation future.

2 - MISE EN ŒUVRE DES NORMES IFRS

En tant que premier adoptant des normes IFRS, le Groupe Burelle présente un bilan d'ouverture retraité au 1^{er} janvier 2004 selon ces nouvelles normes. De plus, conformément à la recommandation de l'AMF relative à la communication financière pendant la période de transition, l'impact chiffré du passage aux normes IFRS sur la situation financière et la performance de l'exercice 2004 est également présenté.

Pour la présentation du bilan d'ouverture, le Groupe s'est conformé à la règle générale d'application rétrospective des normes IFRS en vigueur sous réserve de certaines exceptions obligatoires ou facultatives prévues explicitement par la norme IFRS 1.

Les exceptions retenues par le Groupe sont les suivantes :

- IFRS 3 – regroupements d'entreprises : absence de retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004,
- IAS 19 – avantages au personnel : remise à zéro des écarts actuariels, de telle sorte que le passif comptabilisé au 1^{er} janvier 2004 soit égal à l'évaluation de l'engagement par les actuaires,
- IAS 16 – actifs corporels : utilisation de la juste valeur à la date de transition comme coût présumé pour certains actifs. Cette option a été utilisée pour la comptabilisation des terrains industriels et de certains ensembles immobiliers,
- IAS 32 et IAS 39 – instruments financiers : application uniquement à compter du 1^{er} janvier 2005, sans présentation d'information comparative pour l'exercice 2004,
- IFRS 2 : comptabilisation des charges liées aux plans de stock options ouverts après le 7 novembre 2002 et dont la période d'acquisition des droits se poursuit en 2005,
- IFRS 1 – écarts de conversion : dérogation à l'application rétrospective de la norme IAS 21 « effet des variations des cours des monnaies étrangères », relative au montant cumulé des différences de conversion comptabilisées dans les capitaux propres.

Par souci de cohérence avec IFRS 2, les actions propres affectées aux plans de stock options ont été reclassées en diminution des capitaux propres dès le 1^{er} janvier 2004.

Les états financiers comparés entre normes IFRS et anciennes normes et les tableaux d'analyse et de rapprochements en anciennes normes vers le nouveau référentiel IFRS au titre de la transition de l'exercice 2004 sont présentés dans la « note de présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS » jointe au présent rapport.

3 - ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Entrées dans le périmètre

- La société Signalis au 26 septembre 2005.
Suite à son acquisition, sa contribution au chiffre d'affaires consolidé 2005 est de 1,2 M€.
- La société Dee-Organ au 7 octobre 2005.
Suite à son acquisition, sa contribution au chiffre d'affaires consolidé 2005 est de 1,4 M€.
Cette société a été fusionnée avec la Société Signature Ltd au 31 décembre 2005.

Sorties de périmètre

- Posedo, au 1^{er} octobre 2005, suite à la cession de 50 % du capital que la Division Environnement détenait.
- Plastic Omnium KK, au 1^{er} octobre 2005, suite à l'arrêt des activités de la Division Environnement.

Ces sociétés représentaient un chiffre d'affaires total de 1,8 M€ en 2004 et de 1,4 M€ en 2005 pour la période précédant leur sortie de périmètre.

Autres évolutions de périmètre

- Absorption de la Société Eco Ouest par la Société Temaco.
- Fusion de Signature Stadtmobiliar dans Signature Deutschland.
- Liquidation de Cie Signature GmbH.

4 - FAITS SIGNIFICATIFS - CHANGEMENTS D'ESTIMATION ET DE PRÉSENTATION

4.1 Présentation en activités cédées ou destinées à être cédées

La société Plastic Omnium Lander, filiale de la Division Environnement en cours de cession, présente les critères d'éligibilité au traitement prévu par IFRS 5 « Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » à compter du 1^{er} janvier 2005.

Les actifs et passifs de cette filiale sont présentés sur des lignes distinctes du bilan consolidé IFRS au 31 décembre 2005 et le résultat net après impôt et la moins-value nette sur les éléments déjà cédés sur cette activité sont présentés à compter du 1^{er} janvier 2005 sur une ligne distincte du compte de résultat consolidé.

4.2 Changement d'estimation sur les durées d'amortissement

En application de la norme IAS 16, le Groupe a procédé à la révision de ses plans d'amortissement de façon prospective sur les actifs immobilisés dont les prévisions de durées d'utilité se sont sensiblement améliorées par rapport aux estimations antérieures.

A compter du 1^{er} janvier 2005, les souffleuses de l'activité Inergy Automotive Systems sont amorties sur une durée de 12 ans contre 8 ans auparavant et les parcs de bacs en location simple de l'activité Environnement sont amortis sur une durée de 8 ans contre 5 ans auparavant, sauf exception résultant d'une durée estimée plus courte du contrat. La révision de ces plans d'amortissement est prospective, sans impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005.

Ces changements d'estimation résultent des politiques d'optimisation dans l'utilisation de ces investissements et la mise en place d'indicateurs de suivi permettant un meilleur retour sur expérience.

4.3 Valorisation des instruments financiers de couverture à la juste valeur

En application d'IAS 39, les instruments financiers de couverture sont valorisés à leur juste valeur au bilan à compter du 1^{er} janvier 2005.

5 - CESSIONS D'ACTIVITÉS ET ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES

5.1 Principales activités cédées

La Division Plastic Omnium Médical a été cédée le 8 avril 2004. Elle figure au compte de résultat 2004 sous la rubrique « Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées ». Ce résultat comprend le résultat d'exploitation de la Division et la plus value nette de cession de la Division.

La société Plastic Omnium Lander, filiale de la Division Environnement, est présentée en activités cédées à compter du 1^{er} janvier 2005. Elle figure :

- au compte de résultat 2005 sous la rubrique « Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées ». Ce résultat comprend l'exploitation de la société et la moins value nette réalisée sur les éléments cédés.
- au bilan au 31 décembre 2005 sous les rubriques « Actifs et Passifs des activités destinées à être abandonnées ou cédées ».

La totalité des activités de cette société a été cédée avant la fin de l'année.

5.2 Résultats des activités cédées et des cessions décidées

Ces activités correspondent à la Division Plastic Omnium Médical en 2004 et à la filiale Plastic Omnium Lander de la Division Environnement en 2005.

Les activités cédées et les activités en cours de cession sont comptabilisées au compte de résultat à la ligne « Résultat après Impôt des activités cédées ou destinées à être cédées ».

Ce résultat s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	2005	2004
Produits des activités ordinaires	8 706	9 026
Marge opérationnelle	- 2 802	2 463
Résultat d'exploitation	- 4 709	1 563
Résultat financier	- 267	- 47
Impôt sur les résultats	- 8	-
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	- 4 984	1 516
Plus et moins-value de cessions sur activités cédées	- 2 932	13 001
Ajustement de valeur sur les actifs des activités destinées à être cédées	- 2 792	-
Total résultat après Impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	- 10 708	14 517
Variation de trésorerie liée aux activités cédées ou destinées à être cédées	- 2 644	26 318

5.3 Valeur comptable des actifs nets destinés à être cédés

(en milliers d'euros)	2005
Immobilisations corporelles et incorporelles	724
Créances clients et autres débiteurs	3 419
Stocks	112
Trésorerie	7
Emprunts et découverts bancaires	- 257
Fournisseurs et autres débiteurs	- 1 774
Provisions pour risques et charges	- 1 420
Actifs nets destinés à être cédés	811

6 - PRODUITS ET CHARGES

6.1 Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	2005	2004
Cessions d'actifs nets	9 601	- 2 796
Restructurations	- 14 205	- 12 447
Risques sur contrats, litiges, pénalités...	- 850	- 2 373
Autres produits et charges opérationnels	- 4 098	- 8 507
TOTAL	- 9 552	- 26 123

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

6.2 Résultat financier

(en milliers d'euros)	2005	2004
Frais financiers nets	- 21 789	- 25 513
Résultat de change sur opérations financières	- 446	547
Dotations/Reprises de provisions à caractère financier	25	- 658
Produits financiers sur cessions de SICAV actions	711	
Ajustement à la juste valeur des instruments de couverture à terme	677	
Autres charges et produits financiers		- 175
TOTAL	- 20 822	- 25 799

6.3 Éléments des coûts des biens et service vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

(en milliers d'euros)	2005	2004
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Amortissements	104 217	118 726
Provisions pour risques et charges	- 2 487	4 028
Coûts des consommations (achats et variations de stocks)	1 285 758	1 198 523
Salaires, charges et avantages du personnel	324 269	303 018
Sous-traitance de production	18 692	27 261
Énergie et fluides	34 707	30 173
Autres coûts de production	164 902	9 112
Total coûts des biens et services vendus	1 930 058	1 690 841
Inclus dans les frais de recherche et développement		
Amortissements et provisions	18 882	5 716
Salaires et charges	56 858	51 066
Autres	- 33 601	- 15 003
Total frais de recherche et développement	42 139	41 779
Inclus dans les frais commerciaux		
Amortissements	- 941	1 754
Salaires, charges et avantages du personnel	47 277	40 646
Autres frais commerciaux	23 012	26 080
Total frais commerciaux	69 348	68 480
Inclus dans les frais administratifs		
Amortissements	8 186	9 411
Provisions pour risques et charges	2 339	- 4 031
Salaires, charges et avantages du personnel	75 822	62 081
Autres frais administratifs	56 090	72 903
Total frais administratifs	142 436	140 364

6.4 Frais de personnel

(en milliers d'euros)	2005	2004
Salaires et traitements	365 609	332 685
Charges sociales	119 079	107 557
Participation des salariés	3 403	3 650
Coûts des engagements de retraites et obligations similaires	4 033	3 170
Rémunération sur base d'actions	460	305
Autres charges de personnel	11 642	9 443
TOTAL	504 226	456 810

7 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

7.1 Compte de résultat consolidé

La charge d'impôt se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	2005	2004
Impôt exigible		
Charges (ou produits) d'impôt exigible	- 17 465	- 11 719
Charges (ou produits) résultant de l'ajustement au titre de l'impôt exigible des exercices précédents		
Charges (ou produits) relatifs aux éléments extraordinaires	- 3 928	327
Impôt différé		
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporelles	10 309	4 706
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	- 413	2 750
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	- 11 497	- 3 936

Les montants de la charge d'impôt consolidée s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2005	2004
Résultat du Groupe avant impôt	68 046	35 390
Charge au taux d'impôt en vigueur	- 23 136	- 12 387
Incidence des taux d'impôt plus ou moins élevés dans d'autres pays	4 874	1 369
Effet sur l'impôt différé à l'ouverture de la réduction des taux d'impôt		
Ajustement au titre de l'impôt exigible des périodes précédentes	- 3 749	1 000
Conséquences de la sortie de PO Lander SpA sur la charge d'impôt	2 400	
Pertes fiscales antérieures activées	12 210	15 176
Pertes fiscales non-comptabilisées	- 2 548	- 9 059
Charges non-déductibles fiscalement et produits non-imposables		
Autres (retenues à la source...)	- 1 549	- 36
Au taux d'impôt réel de 16 %	- 11 497	- 3 937

7.2 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	2005	2004
Impôts exigibles		
Impôt exigible débité ou crédité dans les capitaux propres		
Impôts différés		
Perte nette sur la réévaluation des couvertures de flux de trésorerie		
Gain latent sur actifs financiers disponibles à la vente		
Impôt différé net imputé sur les réserves lors de la première application d'IAS 39	987	
Impôt différé net imputé sur les écarts actuariels sur avantages du personnel	810	279
Impôt différé net sur les couvertures de flux de trésorerie dénouées au cours de l'exercice	266	
Impôt différé net sur les actifs financiers disponibles à la vente cédés au cours de l'exercice		
Produit/charge d'impôt imputé sur les capitaux propres	2 063	279

7.3 Impôts différés

(en milliers d'euros)	Bilan consolidé		Compte de résultat consolidé	
	2005	2004	2005	2004
Passifs d'impôts différés				
Réévaluations à la juste valeur des actifs corporels	5 126	5 227		
Réévaluations à la juste valeur des immeubles de placement	326	336		
Réévaluations à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente				
Réévaluations à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)				
Réévaluations à la juste valeur des emprunts couverts				
Gains et pertes différés sur contrat de change				
Retraites				
Ajustements à la juste valeur liés aux acquisitions				
Autres	26 376	35 663	642	
Passifs bruts d'impôts différés (A)	31 825	41 226		
Actifs d'impôts différés				
Avantages postérieurs à l'emploi	4 251	3 588	215	
Réévaluations à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)				
Réévaluations des swaps de taux d'intérêt (couverture de juste valeur) à la juste valeur	296	987	-949	
Gains et pertes différés sur contrats de change				
Pertes probables sur des bénéfices fiscaux futurs	29 200	15 870	10 401	
Ajustements à la juste valeur liés aux acquisitions				
Autres	27 356	37 002		
Actifs bruts d'impôts différés (B)	61 103	57 447		
Actifs/Passif net d'impôts différés (B-A)	29 278	16 221		
Charge/Produit net d'impôts différés			10 309	3 936

Les déficits fiscaux ne faisant pas l'objet d'un actif d'impôt différé dans les comptes au 31 décembre 2005 présentent les caractéristiques suivantes :

- déficits reportables sur une durée illimitée : 92 M€
- Face auquel il existe un passif d'impôt différé d'un montant en base : - 50 M€
- déficits reportables sur une durée maximale de 20 ans : 6 M€
 - déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans : 13 M€.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

8 - DÉTAILS DES RÉSERVES

(en milliers d'euros)	2005	2004
Variation de juste valeur sur actifs disponibles à la vente	–	–
Variation de juste valeur sur instruments financiers	– 89	–
Autres écarts d'évaluation	2 404	–
Effet des changements de principes, événements et corrections antérieures	– 729	–
Écart de conversions	735	– 8 730
Autres réserves	156 561	123 193
Total	158 882	114 463

9 - RÉSULTAT PAR ACTION

	2005	2004
Résultat net de base par action (en euros)	13,91	11,71
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 863 918	1 858 988

10 - DIVIDENDES VOTÉS ET DISTRIBUÉS EN 2005

(en milliers d'euros)	2005
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	1 408
Dividendes sur actions propres	104
Dividendes nets 2005 sur les actions votés par l'Assemblée Générale et distribués en 2005	1 304

11 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES, LOCATIONS ET SUBVENTIONS

11.1 Immobilisations corporelles hors contrats faisant l'objet de location simple « bailleur » et hors immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2005, net des amortissements cumulés	253 389	218 418	46 037	33 849	551 693
Augmentations	20 377	44 847	32 262	14 948	112 434
Reclassements	3 391	– 13 927	–	10 536	0
Cessions nettes	– 4 508	– 5 169	– 992	– 156	– 10 824
Entrées de périmètre	735	47	–	231	1 013
Sorties de périmètre	– 616	–	–	– 41	– 657
Augmentation et diminution résultant des réévaluations	–	–	–	–	0
Dotations de pertes de valeur	–	–	–	–	0
Reprises de pertes de valeur	–	–	–	–	0
Dotations aux amortissements de l'exercice	– 11 442	– 50 699	– 29	– 15 658	– 77 828
Écarts de conversion	8 623	7 667	– 5 601	2 291	12 980
Au 31 décembre 2005, net des amortissements cumulés	269 949	201 184	71 677	46 000	588 810
Détail des valeurs nettes au 1^{er} janvier 2005					
Coût	347 893	630 966	46 123	100 309	1 125 291
Amortissements cumulés	– 94 504	– 412 548	– 86	– 66 460	– 573 598
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2005	253 389	218 418	46 037	33 849	551 693
Détail des valeurs nettes au 31 décembre 2005					
Coût	373 934	646 921	71 761	133 610	1 226 227
Amortissements cumulés	– 103 985	– 445 737	– 84	– 87 610	– 637 417
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	269 949	201 184	71 677	46 000	588 810

11.2 Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrat de location simple « bailleur »

(en milliers d'euros)	2005	2004
Valeurs brutes	83 830	87 166
Amortissements cumulés	- 42 943	- 42 649
Dont au titre de l'exercice	- 7 445	- 17 020
Valeurs nettes comptables	40 887	44 517

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués par la division Environnement à ses clients pour les contrats ne faisant pas l'objet d'une requalification en location-financement.

(en milliers d'euros)	2005	2004
Paiements minimaux à recevoir au titre des locations simples non-résiliables et/ou des maintenances non-résiliables		
À moins d'un an	25 951	24 648
À plus d'un an et moins de cinq ans	43 704	45 250
À plus de cinq ans	638	605
TOTAL	70 293	70 503

11.3 Contrats de location simple « preneurs »

(en milliers d'euros)	2005	2004
Paiements minimaux à effectuer au titre des locations simples non-résiliables		
À moins d'un an	5 535	6 036
À plus d'un an et moins de cinq ans	13 202	16 589
À plus de cinq ans	8 821	9 927
TOTAL	27 558	32 552

11.4 Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location financement « preneur »

Ces immobilisations correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, des matériels de production industriels et des conteneurs loués à des clients.

(en milliers d'euros)	Terrains et construction	Installations techniques matériels et outillages	Total au 31 décembre 2005
Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2005	48 385	38 455	86 840

(en milliers d'euros)	Paiements minimaux au 31 décembre 2005	Valeurs actualisées au 31 décembre 2005
À moins d'un an	15 181	14 599
À plus d'un an et moins de cinq ans	56 520	51 723
À plus de cinq ans	12 849	10 078
Total échéanciers au 31 décembre 2005	84 550	76 400

11.5 Subventions

(En milliers d'euros)	2005	2004
Subventions liées aux résultats	-	-
Subventions liées aux actifs	10 081	10 385
TOTAL	10 081	10 385

Les subventions sont présentées en passif non-courant au bilan consolidé.

12 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)	2005
Juste valeur au 1^{er} janvier 2005	28 391
Augmentations (acquisitions ou dépenses ultérieures capitalisées)	-
Cessions	-
Résultat net des ajustements à la juste valeur	-
Différence nette de change	-
Juste valeur au 31 décembre 2005	28 391
Produits locatifs des immeubles de placement	2 430
Charges directes liées aux revenus locatifs des immeubles de placement (y compris entretien et réparations)	755

Les évaluations ayant servi de base pour le passage aux IFRS n'ont pas été actualisées, la société ayant considéré qu'aucune évolution significative n'avait affecté ces évaluations.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

13 - ACTIFS INCORPORELS

(en milliers d'euros)	Ecarts d'acquisition	Brevets et licences	Logiciels et autres immobilisations incorporelles	Actifs de développement	En-cours Immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2005, net des amortissements cumulés	155 408	4 718	25 123	86 990	- 1 595	270 644
Entrées générées en interne		1 285	7 193	53 826	1 032	63 336
Reclassements		5 878	- 8 501	973	1 650	0
Entrées acquises	-	-		-	-	0
Sorties ou mises hors en service	-	10	- 291	- 11 338	-	- 11 619
Entrées de périmètre	887	5	732	-		1 624
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	- 583	- 6 453	- 41 115	-	- 48 151
Écart de conversion	4 731	22	592	1 890	7	8 059
Au 31 décembre 2005, net des amortissements cumulés	161 026	11 335	16 800	92 821	1 094	283 076
Détail des valeurs nettes au 1^{er} janvier 2005						
Coût	234 143	9 527	55 888	175 414	- 1 595	473 377
Amortissements cumulés	- 78 735	- 4 809	- 32 360	- 86 829	-	- 202 733
Valeur nette comptable	155 408	4 718	23 528	88 585	- 1 595	270 644
Détail des valeurs nettes au 31 décembre 2005						
Coût	243 842	17 351	50 278	188 509	1 094	501 074
Amortissements cumulés	- 82 816	- 6 016	- 33 478	- 95 688		- 217 998
Valeur nette comptable	161 026	11 335	16 800	92 821	1 094	283 076

Écart d'acquisition par secteurs d'activités

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Groupe Plastic Omnium	Signature	Total
Valeur nette comptable	131 673	29 353	161 026

14 - PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DANS DES FILIALES

14.1 Participations dans des entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées, dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle, concernent :

- Inopart, détenue à 49 % par la Compagnie Plastic Omnium et qui détient 51 % du capital d'Inoplast,
- Inoplast et ses différentes filiales, détenue à 34 % par la Compagnie Plastic Omnium.

Dans ces sociétés, les droits de vote correspondent au pourcentage de détention directe.

15 - PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

Les coentreprises sont :

- INERGY, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- Plastic Recycling, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- Valeo Plastic Omnium, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- InoPlastic Omnium, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- BPO Turquie, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- HBPO, consolidée en proportionnelle à 33,33 % ;
- SDS, consolidée en proportionnelle à 50 % ;
- SECTRA, consolidée en proportionnelle à 50 %.

Bilan des coentreprises

(en milliers d'euros)	2005	2004
Actifs courants	273 789	239 902
Actifs non-courants	226 254	225 021
Total actifs	500 043	464 923
Situation nette	178 866	166 067
Passifs courants	275 682	259 657
Passifs non-courants	45 495	39 199
Total passifs	500 043	464 923

Compte de résultat des coentreprises

(en milliers d'euros)	2005	2004
Produits des activités ordinaires	755 733	600 808
Coût des ventes	- 722 329	- 579 312
Frais de développement	- 24 968	- 19 174
Frais commerciaux	- 6 003	- 5 774
Frais administratifs	- 29 194	- 17 888
Marge opérationnelle	28 234	34 330
Autres produits et charges opérationnels	4 150	- 5 137
Résultat opérationnel	27 083	22 194
Charges financières	3 152	2 512
Résultat avant impôt	21 409	13 403
Charge d'impôt	- 4 336	262
Résultat net	14 463	10 304

Ces comptes sont présentés sur la base du taux proportionnel ci-dessus indiqué pour chaque entité et après prise en compte des royalties et management fees payés aux maisons mères.

16 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers d'euros - net)	2005	2004
Actifs financiers disponibles à la vente	7 692	4 971
TOTAL	7 692	4 971

17 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON-COURANTS

(en milliers d'euros - net)	2005	2004
Prêts	70	108
Dépôts et Cautionnements	3 607	3 691
Autres créances	615	1 271
TOTAL	4 292	5 070

18 - STOCKS

(en milliers d'euros - net)	2005	2004
Matières premières et approvisionnements	69 617	62 621
Moules, outillages et études	95 688	124 888
Autres en-cours de production	2 007	- 2 029
Marchandises		
Au coût (brut)	10 094	10 715
À la valeur nette de réalisation	8 882	9 973
Produits finis		
Au coût (brut)	42 894	42 897
À la valeur nette de réalisation	40 219	41 401
Total des stocks au plus bas du coût et de la valeur nette de réalisation	216 413	236 854

19 - CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

19.1 Créances ordinaires

(en milliers d'euros)	2005	2004
Clients	333 907	324 096
Autres débiteurs	84 981	104 975
TOTAL	418 888	429 071

19.2 Créances de financement clients relatives aux contrats de location financement

(en milliers d'euros)	Créances location financement à recevoir	Paievements minimaux actualisés à recevoir
À moins d'un an	4 619	4 480
À plus d'un an et moins de cinq ans	10 631	9 824
À plus de cinq ans		
TOTAL	15 250	14 304

20 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros - net)	2005	2004
Banques et caisses	93 714	83 600
Dépôts à court terme	60 828	28 234
TOTAL	154 542	111 834

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

21 - CAPITAL SOCIAL

21.1 Capital autorisé

(en euros)	2005	2004
Constitué d'actions ordinaires de 15 € chacune	28 054 545	30 166 770
Actions propres	95 775	2 283 450
Total après déduction des actions propres	27 958 770	27 883 320

21.2 Capital social sur actions ordinaires émises et entièrement libérées

(en euros)	2005	2004
Capital social au 1 ^{er} janvier	30 166 770	30 166 770
Réduction de capital du 27/07/2005	- 2 112 225	
Capital social au 31 décembre	28 054 545	30 166 770

22 - EMPRUNTS ET PRÊTS PORTANT INTÉRÊTS

(en milliers d'euros)	2005		2004	
	Courant	Non-courant	Courant	Non-courant
Autres actifs financiers		4 293		5 070
Actifs financiers disponibles à la vente		7 692		4 971
Créances de financement clients	15 250		18 111	
Autres créances financières à court terme	11 899		4 407	
Instruments financiers de couverture	6 216			
Trésorerie et équivalent de trésorerie	154 542		111 834	
Emprunts et dettes financières - part à long terme		- 232 689		- 148 080
Dettes financières sur loyers immobilisés - part à long terme		- 50 830		- 64 408
Emprunts et dettes financières - part à court terme	- 291 313		- 328 354	
Dettes financières sur loyers immobilisés - part à court terme	- 10 941		- 10 572	
Instruments financiers de couverture	- 35 415		- 39 372	
Autres dettes financières à court terme	- 5 111		- 1 515	
TOTAL	- 154 873	- 271 534	- 245 461	- 202 447

23 - DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

(en milliers d'euros)	2005	2004
Avances et acomptes	-	-
Dettes fournisseurs	464 234	443 783
Dettes fiscales et sociales	46 193	8 543
Dettes sur immobilisations	16 958	7 308
Autres dettes d'exploitation	183 235	251 654
TOTAL	710 620	711 288

24 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Détail et évolution des provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	31/12/2004	Dotations	Reprises sans objet	Utilisations	Écart de conversion	Plastic Omnium Lander	31/12/2005
Garanties clients et litiges	4,1	0,7	- 0,4	- 0,9			3,5
Réorganisations	7,2	3,1	- 1,2	- 3,4		- 3,3	2,4
Provisions pour impôts	4,0			- 3,0			1,0
Risques sur contrats	5,6			- 2,0		- 1,4	2,2
Garantie de passif	0,8			- 0,8			0,0
Extension de parc	3,5			- 0,7			2,8
Autres provisions	12,0	7,4		- 6,7	- 0,5		12,2
Provisions pour risques et charges	37,2	11,2	- 1,6	- 17,5	- 0,5	- 4,7	24,1

25 - PROVISIONS POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

25.1 Description des régimes

Les engagements de retraites et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraites et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

Les régimes à prestations définies concernent, pour l'essentiel, les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres avantages à long terme correspondant, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français ;
- les autres engagements de retraites et compléments de retraite, principalement sur la zone US et la France ;
- les régimes de couverture des frais médicaux, principalement sur la zone US.

Ces régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetés avec services proratisés par application de la norme IAS 19.

Ces évaluations intègrent :

- des hypothèses de date de départ à la retraite ;
- des hypothèses de mortalité ;
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs ;
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite ;
- des taux d'actualisations et financières et d'inflation ;
- des hypothèses de rentabilité à long terme pour les actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite.
- la prise en compte immédiate des écarts actuariels (non-étalement) au passif.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, ces fonds font l'objet, à chaque exercice, d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite du passif correspondant.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la variation de l'actualisation des engagements présenté, conformément à l'option proposée par l'IAS 19, en résultat financier ;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres, en application des amendements de la norme IAS 19 avantages du personnel « Actuarial Gains and Losses, Group Plans and Disclosures » ;
- les prestations et charges patronales sur prestations payées directement ;
- les impacts d'écart de change et de variations de périmètre.

25.2 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme significatifs sont les suivantes :

Âge de départ à la retraite pour les salariés français :

- 61 ans pour les non-cadres (départ volontaire),
- 65 ans pour les cadres (départ à l'initiative de l'employeur).

Taux d'actualisation financière :

- 4,25 % pour les indemnités de départ à la retraite françaises ⁽¹⁾,
- 4,0 % pour les médailles du travail françaises ⁽¹⁾,
- 6,25 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la zone US,
- 2,75 % pour les plans de retraite suisse ⁽²⁾.

Taux d'inflation :

- 2 % l'an pour la France,
- 2,5 % l'an pour la zone US.

Évolution des salaires :

- 2 à 5,5 % (taux moyens selon les statuts cadre et non-cadre et les pratiques salariales pays).

Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :

- 4,5 % pour la France et la Suisse,
- 8 % pour la zone US.

(1) contre respectivement 4,5 % et 4,25 % pour les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail françaises au 31 décembre 2004.

(2) contre 3,25 % pour les plans de retraite suisse au 31 décembre 2004.

(3) Nota : Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

25.3 Évolution des engagements bilantiels et des coûts sur avantages correspondant aux régimes à prestations définies

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Dette actuarielle à l'ouverture	36 970	31 579	2 499	2 352	39 469	33 931
Coût des services rendus	3 869	2 228	248	249	4 117	2 477
Coût financier	1 566	1 526	94	104	1 660	1 630
Effet des acquisitions, cessions, liquidations, modifications de régime et divers	- 354	1 003	32		- 322	1 003
Pertes et gains actuariels	1 833	2 104	- 33	40	1 800	2 144
Prestations payées par les actifs	- 173	- 1 225			- 173	- 1 225
Prestations payées par l'entreprise	- 1 388	- 144	- 250	- 230	- 1 638	- 374
Prestations payées par les participants	333	302			333	302
Écart de conversion	957	- 403	34	- 16	991	- 419
Dette actuarielle à la clôture	43 613	36 970	2 624	2 499	46 237	39 469
Variation de la dette actuarielle	6 643	5 391	125	147	6 768	5 538
Valeur vénale des actifs de couverture à l'ouverture	16 123	12 335			16 123	12 335
Rendement réel des actifs	818	750			818	750
Cotisations patronales	2 523	1 999			2 523	1 999
Cotisations salariales	339	302			339	302
Pertes et gains actuariels	- 126	828			- 126	828
Prestations payées par les actifs de couverture	- 173	- 1 225			- 173	- 1 225
Effet des acquisitions, cessions, liquidations, modifications de régime et divers	- 205	1 190			- 205	1 190
Écart de conversion	235	- 56			235	- 56
Valeur vénale des actifs de couverture à la clôture	19 535	16 123			19 535	16 123
Effet de plafonnement des actifs nets		846				846
Variation de la valeur vénale des actifs de couverture	3 412	3 788			3 412	3 788
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	24 078	20 847	2 624	2 499	26 702	23 346
– dont France	16 412	16 303	2 054	1 993	18 466	18 296
– dont Zone US	6 360	4 145	290	216	6 650	4 361
– dont autres zones	1 306	399	280	290	1 586	689

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent :

- pour la France, à 14 810 K€ d'indemnités de départ à la retraite et 1 602 K€ de plan de retraite fin 2005 (contre 13 382 K€ d'indemnités départ de retraite et 2 921 K€ de plan de retraite fin 2004),
- pour la zone US à 3 202 K€ au titre des plans de retraite et 3 157 K€ au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2005 (contre 1 727 K€ au titre des plans de retraite et 2 418 K€ au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2004).

Les autres avantages à long terme de la France correspondent aux médailles du travail.

Les avantages sur autres zones correspondent pour l'essentiel aux plans de retraite suisse.

Les variations des positions nettes bilantielles liées à ces avantages sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Position nette à l'ouverture	20 847	19 244	2 499	2 352	23 346	21 596
Charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des prestations définies	3 659	2 817	374	353	4 033	3 170
Prestations payées par l'entreprise	- 1 388	- 144	- 250	- 230	- 1 638	- 374
Cotisations patronales	- 2 523	- 1 999			- 2 523	- 1 999
Pertes et gains actuariels	1 959	1 276	- 33	40	1 926	1 316
Divers : autres retraitements	803				803	
Écart de conversion	722	- 347	34	- 16	756	- 363
Position nette à la clôture	24 078	20 847	2 624	2 499	26 702	23 346

Les coûts nets constatés en résultat au titre de ces avantages sur régimes à prestations définies sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Coût des services rendus au cours de l'exercice	- 3 869	- 2 228	- 248	- 249	- 4 117	- 2 477
Charges financières et désactualisation	- 1 566	- 1 526	- 94	- 104	- 1 660	- 1 630
Rendement attendu des actifs de couverture	818	750			818	750
Effet des réductions ou liquidation de régime et divers	959	187	- 32		927	187
Coût des régimes à prestations définies	- 3 659	- 2 817	- 374	- 353	- 4 033	- 3 170

25.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des dirigeants du groupe Burelle SA font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ; celle-ci est présentée ci-après globalement :

- Jetons de présence versés par les sociétés du groupe Burelle SA : 309 milliers d'euros,
- Rémunérations brutes versées, à charge du groupe Burelle SA : 2 758 milliers d'euros,
- Coût du plan de retraite complémentaire, à charge du groupe Burelle SA : 676 milliers d'euros.

Ces dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2005

26 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Relations avec les entreprises liées

NÉANT

27 - ENDETTEMENT FINANCIER NET

En milliers d'euros	2005	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	2004	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières à long terme	283 519		283 519		212 488		212 488	
Créances financières à long terme	11 985		11 985		10 041		10 041	
Créances financières à court terme	187 907	187 907			134 352	134 352		
Dettes financières à court terme	342 780	342 780			379 813	379 813		
Endettement financier net	426 407	154 873	271 534		447 908	245 461	202 447	

Au 31 décembre 2005 le Groupe Burelle bénéficie de plusieurs ouvertures de crédit bancaire confirmées à échéance moyenne supérieure à 3 ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées est supérieur au montant des utilisations et s'élève à 760 millions d'euros contre 623 millions d'euros au 31 décembre 2004.

La part non-utilisée au 31 décembre 2005 s'élève à 437 millions d'euros contre 336 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Détail de la dette financière par devises

En % de la dette financière	2005	2004
Euro	65 %	68 %
US Dollar	28 %	29 %
Livre Sterling	5 %	2 %
Autres devises	2 %	1 %

Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt

En % de la dette financière	2005	2004
Taux variables couverts	60 %	60 %
Taux variables non-couverts	31 %	32 %
Taux fixes	9 %	8 %
TOTAL	100 %	100 %

Le taux de financement moyen sur l'exercice s'élève à 4 % contre 4,3 % en 2004.

28 - INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE CHANGE

En millions de devises	Échéance		Taux de Change
	1 ^{er} semestre 2006	2 ^e semestre 2006	
Vente			
USD	2,9		1,2181
GBP		5,2	0,6984

29 - VENTE PARFAITE D'ACTIFS

Au 31 décembre 2005, Plastic Omnium Auto Extérieur SA (France), Plastic Omnium Equipamientos Exteriores (Espagne), Inergy Automotive Systems SA (France), Inergy Automotive Systems SA (Espagne), Plastic Omnium Systèmes Urbains SA (France), Signature SA et Sodilor ont poursuivi leurs programmes de vente parfaite d'actifs, au regard des normes IFRS, d'un montant de 159 millions d'euros contre 141 millions d'euros au 31 décembre 2004.

30 - NOTES DIVERSES

30.1 Évolutions des monnaies

Monnaies	2005			2004		
	Ouverture	Moyen	Clôture	Ouverture	Moyen	Clôture
Euro	1	1	1	1	1	1
Livre Sterling	0,705	0,683	0,685	0,705	0,679	0,705
Dollar US	1,362	1,238	1,180	1,263	1,246	1,362
Real Brésilien	3,614	2,986	2,742	3,626	3,628	3,614
Peso Argentin	4,051	3,576	3,626	3,667	3,670	4,051
Bath Thaïlandais	53,145	48,356	49,925	50,043	50,191	53,145
Couronne Slovaque	38,745	38,580	37,879	41,169	40,016	38,745
Livre Turque	1,838	1,666	1,592	1,773	1,779	1,838
Rand Sud Africain	7,690	7,464	7,881	8,328	7,942	7,690
Won Coréen	1 410,049	1 190,476	1 265,823	1 506,024	1 416,0543	1 410,049
Yen Japonais	139,650	136,799	138,889	133,049	133,908	139,650
Zloty Polonais	4,085	3,860	4,022	4,702	4,517	4,085

30.2 Effectifs en fin d'année

Effectifs	2005	2004	Évolution
France	4 600	4 609	- 0,2 %
%	43 %	43 %	
Union Européenne hors France	3 400	3 438	- 1,11 %
%	31,9 %	32,1 %	
Hors Union Européenne	2 670	2 671	- 0,07 %
%	25,1 %	24,9 %	
TOTAL	10 670	10 718	- 0,46 %

COMPTES CONSOLIDÉS

Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2005

Libellé juridique	% d'intérêt	Intégrations fiscales	Siège des entités françaises	SIREN
France				
Burelle SA	Société Mère	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	785 386 319
Atlas SAS	75 G		169 chemin des Cardelines - 06370 Mouans Sartoux	695 821 322
Compagnie Plastic Omnium SA	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	955 512 611
Caraïbes Collecte Collectivités SAS	52 G	1	36 Avenue de l'Émancipation - 97200 Fort de France	412 084 055
Compagnie Signature SAS	100 G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	384 032 629
Burelle Participations SA	100 G	6	1 rue François 1 ^{er} - 75008 Paris	440 050 144
Euroliners SAS	100 G	6	Route de Metz - 57200 Boulay	779 855 543
Plastic Omnium Finance GIE	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	392 860 490
Ludoparc SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	352 212 427
Metroplast SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	330 023 656
Plastic Omnium Auto Extérieur SA	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 647
Plastic Omnium Auto Extérieurs SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 555
Plastic Omnium Auto SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	885 680 322
Plastic Omnium Caraïbes SAS	52 G	1	36 Avenue de l'Émancipation - 97200 Fort de France	332 127 638
Plastic Omnium Gestion SNC	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 207
Plastic Omnium Guyane SAS	52 G	1	17 Lot Calimbe - 97300 Cayenne	384 992 319
Plastic Omnium Plastiques Hautes Performances SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	775 726 177
Plastic Recycling SAS	26 P		Zone d'activités du Monay Saint Eusebe - 71210 Montchanin	353 047 798
Plastic Omnium Services SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	350 686 408
Plastic Omnium Systèmes Urbains SA	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	778 151 944
Produits Plastiques Performants - 3 P SA	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 322
La Réunion Ville Propre SAS	52 G	1	132 rue Charles Darwin - 97420 Le Port	324 927 789
Transit SAS	52 G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 744
Inoplastic Omnium SAS	26 P		19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	421 362 542
Inergy Automotive Systems France SA	26 P		18 rue de Calais - 75009 Paris	324 925 106
Inergy Automotive Systems SA	26 P		18 rue de Calais - 75009 Paris	428 897 508
Inergy Automotive Systems Management SA	26 P		18 rue de Calais - 75009 Paris	410 314 090
Inoplast SA	18 E		Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	306 348 632
Inopart	25 E		Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	315 920 298
Valeo Plastic Omnium SNC	26 P		19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	433 798 808
Beauvais Diffusion SA	52 G	1	6 avenue de Scandinavie - 91940 Les Ulis	309 567 261
Société d'Application Routière SAS	100 G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	662 024 660
SDS SA	49 P		Zone Industrielle de Cenon - 33370 Artigues	301 331 435
Signature Holding SAS	100 G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	340 809 730
Signature SA	100 G	6	Zone de Berrouetta - 64122 Urrugne	552 721 193
Signature Traffic Systems SAS	100 G	6	Zone de Berrouetta - 64122 Urrugne	327 357 851
Signalisation Sécurité SARL	100 G	6	14 chemin Vordorer Semmweg - 68000 Colmar	390 875 797
Farcor SAS	100 G	6	Le Pré Guillaume ZA de Lumbin - 38660 Lumbin	313 052 664
Sodilor SAS	100 G	6	Rue du Champs de Mars - 57200 Sarreguemines	657 380 531
Sofiparc SAS	100 G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	351 529 581
Vandipaint France SAS	100 G	6	22 rue Georges Pompidou - 78690 Les Essarts le Roi	384 260 242
Sectra	49 P		190 Allée des deux poteaux - 33137 St Jean d'Ilac	394 227 805
Signalis	100 G		Quartier les Barattes - Les Vignères - 84300 Cavaillon	388 567 422
Techniques et Matériels de Collecte - « Temaco »	52 G	1	240 rue Louis Dubreuil - 13793 Aix-en-Provence	302 396 189
Plastic Omnium Environnement Guyane SAS	52 G	1	ZI « Cogneau Lavirot » - 97351 Cayenne	434 185 864

COMPTES CONSOLIDÉS

Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2005

Libellé juridique	% d'intérêt	Intégrations fiscales			
Afrique du Sud					
Inergy Automotive Systems South Africa	26	P			
Plastic Omnium Urban Systems (Pty) Ltd	52	G			
Allemagne					
3P - Performance Plastics Products GmbH	52	G			
Plastic Omnium GmbH	52	G			
Plastic Omnium Entsorgungstechnik GmbH	52	G			
Inergy Automotive Systems Germany GmbH	26	P			
Berlack Strassenmarkierungsfarben GmbH	100	G			
Signature Verkehrstechnik GmbH	100	G			
Signature Markierstechnik GmbH	100	G			
Signature Deutschland GmbH	100	G			
HBPO Participations GmbH	17	P			
HBPO Germany GmbH	17	P			
Argentine					
Inergy Automotive Systems Argentina SA	26	P			
Belgique					
Didier Vandenweghe NV	100	G			
Vandipaint NV	100	G			
Plastic Omnium Automotive NV	52	G			
Plastic Omnium NV	52	G			
Inergy Automotive Systems Belgium Research NV	26	P			
Inergy Automotive Systems Belgium SA	26	P			
Brésil					
Inergy Automotive Systems do Brasil LTDA	26	P			
Plastic Omnium do Brasil LTDA	52	G			
Canada					
Inergy Automotive Systems Canada INC.	26	P			
Chili					
Plastic Omnium SA Chili	52	G			
Corée du Sud					
Inergy Automotive Systems Co. Ltd	26	P			
Samlip HB Corée du Sud	9	P			
HBPO Corée	17	P			
Espagne					
Compañia Plastic Omnium SA	52	G	3		
Plastic Omnium Equipamientos Exteriores SA	52	G	3		
Plastic Omnium Sistemas Urbanos SA	52	G	3		
Inergy Automotive Systems Valladolid SL	26	P			
3P - Productos Plasticos Performantes SA	52	G	3		
Inergy Automotive Systems SA	26	P			
Valeo Plastic Omnium SL	26	P			
Signature Señalización SA	100	G			
Juegos Ludoparc SA	52	G	3		
Inoplastic Omnium SA	26	P			
Ciudadlimp SA	52	G			
JV UTE POSA UTE I	26	P			
JV UTE POSA UTE II	26	P			
JV UTE POSA UTE III	26	P			
HBPO Iberia SL	17	P			
États-Unis					
EPSCO International INC.	52	G	4		
Plastic Omnium Auto Exteriors LLC	52	G			
Performance Plastics Products - 3 P INC.	52	G	4		
Plastic Omnium INC.	52	G	4		
Plastic Omnium Industries INC.	52	G	4		
Inergy Automotive Systems (USA) LLC	26	P			
Plastic Omnium Automotive Services Inc.	52	G	4		
HBPO North America INC.	17	P			
Inergy Automotive Systems INC.	26	P			
Grèce					
Signature Hellas	50	P			
Irlande					
Inergy Automotive Systems Reinsurance Ltd	26	P			
Italie					
Plastic Omnium SpA	52	G			
Plastic Omnium Lander SpA	52	G			
Produits Plastiques Performants - 3P SpA	52	G			
Japon					
Inergy Automotive Systems KK	26	P			
Mexique					
Plastic Omnium Auto Exteriores SA de CV	52	G			
Plastic Omnium Automovil SA de CV	52	G			
Plastic Omnium Auto Exteriores					
Ramos Arizpe SA de CV	52	G			
Inergy Automotive Systems Mexico SA de CV	26	P			
Inoplastic Omnium SA de CV	26	P			
Inoplastic Omnium Industrial SA de CV	26	P			
Plastic Omnium Sistemas Urbanos SA de CV	52	G			
HBPO Mexico SA de CV	17	P			
Plastic Omnium del Bajío SA de CV	52				
Pays-Bas					
Plastic Omnium BV	52	G		5	
Plastic Omnium International BV	52	G		5	
Performance Plastics Products - 3 P BV	52	G		5	
Signature Wegmarkering BV	100	G			
Pologne					
Inergy Automotive Systems Poland SP ZOO	26	P			
Plastic Omnium Auto Exteriors Sp. ZOO	52	G			
Portugal					
Plastic Omnium SA Portugal	52	G			
République Tchèque					
HBPO CZECH S.R.O	17	P			
Vodorovne Dopravni Znacent SAR SRO	100	G			
Roumanie					
Inergy Automotive Systems Romania	26	P			
Signature Semnalizare	100	G			
Royaume-Uni					
Performance Plastics Products - 3P Ltd	52	G		2	
Plastic Omnium Automotive Ltd	52	G		2	
Plastic Omnium Ltd	52	G		2	
Plastic Omnium Urban Systems Ltd	52	G		2	
Inergy Automotive Systems UK Ltd	26	P			
Road Signs Franco Ltd	100	G			
Signature Ltd	100	G			
Slovaquie					
Plastic Omnium Auto Exteriors SRO	52	G			
Inergy Automotive Systems Slovaquia SRO	26	P			
Suède					
Plastic Omnium AB	52	G			
Suisse					
Plastic Omnium International AG	52	G			
Plastic Omnium AG	52	G			
Plastic Omnium RE AG	56	G			
Signal AG	50	G			
Thaïlande					
Inergy Automotive Systems (Thailand) Ltd	26	P			
Turquie					
BPO AS	26	P			
Méthode de consolidation					
G : Intégration globale	P : Intégration proportionnelle	E : Mise en équivalence			
Intégrations fiscales					
1 : France Cie Plastic Omnium	2 : Angleterre (Intégration fiscale de fait)				
3 : Espagne	4 : États-Unis	5 : Pays-Bas	6 : France Burelle		

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Burelle relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent, à titre comparatif, les données relatives à l'exercice 2004 retraitées selon les mêmes règles, à l'exception des normes IAS 32 et IAS 39 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, ne sont appliquées par la société qu'à compter du 1^{er} janvier 2005.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, ainsi que décrit dans la note 1.12 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.
- La note 1.10 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- Comme décrit dans la note 1.13 de l'annexe, la société comptabilise à la juste valeur ses immeubles de placement sur la base d'expertises externes. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces évaluations, notamment en nous appuyant sur les expertises externes.
- La note 1.22 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces différentes estimations. Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et Paris-La Défense, le 12 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Thierry Colin

Jean Videlaïne

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

Les comptes consolidés du Groupe Burelle sont établis à compter du 1^{er} janvier 2005 en normes comptables internationales. Ces normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2005, ainsi que les normes dont l'approbation par l'Union Européenne est attendue d'ici la fin de l'année.

Le référentiel international impose qu'un exercice au moins soit présenté en comparatif. Afin de répondre à cette obligation, le Groupe a établi un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004 conforme aux principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS.

Afin de permettre à la communauté financière et aux actionnaires d'appréhender les impacts de ce changement de référentiel, en application des recommandations du CESR (Committee of European Securities Regulators) et de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous présentons ci-après les éléments suivants, également recommandés par la norme IFRS 1 sur la première application du référentiel comptable international :

- le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004 en IFRS comparé à celui du 31 décembre 2003 en normes françaises ;
- le compte de résultat de l'exercice 2004 en IFRS comparé à celui du 31 décembre 2004 en normes françaises ;
- le bilan au 31 décembre 2004 en IFRS comparé à celui du 31 décembre 2004 en normes françaises ;
- les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 et au 31 décembre 2004 et le résultat net 2004 sous la forme de tableaux de passage des normes françaises aux normes IFRS ;
- les ajustements significatifs sur le tableau des flux de trésorerie et l'endettement financier net au 31 décembre 2004 en normes IFRS comparé aux normes françaises ;
- les notes relatives aux changements de règles comptables affectant les comptes de Burelle et expliquant les retraitements effectués.

Les informations chiffrées ont été préparées conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, première adoption des normes internationales d'information financière, en appliquant les normes IAS/IFRS en vigueur au 1^{er} janvier 2005 telles qu'elles étaient publiées au 31 décembre 2004 par l'IASB et adoptées par la Commission Européenne.

Les normes IFRS en vigueur ont été appliquées de manière rétrospective comme si elles avaient toujours été appliquées par le Groupe Burelle. La norme IFRS 1 prévoit cependant, de façon explicite et limitative, des exceptions au caractère rétrospectif des retraitements IFRS :

- des exceptions obligatoires telles que la conservation en IFRS des estimations affectées sous le précédent référentiel ou l'application prospective de la comptabilité de couverture à compter du premier exercice d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers.
- des exceptions facultatives pour lesquelles le Groupe a retenu l'option de ne pas appliquer la méthode rétrospective et qui sont décrites ci-dessous.

Les exceptions retenues sont :

- IFRS 3 – regroupements d'entreprises : absence de retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004,
- IAS 19 – avantages au personnel : remise à zéro des écarts actuariels, de telle sorte que le passif comptabilisé au 1^{er} janvier 2004 soit égal à l'évaluation de l'engagement par les actuaires,
- IAS 16 – actifs corporels : utilisation de la juste valeur à la date de transition comme coût présumé pour certains actifs. Cette option a été utilisée pour la comptabilisation des terrains industriels et de certains ensembles immobiliers,
- IAS 32 et IAS 39 – instruments financiers : application uniquement à compter du 1^{er} janvier 2005, sans présentation d'information comparative pour l'exercice 2004,
- IFRS 2 – comptabilisation des charges liées aux plans de stock options ouverts après le 7 novembre 2002 et dont la période d'acquisition des droits se poursuit en 2005,
- IFRS 1 – écarts de conversion : dérogation à l'application rétrospective de la norme IAS 21 « effet des variations des cours des monnaies étrangères », relative au montant cumulé des différences de conversion comptabilisées dans les capitaux propres.

Par souci de cohérence avec IFRS 2, l'application des dispositions de la norme IAS 32 relatives aux actions propres affectées aux plans de stock options, a été réalisée par anticipation dès le 1^{er} janvier 2004.

Dans le cadre de la finalisation du recensement et de l'évaluation des impacts de transition au 1^{er} janvier 2004 et sur l'exercice 2004, selon le nouveau référentiel IFRS, il a été procédé à des ajustements complémentaires à ceux qui avaient été présentés lors de la publication des comptes au 30 juin 2005. Les impacts définitifs sont présentés ci-après aux paragraphes 1 à 13.

Les principales modifications apportées sont décrites au paragraphe 14 de la présente note.

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

(en milliers d'euros)

BILAN D'OUVERTURE AU 1^{er} JANVIER 2004 EN IFRS

	01.01.2004 normes françaises	Retraitements de transition aux IFRS	01.01.2004 IFRS
ACTIFS			
Immobilisations incorporelles	25 517	65 318	90 835
Immobilisations corporelles	431 047	139 898	570 945
Immeubles de placement	0	28 391	28 391
Écarts d'acquisition	142 790	- 3 600	139 190
Titres mis en équivalence	21 774	4 130	25 904
Autres titres de participation	7 946	- 1 219	6 727
Autres actifs financiers*	7 727	1 258	8 985
Actifs financiers disponibles à la vente*	0	3 605	3 605
Impôts différés actifs	30 848	17 901	48 749
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	667 648	255 683	923 331
Stocks	294 839	- 25 566	269 273
Créances de financement clients*	0	17 795	17 795
Créances clients et comptes rattachés	319 360	12 882	332 242
Autres créances et comptes de régularisation	75 831	- 2 685	73 146
Autres créances financières à court terme*	7 811	- 28	7 783
Trésorerie et équivalent de trésorerie*	208 380	- 38 300	170 080
TOTAL ACTIFS COURANTS	906 221	- 35 903	870 318
TOTAL ACTIFS	1 573 869	219 780	1 793 649
PASSIFS			
Capital	30 167	0	30 167
Primes d'émission, de fusion, d'apport et écarts d'évaluation	25 626	- 7 908	17 718
Réserves	72 381	28 108	100 489
Résultat de l'exercice 2003	13 949	680	14 629
CAPITAUX PROPRES GROUPE	142 123	20 880	163 003
Intérêts minoritaires	173 286	17 972	191 258
TOTAL CAPITAUX PROPRES	315 408	38 853	354 261
Emprunts et dettes financières – part à long terme*	259 932	- 18 350	241 582
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à long terme*	0	74 450	74 450
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	0	21 596	21 596
Subventions publiques	9 092	1 753	10 845
Impôts différés passifs	10 985	27 606	38 591
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS	280 009	107 055	387 064
Emprunts et dettes financières – part à court terme*	329 455	- 116 309	213 146
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à court terme*	0	10 553	10 553
Autres dettes financières à court terme*	0	120 383	120 383
Provisions pour risques et charges – part à court terme	30 531	8 315	38 846
Fournisseurs	394 795	2 225	397 020
Autres dettes d'exploitation	223 670	48 706	272 376
TOTAL PASSIFS COURANTS	978 451	73 873	1 052 324
TOTAL PASSIFS	1 573 869	219 780	1 793 649

* Au 01/01/04, la dette financière s'élevait à 366,2 M€ en normes françaises ; elle s'élève à 451,8 M€ en normes IFRS.

COMPTE DE RÉSULTAT 2004 EN IFRS

	31.12.2004 normes françaises	Retraitements de transition aux IFRS	31.12.2004 IFRS
Produits des activités ordinaires	2 038 059	- 8 483	2 029 576
Coût des biens et services vendus	- 1 697 224	6 383	- 1 690 841
Marge brute	340 835	- 2 100	338 735
Frais de recherche et développement	- 40 713	- 1 066	- 41 779
Frais commerciaux	- 68 810	330	- 68 480
Frais administratifs	- 143 711	3 347	- 140 364
Marge opérationnelle	87 601	511	88 112
Autres produits et charges opérationnels	- 10 945	- 15 178	- 26 123
Résultat d'exploitation	76 656	- 14 667	61 989
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	2 113	0	2 113
Charges de financement	- 22 306	- 3 493	- 25 799
Impôt sur le résultat	- 5 114	1 178	- 3 936
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	- 12 271	12 271	0
Résultat net des entreprises intégrées	39 078	- 4 711	34 367
Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées		14 516	14 516
Résultat net de l'ensemble consolidé	39 078	9 805	48 883
Part des Intérêts minoritaires dans l'ensemble consolidé	24 417	2 705	27 122
Résultat net part du groupe	14 661	7 100	21 761
Résultat par action*	7,84		11,71

* Le résultat par action au 31 décembre 2004 en normes françaises a été calculé sur la base du nombre d'actions formant le capital, diminué des titres d'autocontrôle destinés à être annulés et imputés sur les capitaux propres, soit 140 815 actions.

Le résultat par action au 31 décembre 2004 en normes IFRS est calculé sur la base du nombre d'actions formant le capital, diminué de la totalité des titres d'autocontrôle et imputés sur les capitaux propres, soit 152 230 actions.

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

(en milliers d'euros)

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2004 EN IFRS

	31.12.2004 normes françaises	Retraitements de transition aux IFRS 31.12.2004	31.12.2004 IFRS
ACTIFS			
Immobilisations incorporelles	30 515	84 812	115 327
Immobilisations corporelles	461 111	135 775	596 886
Immeubles de placement	0	28 391	28 391
Écarts d'acquisition	147 969	7 439	155 408
Titres mis en équivalence	22 880	5 471	28 351
Titres de participations	5 599	- 2 562	3 037
Autres actifs financiers *	5 316	- 246	5 070
Actifs financiers disponibles à la vente *		4 971	4 971
Impôts différés actifs	36 447	21 000	57 447
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	709 836	297 893	1 007 729
Stocks	325 948	- 89 094	236 854
Créances de financement clients *	0	18 111	18 111
Créances clients et comptes rattachés	325 432	- 1 336	324 096
Autres créances et comptes de régularisation	80 916	24 059	104 975
Autres créances financières à court terme *	4 058	349	4 407
Trésorerie et équivalent de trésorerie *	151 454	- 39 620	111 834
TOTAL ACTIFS COURANTS	887 808	- 87 531	800 277
TOTAL ACTIFS	1 597 644	197 521	1 795 165
PASSIFS			
Capital	30 167	0	30 167
Prime d'émission / fusion / apport et écarts d'évaluation	25 626	635	26 261
Réserves	72 428	42 035	114 463
Résultat de l'exercice	14 661	7 100	21 761
CAPITAUX PROPRES GROUPE	142 882	49 770	192 652
Intérêts minoritaires	188 218	- 1 497	186 721
TOTAL CAPITAUX PROPRES	331 100	48 273	379 373
Emprunts et dettes financières – part à long terme *	166 167	- 18 087	148 080
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à long terme *	0	64 408	64 408
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	990	22 356	23 346
Subventions publiques	8 766	1 619	10 385
Impôts différés passifs	9 617	31 609	41 226
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS	185 540	101 905	287 445
Emprunts et dettes financières – part à court terme *	364 377	- 36 023	328 354
Dettes financières sur loyers immobilisés – part à court terme *	0	10 572	10 572
Instruments financiers de couverture *	0	1 515	1 515
Autres dettes financières à court terme *	0	39 372	39 372
Provisions pour risques et charges – part à court terme	29 994	7 253	37 247
Fournisseurs	471 068	- 15 370	455 698
Autres dettes d'exploitation	215 563	40 027	255 590
TOTAL PASSIFS COURANTS	1 081 003	47 344	1 128 347
TOTAL PASSIFS	1 597 644	197 521	1 795 165

* Au 31/12/04 la dette financière s'élevait à 369,7 M€ en normes françaises ; elle s'élève à 447,9 M€ en normes IFRS.

TABLEAU DE PASSAGE SUR LES CAPITAUX PROPRES AU 1^{er} JANVIER 2004

	Notes	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 aux normes françaises		315 409
Comptabilisation des locations financement preneur	3	2 590
Comptabilisation des ventes de location-financement sur parcs de l'activité Environnement	8	5 911
Retraitement des titres d'autocontrôle	1	- 18 909
Approche par composants et durées d'amortissement sur actifs immobilisés	4	10 685
Valorisation à la juste valeur des terrains et du siège administratif de Nanterre	5	65 736
Comptabilisation des avantages du personnel	2	- 14 973
Harmonisation de la R&D chez INERGY		- 1 452
Retraitement des charges à répartir	12	- 924
Autres retraitements IFRS		- 9 812
CAPITAUX PROPRES AU 1^{er} JANVIER 2004 EN IFRS		354 261

TABLEAU DE PASSAGE SUR LE RÉSULTAT NET 2004

	Notes	Total
Résultat net au 31 décembre 2004 aux normes françaises		39 078
Impact des retraitements nets d'impôts		- 2 466
Comptabilisation des locations financement preneur	3	515
Comptabilisation des ventes de location-financement sur parcs de l'activité Environnement	8	719
Retraitement des titres d'autocontrôle	1	- 318
Approche par composants et durées d'amortissement sur actifs immobilisés	4	616
Valorisation à la juste valeur des terrains et du siège administratif de Nanterre	5	38
Comptabilisation des avantages du personnel	2	- 30
Retraitement des charges à répartir	12	- 678
Harmonisation de la R&D chez INERGY		- 2 277
Amortissement de l'écart d'acquisition de Plastic Omnium Lander correspondant à un test de juste valeur	6	- 880
Autres retraitements IFRS		- 171
Résultat net au 31 décembre 2004 en IFRS avant amortissement des goodwill		36 612
Non-amortissement des écarts d'acquisition	6	12 271
RÉSULTAT NET AU 31 DÉCEMBRE 2004 EN IFRS		48 883

TABLEAU DE PASSAGE SUR LES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2004

	Notes	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2004 en normes françaises		331 100
Comptabilisation des locations financement preneur	3	1 625
Comptabilisation des ventes de location-financement sur parcs de l'activité Environnement	8	6 630
Retraitement des titres d'autocontrôle	1	- 21 106
Approche par composants et durées d'amortissement sur actifs immobilisés	4	11 301
Valorisation à la juste valeur des terrains et du siège administratif de Nanterre	5	65 774
Comptabilisation des avantages du personnel	2	- 15 003
Non-amortissement des écarts d'acquisition	6	12 271
Amortissement de l'écart d'acquisition de Plastic Omnium Lander correspondant à un test de juste valeur	6	- 880
Retraitement des charges à répartir		- 1 602
Harmonisation de la R&D chez INERGY		- 3 729
Autres retraitements IFRS		- 7 008
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2004 EN IFRS		379 373

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

(en milliers d'euros)

RAPPROCHEMENT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET CONSOLIDÉ 2004

	au 1 ^{er} janvier 2004	au 31 décembre 2004
Endettement Financier Net - aux normes françaises	- 366 212	- 369 716
Retraitement des locations financement preneur	- 85 002	- 74 979
Retraitement des locations financement sur parcs de l'activité Plastic Omnium Environnement	17 795	18 111
Retraitement des titres d'autocontrôle de Cie Plastic Omnium	- 20 728	- 22 398
Actifs financiers disponibles à la vente	3 605	4 971
Autres retraitements	- 1 324	- 3 897
ENDETTEMENT FINANCIER NET - EN IFRS	- 451 866	- 447 908

NATURE DES RETRAITEMENTS IAS/IFRS

1. Retraitement des titres d'autocontrôle

En application d'IAS 32, les actions autodétenues par le Groupe Burelle affectées à la régularisation des cours, à l'intervention en fonction des situations du marché ou aux plans d'options d'achat d'actions consenties au personnel, comptabilisées précédemment en valeurs mobilières de placement en normes françaises, sont désormais inscrites dès leur acquisition en diminution des fonds propres.

Les provisions pour pertes latentes enregistrées antérieurement sur ces titres et les résultats de cession sur titres cédés constatés sur l'exercice 2004 en normes françaises sont annulés dans le cadre de la transition aux normes IFRS.

Les impacts, nets d'impôts, au titre de ce retraitement sur les titres d'autocontrôle sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impacts négatifs sur les capitaux propres et sur l'endettement financier net de 19,9 millions d'euros relatifs à l'élimination de 610 600 actions Compagnie Plastic Omnium SA (devenues 1 308 200 suite à la division du nominal par deux suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2005, à effet le 17 mai 2005) et 13 460 actions Burelle SA, représentant 21,7 millions d'euros de valeur d'acquisition et à l'élimination de 1,8 million d'euros de provisions sur ces titres.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact après impôts négatif de 0,3 million d'euros sur le résultat net, correspondant pour l'essentiel à l'élimination des reprises de provisions sur titres Compagnie Plastic Omnium SA.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impacts négatifs sur les capitaux propres et sur l'endettement financier net de 21,8 millions d'euros relatifs à l'élimination de 654 100 actions Compagnie Plastic Omnium SA (devenues 1 308 200 suite à la division du nominal par deux suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2005, à effet le 17 mai 2005) et 11 415 actions Burelle SA, représentant 23,2 millions d'euros de valeur d'acquisition et à l'élimination de 1,4 million d'euros de provisions sur ces titres.

Les actions d'autocontrôle de Burelle SA viennent réduire le nombre moyen d'actions retenu pour le calcul du résultat par action du Groupe Burelle en normes IFRS au 31 décembre 2004.

2. Comptabilisation des avantages du personnel

Le Groupe Burelle a procédé, fin 2003 et fin 2004, avec ses actuaire, au recensement et à l'évaluation de l'intégralité des avantages du personnel de ses filiales françaises et étrangères en application de l'IAS 19 (méthode des unités de crédits projetées avec services proratisés).

Une information détaillée sur ces avantages a été présentée en annexe des comptes consolidés du Groupe fin 2003 et 2004, conformément à la recommandation COB n° 383 d'octobre 2003.

Ces avantages ont été présentés antérieurement par le Groupe en normes françaises en hors bilan, à l'exception des médailles du travail des sociétés françaises pour lesquelles une provision a été constatée en 2004 pour 1,9 million d'euros dont 1,5 million d'euros d'impact au 1^{er} janvier 2004 imputés sur les capitaux propres des comptes consolidés 2004, conformément à l'avis CNC 2004-05 du 25 mars 2004.

Conformément à l'IAS 19, le Groupe Burelle enregistre désormais à compter du 1^{er} janvier 2004, les provisions sur avantages du personnel en passif non-courant au bilan et les variations correspondantes en compte de résultat.

En application des amendements de la norme IAS 19 avantages du personnel « Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures », dont l'application est encouragée, sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne, le Groupe Burelle a opté pour le principe d'imputation des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi en capitaux propres dès l'exercice 2004.

Les impacts, nets d'impôts, au titre de la comptabilisation des avantages du personnel sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS 1^{er} janvier 2004 :

Impacts négatifs de 15 millions d'euros sur les capitaux propres et sur le besoin en fonds de roulement.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impacts cumulés négatifs de 15 millions d'euros sur les capitaux propres et sur le besoin en fonds de roulement.

L'impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 est non-significatif.

3. Comptabilisation des contrats de location-financement

En application de la norme IFRS 1, le Groupe Burelle a procédé au recensement de l'intégralité de ses contrats de location en cours au 1^{er} janvier 2004 ou passés, en vue de valoriser les impacts sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 de la transition aux IFRS.

La classification des contrats entre location simple et location-financement, ainsi que la détermination de la valeur comptable des biens loués et le retraitement des dettes financières de location-financement ont été appliqués de façon rétrospective conformément aux dispositions de l'IAS 17.

Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de l'activité Environnement.

Les impacts nets d'impôts au titre du retraitement des contrats de location-financement sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impact positif de 1,2 million d'euros sur les capitaux propres et impact négatif de 85 millions d'euros sur l'endettement financier net.

Augmentation des postes d'actifs immobilisés nets pour 89,2 millions d'euros et des subventions publiques accordées sur ces investissements financés en location-financement, pour 3 millions d'euros.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact après impôts positif de 0,4 million d'euros sur le résultat dont 3,9 millions d'euros positif sur le résultat opérationnel, 4,2 millions d'euros négatif sur le résultat financier, et 0,7 million d'euros positif sur l'impôt.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impact cumulé positif de 1,6 million d'euros sur les capitaux propres et impact négatif de 75 millions d'euros sur l'endettement financier net.

Augmentation des actifs immobilisés nets pour 78,2 millions d'euros et des subventions publiques accordées sur ces financements, enregistrées en passifs non-courants, pour 1,6 million d'euros.

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

4. Approche par composantes et durées d'amortissements sur actifs immobilisés

La mise en application de la norme IAS 16 préconisant l'utilisation de durées d'amortissements différenciées pour les composantes significatives d'un même actif immobilisé ayant des durées d'utilité différentes, a amené le Groupe à homogénéiser la comptabilisation de ses immobilisations par composantes de ses bâtiments.

Le Groupe retient désormais des durées de vie utile de 40 ans pour les structures de ses bâtiments et de 20 ans sur les agencements initiaux.

Les retraitements IFRS correspondants ont été déterminés de façon rétrospective depuis la date d'entrée de l'immobilisation dans le bilan du Groupe jusqu'au 31 décembre 2003.

Les durées d'amortissements sur ensembles fonctionnels industriels hors bâtiments n'ont pas été modifiées.

Les impacts nets d'impôts de ces ajustements sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impacts positifs sur les capitaux propres de 10,7 millions d'euros et sur la valeur nette des actifs immobilisés de 17,7 millions d'euros.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact après impôts positif de 0,6 million d'euros sur le résultat dont 1,1 million d'euros positif sur le résultat opérationnel et 0,5 million d'euros négatif sur l'impôt.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impacts cumulés positifs sur les capitaux propres de 11,3 millions d'euros et sur la valeur nette des actifs immobilisés de 19 millions d'euros.

5. Valorisation à la juste valeur des terrains et de certains immeubles lors de la transition aux IFRS

En application de la norme IFRS 1 qui permet de retenir la juste valeur comme coût présumé à la date de transition aux IFRS pour des catégories d'actifs corporels immobilisés (IAS 16) et pour les immeubles de placement (IAS 40), le Groupe Burelle a procédé au 1^{er} janvier 2004, de manière limitée et ciblée, sur la base d'expertises externes, à la réévaluation à la juste valeur de ses terrains et des sièges administratifs.

Les sièges administratifs sont constitués de :

- l'immeuble de bureaux de Nanterre occupé par les filiales du Groupe, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS 16),
- l'immeuble de bureaux de Levallois, détenu par la société Sofiparc, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS 16) pour la partie occupée par les filiales du Groupe, et traité en tant qu'immeuble de placement (IAS 40) pour la partie louée à des tiers n'appartenant pas au Groupe.

La partie de l'immeuble de bureaux de Levallois louée à des tiers relève de la norme IAS 40 – « immeuble de placement » et, à ce titre, n'a pas fait l'objet d'amortissements en 2004 ; aucune variation de juste valeur de l'immeuble n'a été constatée en résultat en 2004.

Les impacts nets d'impôts de cette option de réévaluation à la juste valeur sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impacts positifs sur les capitaux propres de 65,7 millions d'euros et sur la valeur des actifs immobilisés de 72,7 millions d'euros.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impacts cumulés positifs à hauteur de 65,7 millions d'euros sur les capitaux propres et sur la valeur nette des actifs immobilisés de 72,7 millions d'euros.

6. Non-amortissement des écarts d'acquisition

En application de l'IFRS 3, les écarts d'acquisition du Groupe Burelle ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004.

L'incidence positive de ce retraitement sur le résultat net 2004 et sur les capitaux propres au 31 décembre 2004 s'élève à 12,3 millions d'euros.

Pour la société Plastic Omnium Lander, un amortissement exceptionnel de la survaleur résiduelle a été pratiqué au 31 décembre 2004 dans le cadre des impairments tests pour 0,9 million d'euros.

7. Valorisation des plans de stock options

En application d'IFRS 2, les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions Compagnie Plastic Omnium SA accordées aux salariés, dont la date d'octroi est postérieure au 7 novembre 2002, ont été évalués à la juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration.

Au compte de résultat IFRS 2004, la charge relative aux options consenties dans le cadre du plan d'options d'achats de 180 000 actions autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 16 mai 2002 et attribué par le Conseil d'Administration du 14 mai 2003, représente 0,2 million d'euros. Ce retraitement est sans impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2004.

8. Contrats de location-maintenance de l'activité Environnement

Une créance immédiate de « location-financement » a été constatée au bilan au 1^{er} janvier 2004 à hauteur du montant des loyers restant à recouvrir correspondant à la vente immédiate des parcs, des coûts d'enquêtes et de mises en place, diminué de l'impact d'actualisation, sur certains contrats de location-maintenance de l'activité Environnement, requalifiés de location-financement en application de la norme IAS 17.

Hormis ces quelques contrats significatifs requalifiés en « location-financement », la majorité des contrats de l'activité Environnement relève de la location simple. Pour ces contrats relevant de la location simple, les coûts d'enquêtes, de mises en place et les parcs placés sont activés en immobilisations corporelles amorties linéairement, et les coûts de maintenance constatés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus ; les revenus de loyers sont pris en résultat linéairement sur la durée des contrats.

Les impacts nets d'impôts constatés au titre des retraitements sur contrats de l'activité Environnement sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impact positif de 5,9 millions d'euros sur les capitaux propres et impact positif de 17,8 millions d'euros sur l'endettement financier net.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact après impôt positif de 0,7 million d'euros sur le résultat dont 2 millions d'euros négatif sur les produits de location, 2,9 millions d'euros positif sur le retraitement des charges de la période pour les contrats qualifiés de location-financement, et 0,2 million d'euros négatif sur l'impôt.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impact cumulé positif à hauteur de 6,6 millions d'euros sur les capitaux propres et positif de 18,1 millions d'euros sur l'endettement financier net.

9. Frais de Développement de l'activité Automobile

Dans le cadre de la transition aux IFRS, le Groupe Burelle a immobilisé au 1^{er} janvier 2004 les coûts résiduels de développement Automobile restant à recouvrer sur les projets en vie série au fur et à mesure des livraisons de production de pièces.

Au cours de la phase de développement, les coûts de développement Automobile engagés sont comptabilisés en stocks. Le chiffre d'affaires « cash » est constaté à la date de conformité clients et au plus tard à la date de démarrage série avec déstockage correspondant. Les facturations clients avant acceptation sont désormais présentées en avances clients.

À l'issue de la phase de développement, au plus tard au démarrage série, les coûts de développement résiduels, non-couverts par une garantie contractuelle de paiement des clients, sont transférés en immobilisations incorporelles (études) ou immobilisations corporelles (outillages). Ces coûts résiduels font l'objet du traitement suivant :

- lorsqu'un prix pièce « rondelle » non-garanti est négocié avec le client, l'estimation de la couverture des frais attendue sous la forme de paiements « rondelle » est amortie au rythme des quantités de pièces livrées aux clients, la marge développement faisant l'objet d'une inscription au compte de résultat linéairement sur la durée de vie série estimée ;
- lorsqu'un prix pièce « rondelle » garanti est négocié avec le client, le chiffre d'affaires, hors effet de l'actualisation, et la marge, sont constatés immédiatement ; en contrepartie, les coûts résiduels, non-couverts par le chiffre d'affaires « cash », sont comptabilisés en charges ;
- à défaut de prix pièce « rondelle » négocié avec le client, les coûts résiduels sont amortis linéairement sur la durée de vie série estimée.

Les principaux impacts de ces retraitements sur les projets Automobile dans le cadre de la transition aux IFRS sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impact négatif de 1,4 million d'euros sur les capitaux propres part du Groupe. Reclassement de 88 millions d'euros en immobilisations incorporelles et corporelles par transfert des comptes de stocks de projets et décompensation des stocks et avances clients reçus sur projets pour 68 millions d'euros.

Réduction des immobilisations incorporelles de 2,2 millions d'euros.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact négatif de 2,3 millions d'euros sur le résultat net. Reclassement de 22 millions d'euros d'achats et charges externes en dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles. Annulation d'une production immobilisée pour 4,1 millions d'euros et d'un amortissement pour 0,6 million d'euros.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impact négatif de 3,7 millions d'euros sur les capitaux propres. Reclassement de 86 millions d'euros en immobilisations incorporelles et corporelles par transfert des comptes de stocks de projets et décompensation des stocks et avances clients reçus sur projets pour 5 millions d'euros.

Réduction des immobilisations incorporelles de 5,6 millions d'euros.

10. Impôt sur les résultats

En application d'IAS 12, le Groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôts différés sur les crédits d'impôts, les déficits reportables et les autres différences temporaires sont provisionnés en fonction de leur probabilité de réalisation future.

Les impacts sur impôts différés sur les retraitements IFRS sont les suivants :

Sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

Impact négatif de 9,7 millions d'euros sur les capitaux propres.

Sur le compte de résultat au 31 décembre 2004 :

Impact positif de 1,2 million d'euros.

Sur le bilan au 31 décembre 2004 :

Impact cumulé négatif de 11,6 millions d'euros sur les capitaux propres.

11. Résultat des activités cédées ou destinées à être cédées

Le Groupe Burelle opte pour l'application anticipée dès 2004 de la norme IFRS 5 « Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Cette option conduit à présenter au 31 décembre 2004, le résultat net et la plus-value nette après impôt comptabilisés en 2004 au titre de l'activité Plastic Omnium Médical, cédée le 8 avril 2004, sur une ligne distincte en compte de résultat consolidé.

L'impact de ce retraitement sur le compte de résultat proforma au 31 décembre 2004 se traduit par une réduction du résultat opérationnel à hauteur de 14,5 millions d'euros reclassés sur la ligne « résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées ».

12. Charges à répartir et autres retraitements IFRS

A partir du 1^{er} janvier 2004, les actifs et passifs n'étant pas en conformité avec les critères de reconnaissance des IFRS sont imputés sur les capitaux propres.

13. Écarts de conversion

En application de la norme IFRS 1, qui autorise, par dérogation à l'application rétrospective de la norme IAS 21 « effet des variations des cours des monnaies étrangères », à considérer que les écarts de conversion cumulés à la date de transition sont nuls pour les activités étrangères, le Groupe Burelle a transféré ces écarts de conversion en réserves consolidées.

Cette option est sans impact sur les capitaux propres d'ouverture ; elle aura un effet sur les résultats futurs du Groupe dans la mesure où les résultats de cession futurs des filiales étrangères ne tiendront pas compte des écarts de conversion transférés à la date de transition.

COMPTES CONSOLIDÉS

Présentation des comptes 2004 retraités en normes IFRS

(en milliers d'euros)

14. Modifications apportées sur le proforma 2004 publié au 30 juin 2005

Ces modifications, qui sont insérées dans les paragraphes 1 à 13 précédents, concernent principalement :

- L'harmonisation rétroactive des principes comptables retenus par INERGY avec ceux retenus par Plastic Omnium Auto Exteriors, relatifs au traitement des frais de recherche et développement de l'activité automobile.
- Le reclassement, en diminution des stocks de recherche et développement de l'activité Automobile, d'acomptes reçus des clients.
- La constatation de provisions pour « ajouts à venir » sur parcs de bacs loués de l'activité Environnement pour les contrats ayant fait l'objet d'une requalification en location-financement bailleur, à la date de leur mise en place. En application des normes IFRS, le chiffre d'affaires et la marge sont en effet comptabilisés dès leur mise en place.
- La prise en compte de l'impact des situations fiscales latentes sur l'évaluation des impôts.

L'impact des modifications se résume ainsi :

Capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 :

- Publié lors de la présentation des comptes :	363 604	
- Présentation définitive :	354 261	
- Modifications :	- 9 343	- 9 343

Résultat 2004 :

- Publié lors de la présentation des comptes :	50 334	
- Présentation définitive :	48 883	
- Modifications :	- 1 451	- 1 451

Capitaux propres au 31 décembre 2004 :

- Publié lors de la présentation des comptes :	390 167	
- Présentation définitive :	379 373	
- Modifications :	- 10 794	- 10 794

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

Prévu par l'article L 225-37 du Code de Commerce (art 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, l'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

I. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de dix administrateurs dont quatre sont indépendants au sens du rapport Bouton de septembre 2002, n'entretenant avec la société aucune relation risquant de compromettre leur liberté de jugement.

Chaque administrateur est nommé pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation et doit détenir statutairement au moins 100 actions pendant la durée de son mandat.

Le Conseil d'Administration participe à l'élaboration de la stratégie. Assisté du Comité des Comptes, il contrôle la gestion et veille à la fiabilité et à la qualité des informations fournies aux actionnaires et au marché.

En 2005, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois, avec un taux de présence de 87,5 %.

Le Comité des Comptes a pour objectif de s'assurer de la transparence des informations financières fournies par le groupe. Ainsi, il est chargé d'examiner les comptes avant leur présentation au Conseil d'Administration et donne son opinion sur :

- l'application et la pertinence des principes et méthodes comptables retenus,
- la couverture des zones de risques et la justification des provisions et des engagements hors bilan,
- l'évolution des résultats et de la trésorerie.

Il s'informe des procédures de contrôle interne.

Le Comité des Comptes se réunit au moins deux fois par an, préalablement à l'arrêté des comptes semestriels et annuels, et rend compte au Conseil d'Administration. Il est composé de trois administrateurs indépendants. Sa présidence est assurée par M. Dominique Léger. Le Secrétaire Général et le Directeur Financier ainsi que le Collège des Commissaires aux Comptes sont invités à participer aux délibérations du Comité des Comptes.

Le Comité des Comptes s'est réuni deux fois en 2005, pour l'arrêté des comptes semestriels et annuels.

II. LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles réglementations économiques (NRE), les statuts de la société ont été modifiés lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2002 afin de permettre au Conseil d'Administration de se prononcer sur une éventuelle séparation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général qui exerce ceux-ci dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration.

III. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport présente de manière descriptive le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle. Portant sur le contrôle interne d'une société mère, il s'attache particulièrement à présenter les procédures visant à optimiser le contrôle de celle-ci sur ses filiales et participations et à garantir notamment la fiabilité des comptes consolidés.

1. Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe Burelle ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société ;

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2. Description synthétique des procédures de contrôle mises en place

A. Les acteurs du contrôle interne du groupe

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle contrôlée à 51,6 %,
- la Compagnie Signature, filiale industrielle contrôlée à 100 %,
- la société Sofiparc, contrôlée à 100 %, qui détient et gère le patrimoine immobilier non-industriel du groupe,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100 %.

Outre son Conseil d'Administration, le principal organe de contrôle de Burelle SA est le **Comité Burelle**. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne marche des affaires du groupe en dehors des réunions des différents Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités, il examine l'activité, les grands développements, les résultats mensuels et le suivi des questions importantes. Il est constitué du Président-Directeur Général et des trois Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit une fois par mois.

Le **Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre des Conseils d'Administration des principales sociétés du groupe. **Les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** sont membres des Conseils d'Administration des principales filiales et des sous-filiales de Burelle SA, soit en tant que Président-Directeur Général ou Vice-Président, soit en tant qu'administrateur, dans certains cas aux côtés d'administrateurs externes au groupe.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

Prévu par l'article L 225-37 du Code de Commerce (art 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Les deux principales filiales du groupe Burelle, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, sont gérées et supervisées au niveau opérationnel par un **Comité de Direction** qui se réunit une fois par mois pour débattre de façon collégiale des activités courantes et des perspectives.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale les objectifs commerciaux, les investissements industriels, les sujets sociaux et légaux, les axes de recherche et développement, les opérations de fusions-acquisitions et les aspects financiers et budgétaires.

Depuis début 2003, le Comité de Direction examine chaque mois un rapport de développement durable, intégrant toutes les données de sécurité, d'environnement et de mise aux normes de chaque site du groupe dans le monde.

L'ensemble des grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium, de la Compagnie Signature et de leurs filiales respectives sont ensuite validées par la Direction Générale et présentées au Conseil d'Administration compétent.

Inergy Automotive Systems et HBPO, qui sont des joint-ventures contrôlés par la Compagnie Plastic Omnium respectivement à 50 % et 33 1/3 %, sont supervisés trimestriellement par un Conseil d'Administration et un Conseil Financier composés des représentants des maisons mères.

Un **département d'audit interne** a été mis en place en 1996. Composé de quatre auditeurs expérimentés, dont l'un est spécialiste des Systèmes d'Informations, il est rattaché à la Direction Financière. Il rapporte systématiquement au Directeur Financier du Groupe et au Secrétaire Général et, sur demande, au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, au Président de la Compagnie Signature ou au Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas. Son rôle est d'assister le management des filiales et du groupe par une démarche d'analyse indépendante et la poursuite des objectifs de contrôle et de conseil suivants :

- Permettre l'optimisation des performances de chaque entité en mettant en évidence des axes d'amélioration,
- Garantir l'intégrité, la pertinence et la permanence des informations financières remontées au groupe,
- S'assurer de l'application des lois en vigueur dans le pays,
- S'assurer de l'application des procédures mises en place par le groupe,
- Assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine.

Chaque site ou filiale du groupe est audité selon une fréquence qui tient compte des risques spécifiques de chacun. Pour Inergy Automotive Systems et HBPO, les missions d'audit interne sont réalisées conjointement avec les auditeurs des autres maisons mères.

En 2005, il a été mis en place un Comité d'Audit Interne auquel le département d'audit interne rend compte de chacune des missions réalisées. Ce Comité, composé des principaux responsables des Directions Financière et Juridique, approuve les travaux de l'audit interne et s'assure auprès des divisions de la mise en œuvre des plans d'actions nécessaires par les entités auditées. Il oriente la stratégie de l'audit interne et valide le plan d'audit. Ce Comité se réunit trois fois par an.

En 2005, 30 missions d'audit interne ont été réalisées ; aucune d'entre elles n'a révélé de dysfonctionnements majeurs pouvant remettre en cause l'efficacité du contrôle interne au sein du groupe.

B. Informations synthétiques sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société

Les employés de Burelle SA, de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature doivent respecter un **code de conduite** qui formalise leur engagement éthique. Ce code de conduite s'applique à ces sociétés et à toutes leurs filiales et sociétés affiliées dans lesquelles elles

détiennent une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature exercent toute leur influence et leurs droits pour encourager leurs autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code.

Basé sur le respect des règles de droit, ce code de conduite aborde les domaines de l'emploi, de la sécurité, de l'environnement. Il définit également la nature des relations que Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature souhaitent avoir avec leurs partenaires (clients, actionnaires, fournisseurs...) dans le cadre de leur politique de développement durable, et particulièrement dans celui de leur développement à l'international. Identifiant les bonnes pratiques, il fixe ainsi les conduites à tenir dans les conditions d'un marché globalisé.

Les procédures de contrôle interne à l'intérieur du groupe Burelle reposent par ailleurs sur un **manuel des procédures** qui comprend les principales règles groupe comptables, de fonctionnement et d'engagement de dépenses.

Les procédures comptables : dans le cadre du passage aux normes IFRS au 1^{er} janvier 2005, l'ensemble des procédures comptables a été revu et audité par les Commissaires aux Comptes. Ces procédures sont en vigueur pour l'ensemble du périmètre de Burelle SA.

Les procédures de fonctionnement recensent l'étendue des responsabilités internes et externes attribuées à chaque directeur opérationnel ou fonctionnel ainsi que les délégations de pouvoir que chacun d'eux est susceptible d'attribuer. Ces procédures traitent de l'exploitation courante de l'entreprise et des opérations non-courantes telles que les lettres d'intention émises dans le cadre d'opérations de cession/acquisition d'entreprises ou d'activités, qui sont exclusivement signées par la Direction Générale de l'entité concernée, à l'intérieur d'un montant maximum autorisé par son Conseil d'Administration.

Les procédures d'engagement fixent les autorisations nécessaires pour engager une dépense, notamment un investissement, une embauche, des frais généraux. Chacune de ces dépenses doit faire l'objet d'une autorisation avant son engagement, suivant un circuit d'autorisation reposant sur différents niveaux hiérarchiques de signatures, avec des plafonds correspondant à chaque niveau.

Suivi des principaux risques

• Risques de marché

La trésorerie du groupe Burelle est gérée au niveau mondial à travers une entité du groupe qui traite des risques de change, de taux et de liquidité.

La stratégie en matière de risques de marché, qui peut se traduire par la prise d'engagements au bilan et hors bilan, est mise en œuvre par la Direction Financière Groupe après validation par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, par le Président de la Compagnie Signature ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances. La position de trésorerie de chaque entité est suivie hebdomadairement.

• Risque de change

Burelle SA, à travers ses principales filiales industrielles, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique du groupe consiste à couvrir systématiquement et sans spéculation le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale groupe en liaison avec les filiales et les pays.

- **Risque de taux**

Le risque de taux est géré pour la dette nette consolidée du groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture de 3 à 5 ans des risques, permettant d'assurer la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation/frais financiers.

Au 31 décembre 2005, 72 % de la position de taux sur dettes en euros et 71 % de la position de taux sur dettes en dollars est couverte à moyen terme par des instruments financiers qui sont exclusivement des caps et des swaps.

- **Risque de liquidité**

Le groupe doit disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à son développement mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme d'une part de ressources à long terme venant sécuriser sur une longue période le niveau de son endettement net (lignes de crédit moyen terme et programme de cession de créances) et d'autre part, d'instruments financiers à court terme (billets de trésorerie).

La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature fait l'objet d'un rapport de synthèse remis chaque lundi à leur Président-Directeur Général et Président.

Au 31 décembre 2005, les ressources financières confirmées à moyen terme s'élèvent à 824 millions d'euros pour des besoins actuels de 387 millions d'euros.

Risques opérationnels

- **Risques liés à l'environnement**

Les deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, ont mis en œuvre une politique en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement en faveur de leurs employés et du respect de leur environnement, décrite pour la Compagnie Plastic Omnium dans la partie Développement Durable du rapport annuel.

Cette politique est déployée au sein de chaque filiale par le biais de réseaux internes coordonnés par un responsable Sécurité, avec une volonté de responsabilisation des différents acteurs. Elle est pilotée par le Comité de Direction, qui suit mensuellement la performance en matière de sécurité et d'environnement de tous les sites du groupe dans le monde.

Les Directeurs de filiales et de division sont responsables de la gestion et du suivi des risques liés à l'environnement en coordination avec le Secrétaire Général.

- **Risques liés aux produits et services vendus**

Le groupe est exposé au risque d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Les risques actuels sont raisonnablement provisionnés.

Il est également soumis au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages. Pour se prémunir de ce risque, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature ont souscrit une assurance garantissant les conséquences financières de ces réclamations.

- **Risques projets automobiles (Compagnie Plastic Omnium)**

Toute acceptation d'un projet automobile fait l'objet d'une étude de rentabilité standardisée avec des critères de rentabilité et de retour sur investissements fixés par la Direction Générale de la Division Automobile concernée.

Une fois le projet accepté, il est suivi, de son démarrage jusqu'à 6 mois après le démarrage en production, en tranches d'étapes (« jalons ») où toutes les données financières et techniques sont analysées et corrigées si besoin.

- **Risques clients**

À chaque Comité de Direction, le Directeur Financier Groupe remet à tous les membres l'état des encours et des échus par filiale, par pays et par activité. Par ailleurs, un état des litiges de toutes sortes est suivi par le Secrétaire Général et présenté de façon régulière au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou au Président de la Compagnie Signature.

- **Risques juridiques**

Le groupe dispose d'une Direction Juridique centralisée qui s'appuie si besoin sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations, gère les risques juridiques métiers et/ou spécifiques et pilote les litiges.

Par ailleurs, un état des litiges de toutes sortes est suivi par le Directeur des Affaires Juridiques et Administratives et présenté de façon régulière au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, au Président de la Compagnie Signature ou au Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

- **Risques fiscaux**

Le groupe dispose d'une Direction Fiscale centralisée qui s'appuie sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les filiales dans leurs obligations fiscales et contrôle directement la gestion des risques relevés lors d'audits ou issus d'opérations particulières.

Assurance - Couverture des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances comportant les mêmes garanties pour toutes les sociétés filiales.

Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le groupe est implanté. Ce programme porte sur l'ensemble des risques qui pourraient affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine et validé une fois par an par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, le Président de la Compagnie Signature ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas. Les couvertures et les montants de garantie sont conformes à la pratique du secteur.

C - Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de la société mère

La fonction comptable est décentralisée en filiale. Il existe un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers des filiales au niveau de la division opérationnelle pour la Compagnie Plastic Omnium et du holding de tête pour la Compagnie Signature. La Direction Financière Groupe représente un deuxième niveau de contrôle de ces éléments, avec un rôle supplémentaire d'homogénéisation de l'information financière produite localement et de production d'information financière consolidée.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

Prévu par l'article L 225-37 du Code de Commerce (art 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Les principales missions de la Direction Financière Groupe, qui orientent le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de Burelle SA, sont donc les suivantes :

- 1 – Suivi centralisé de la trésorerie du groupe,
- 2 – Définition des normes financières groupe et gestion centralisée des systèmes d'information financière,
- 3 – Production et contrôle de l'information financière du groupe.

1 - Suivi centralisé de la trésorerie du groupe

La Direction Financière Groupe a mis en place en 1995 un suivi centralisé de la trésorerie comportant un cash pooling et un netting en temps réel au niveau mondial, qui permet de produire quotidiennement une situation de trésorerie de l'ensemble des filiales du groupe.

L'entité de financement assure ainsi exclusivement, pour Burelle SA et l'ensemble de ses filiales, la gestion des financements, des flux et des risques de change et de taux.

Aucune société du groupe hormis Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc n'a de ligne de crédit en propre. Chacune des sociétés qui n'ont pas de ligne de crédit en propre se voit attribuer en début d'année une ligne de crédit interne : le montant de celle-ci est défini pour chaque mois après approbation par la Direction Générale du budget annuel mensualisé. Dès que cette ligne de crédit est utilisée à au moins 95 %, tout tirage supplémentaire doit être justifié par le Directeur Général de la filiale ou le Directeur Général de la Division auprès du Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou auprès du Président de la Compagnie Signature, selon les montants et les justifications produits à la Direction Financière Groupe.

Un reporting de trésorerie hebdomadaire est transmis chaque semaine à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium et à celle de la Compagnie Signature.

2 - Définition des normes financières groupe et gestion centralisée des systèmes d'information financière

L'homogénéité des états financiers du groupe est d'abord garantie par l'adoption d'un plan de compte et de procédures comptables communs à toutes les entités du groupe. Ce plan de compte et ces procédures comptables tiennent compte de la spécificité des différentes activités des filiales du groupe et sont définis par la Direction Comptable et Fiscale qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est d'autre part sécurisée par une gestion centralisée au niveau groupe des systèmes d'information financière qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale du groupe : la comptabilité, le système de reporting et le système de consolidation. Les systèmes d'information financière sont en effet sous la seule responsabilité de la Direction Financière Groupe pour ce qui concerne leur définition, leur implantation et leur administration.

3 - Production et contrôle de l'information financière du groupe

L'information financière groupe est produite par la Direction Financière Groupe à l'occasion :

- du reporting mensuel et du process budgétaire,
- de la consolidation statutaire tous les six mois.

Toutes les filiales contrôlées par la Compagnie Plastic Omnium et par la Compagnie Signature entrent dans le périmètre du reporting. Le périmètre de la consolidation comprend en plus la société Sofiparc et Burelle Participations.

• Reporting mensuel et process budgétaire

Le reporting mensuel est transmis en J + 11 à la Direction Générale de Burelle SA et à celle de ses deux principales filiales, et analysé tous les mois en Comité de Direction.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination. Il donne également, au niveau bilantiel, la marge brute d'autofinancement, les investissements, le besoin en fonds de roulement et la dette. Ces éléments sont fournis pour chaque filiale opérationnelle et chaque division.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations. Il présente enfin, chaque mois, une prévision de l'activité sur les trois mois à venir.

Le processus budgétaire est réalisé en parallèle du reporting. Il débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles pour soumission à la Direction Générale en novembre et validation définitive en décembre puis présentation au Conseil d'Administration compétent. Ce budget est réestimé trois fois en cours d'année, sans pour autant remettre en cause le budget initial qui reste la seule référence. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant d'affiner si nécessaire les plans d'action et sont utilisées par la Direction Générale afin d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Ce budget s'appuie sur le plan stratégique, approuvé en juillet de l'année précédente par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou par le Président de la Compagnie Signature, qui présente les prévisions à 5 ans pour le compte de résultat et le bilan, en fonction de la stratégie commerciale, industrielle et financière du groupe et des divisions opérationnelles.

• Consolidation statutaire semestrielle

Le groupe a mis en place en 2005 un système unifié de reporting et de consolidation. Celui-ci intègre également les nécessaires adaptations liées à l'adoption des règles IFRS.

Aucun incident notable et significatif ne s'est produit en 2005 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

PLAN D'ACTIONS POUR 2006

Burelle SA et ses filiales poursuivent leur projet visant à :

- améliorer la qualité de l'information financière,
- fluidifier et simplifier les processus de remontée et de traitement de l'information,
- réduire les délais de production et de publication des comptes.

Le groupe renforce en 2006 ses moyens d'évaluation du contrôle interne en accroissant significativement les ressources du département d'Audit Interne dont le nombre d'auditeurs sera porté de 4 à 6 et par la mise en place de progiciels de gestion corporate.

Enfin, en terme de management de l'Environnement et de la Sécurité, le groupe poursuivra ses efforts, avec notamment, pour objectif, la certification ISO 14 001 de tous ses sites et la poursuite de la réduction des taux de fréquence et de gravité des accidents du travail. L'objectif est également de rendre en 2006 tous les sites du groupe « amiante free », ces sites étant actuellement « amiante legal ».

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président

établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société Burelle et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Il appartient au Président du Conseil d'Administration de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent, de notre part, les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président,
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Lyon et Paris-La Défense, le 12 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Thierry Colin

Jean Videlaïne

COMPTES SOCIAUX

Exercice 2005

Comptes Sociaux	81
Rapport de gestion	82
Compte de résultat	85
Bilan avant affectation du résultat	86
Tableau des flux de trésorerie	87
Annexe aux comptes annuels	88
Tableau des filiales et participations	91
Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels	92
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées	93
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	94
Liste des mandats et fonctions des Administrateurs	97
Résultats financiers des cinq derniers exercices	101

COMPTES SOCIAUX

Rapport de gestion

FAITS MARQUANTS 2005

Société cotée sur le marché européen, Burelle SA avait obligation en cette année 2005 de préparer des comptes consolidés dans le respect des nouvelles normes comptables internationales. Société française, celle-ci ne bénéficie pas de l'option ouverte par la Communauté européenne d'arrêter ses comptes sociaux selon ces mêmes normes. Restent principalement en divergence avec les comptes qui vous sont présentés les traitements comptables de la juste valeur, des actions propres, des avantages du personnel et des impôts différés.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les prestations de services rendues aux filiales, la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, la Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations, composent le chiffre d'affaires 2005 d'un montant de 5,1 millions d'euros identique à celui de 2004.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à - 3,1 millions d'euros contre - 2,9 millions d'euros en 2004 et résulte, pour l'essentiel, des charges liées au statut de holding de Burelle SA.

Le résultat financier présente un profit de 4,8 millions d'euros contre un profit de 2,8 millions d'euros en 2004. Cette évolution résulte pour 0,7 million d'euros de l'augmentation du dividende versé par la Compagnie Plastic Omnium à Burelle SA de 1,15 euro par action en 2005 contre 1,0 euro par action en 2004, et pour 0,9 million d'euros de la reprise de dépréciation des titres Burelle Participations.

La qualité de tête du groupe fiscal Burelle intégrant Sofiparc et les principales filiales françaises du groupe Signature permet à la société de dégager un crédit d'impôt de 1,4 million d'euros contre 2,7 millions d'euros en 2004.

Le résultat net se traduit en conséquence par un profit de 3,4 millions d'euros en 2005 contre un profit de 2,6 millions d'euros en 2004.

La participation de Burelle SA dans le capital de ses filiales - la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations - reste inchangée ; les taux de détention respectifs sont de 51,6 % pour la Compagnie Plastic Omnium, et de 100 % pour la Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations.

Par ailleurs, Burelle SA a totalement souscrit à une augmentation de capital de sa filiale Burelle Participations de 5,0 millions d'euros dont 2,0 millions d'euros ont été appelés et versés.

En conséquence de ces différents éléments, l'endettement net social de Burelle SA évolue favorablement de 91,4 millions d'euros à fin 2004 à 89,5 millions d'euros à fin 2005.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice 2005, par application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

PUBLICITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

■ Jetons de présence

Par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle	13 915 €
• Monsieur Laurent Burelle	9 715 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	9 715 €
• Monsieur Pierre Burelle	9 715 €
• Monsieur Dominique Léger	15 765 €
• Monsieur Philippe Sala	12 365 €
• Madame Éliane Lemarié	9 715 €
• Monsieur Henri Moulard	9 715 €
• Monsieur François de Wendel	8 365 €
• Monsieur Patrice Hoppenot	7 217 €
• Monsieur Henri Monod	1 798 €

Par d'autres sociétés contrôlées par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle	53 199 €
• Monsieur Laurent Burelle	89 569 €
• Monsieur Pierre Burelle	73 225 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	49 509 €

■ Rémunérations de Direction Générale

Burelle SA a versé à chaque mandataire social, salarié de Burelle SA, les rémunérations brutes suivantes :

	Rémunérations brutes versées par Burelle SA	dont part variable
• Monsieur Laurent Burelle	901 191	824 900
• Monsieur Paul Henry Lemarié	651 890	575 000
• Monsieur Jean Burelle	901 191	824 900
• Monsieur Pierre Burelle	303 511	223 700

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle publiée dans son rapport annuel. Au cours de l'année 2005, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, à la Compagnie Signature et à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

■ Plan de pension

Le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé au cours de l'année 2003, de la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées ; celui-ci assure à ces salariés, une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des 5 années précédant leur départ en retraite sous condition d'une ancienneté minimale de 7 années au sein du Groupe et plafonnée à 10 %. Le coût de ce plan pour ces mandataires sociaux a été en 2005 de 676 256 euros et devrait se réduire fortement en 2006. Les autres régimes de retraite dont bénéficie la Direction Générale sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe bénéficiant du statut de cadre.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2005, le capital social est de 28 054 545 euros et est divisé en 1 870 303 actions de 15 euros de valeur nominale.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004 avait autorisé le Conseil d'Administration à annuler en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois, les actions détenues par la société Burelle SA et acquises dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Ordinaire. Dans sa séance du 27 juillet 2005, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à l'annulation de 140 815 actions détenues en propre soit 7,00 % du capital social. En conséquence de cette décision, le capital social a été ramené de 30 166 770 euros à 28 054 545 euros réduisant le nombre d'actions émises de 2 011 118 actions à 1 870 303 actions.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2005, Burelle SA a poursuivi son programme d'achats d'actions propres en procédant, dans le cadre du contrat de liquidité géré par un prestataire habilité, à l'achat de 4 774 actions propres et à la cession de 9 804 actions propres, portant le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2005 à 6 385 actions, soit 0,34 % de son capital social.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2005, la famille Burelle détient 76,2 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,1 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 20,3 % de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2005, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par l'article L. 225-197 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Le cours de clôture au 31 décembre 2005 de l'action Burelle s'est établi à 113,0 euros contre 89,6 euros à fin décembre 2004 soit en hausse de 26 %. À ces mêmes dates, le SBF 250 a progressé de 25 %.

La capitalisation boursière ressort au 31 décembre 2005 à 211 millions d'euros.

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2005 s'élève à 3 357 210 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 11 931 426 euros et se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2004 :	8 574 216 €
• résultat de l'exercice 2005	3 357 210 €
= bénéfice distribuable	11 931 426 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 1 309 212 euros soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 0,70 euro par action. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 10 622 214 euros, en report à nouveau.

Les dividendes non-versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement, seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non-versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2002	2003	2004
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 997 611	1 953 474	1 862 443
Dividende distribué	0,60 €	0,60 €	0,70 €
Avoir fiscal / Réfaction prévue à l'article 158-3-2° du CGI	0,06/0,30 €	0,06/0,30 €	0,00/0,35 €
Revenu global	0,66/0,90 €	0,66/0,90 €	0,70/1,05 €

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture du rapport général de vos Commissaires aux Comptes ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner le quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2005.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2005, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue de :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,

COMPTES SOCIAUX

Rapport de gestion

- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 200 euros par action ;
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 187 030 actions ;
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Vous pouvez prendre également connaissance du rapport spécial relatif au programme d'achat d'actions propres 2005/2006 portant notamment sur l'affectation précise aux différentes finalités des actions acquises dans le cadre de ce programme.

Les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Les mandats de vos Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants prennent fin avec cette Assemblée Générale. Nous vous proposons de renouveler Mazars & Guérard et Monsieur Bernard Chabanel en tant que Commissaires aux Comptes titulaires. En tant que Commissaires aux Comptes suppléants, nous vous proposons de renouveler Monsieur Daniel Chmielewski et de nommer Monsieur Pascal Selignan.

Par ailleurs, il vous est proposé de renouveler les mandats d'Administrateur de Monsieur Jean Burelle, de Monsieur Laurent Burelle, de Monsieur Pierre Burelle, de Madame Éliane Lemarié, de Monsieur Henri Moulard et de Monsieur François de Wendel pour une durée de trois ans.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 150 000 euros et ce à compter du 1^{er} janvier 2006.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

	Notes	2005	2004
Produits d'exploitation	A	5 084	5 083
Achats et charges externes	B	- 1 490	- 1 678
Impôts et taxes		- 289	- 257
Charges de personnel		- 6 235	- 5 939
Dotations aux amortissements et provisions	C	- 58	- 60
Autres charges		- 108	- 94
Résultat d'exploitation		- 3 096	- 2 945
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		0	- 23
Résultat financier	D	4 808	2 824
Résultat courant		1 712	- 144
Résultat exceptionnel	E	265	48
Résultat avant impôts		1 977	- 96
Impôts sur les bénéfices	F	1 379	2 667
RÉSULTAT NET		3 357	2 571

COMPTES SOCIAUX

Bilan avant affectation du résultat

(en milliers d'euros)

ACTIF

	Notes	Valeurs Brutes	Amortissements et provisions	2005 Montants nets	2004 Montants nets
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	G	4	2	2	2
Immobilisations corporelles	H	437	203	234	270
Immobilisations financières	I	185 247	10 992	174 256	179 776
Total actif immobilisé		185 688	11 197	174 491	180 048
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	J	1 495		1 495	973
Créances financières Groupe	J	7 236		7 236	1 126
Autres créances	J	442		442	2 205
Disponibilités	K	2 441		2 441	1 146
Total actif circulant		11 614		11 614	5 450
Charges constatées d'avance	L	398		398	379
TOTAL		197 700	11 197	186 503	185 877

PASSIF

	Notes	2005	2004
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	M	28 055	30 167
Primes d'émission, de fusion, d'apport	N	16 494	25 626
Réserves et report à nouveau	O	30 598	29 542
Résultat de l'exercice		3 357	2 571
Total capitaux propres		78 504	87 906
Provisions pour risques et charges	C	206	199
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		93 753	93 221
Emprunts et dettes financières divers		5 426	488
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 288	1 223
Dettes fiscales et sociales		2 609	2 281
Autres dettes		4 717	558
Total des dettes	P	107 793	97 771
TOTAL		186 503	185 877

COMPTES SOCIAUX

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	2005	2004
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 088	1 287
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS A L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	3 357	2 571
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	- 863	413
<i>dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	- 869	413
<i>plus-values nettes de cessions</i>	6	
Capacité d'autofinancement	2 494	2 984
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5 771	- 4 974
<i>créances d'exploitation</i>	1 223	- 2 216
<i>dettes d'exploitation</i>	4 548	- 2 758
Flux de trésorerie générés par l'activité	8 265	- 1 990
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 44	- 38
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	17	
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières	- 5 000	- 8 412
Cessions, transferts d'immobilisations financières	11 455	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	6 428	- 8 450
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres	- 11 456	
Dividendes versés	- 1 304	- 1 172
Exit tax		- 4
Variation des dettes financières à long et moyen terme	403	- 9 135
Variation des créances financières à court terme	- 6 110	20 374
Variation des dettes financières à court terme	4 938	178
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 13 529	10 241
VARIATION DE TRÉSORERIE	1 164	- 199
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 252	1 088

COMPTES SOCIAUX

Annexe aux comptes annuels

(en milliers d'euros)

I. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur.

	2005
STRUCTURE FINANCIÈRE	
Capital	28 055
Capitaux propres	78 504
Dettes financières nettes	89 502
Valeurs immobilisées nettes	174 491
Total du bilan	186 502
ACTIVITÉ	
Produits d'exploitation	5 084
Résultat d'exploitation	- 3 096
Résultat courant avant impôts	1 709
Résultat net	3 357
Résultat net par action (en euros)	1,79

II. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

A. Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2005	2004
Par secteurs d'activité		
- prestations de services	5 084	5 083
- autres	-	-
Par marchés géographiques		
- France	5 084	5 083
- Étranger		

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation, aux principales filiales, de prestations de services de direction générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe.

Au titre de l'exercice 2005, cette facturation de prestations de services de direction générale représente un total de 4 955 K€, se décomposant comme suit :

	2005	2004
Plastic Omnium Gestion SNC	3 257	3 034
Sofiparc SAS	588	690
Compagnie Plastic Omnium SA	603	565
Compagnie Signature SAS	507	527
TOTAL	4 955	4 816

B. Achats et charges externes

	2005	2004
Honoraires	158	243
Publications et communication	186	190
Services bancaires et assimilés	296	296
Locations et charges locatives	449	448
Autres achats et charges externes	401	501
TOTAL	1 490	1 678

C. Variations des amortissements et provisions

	2004	+	-	2005
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	2			2
Aménagements agencements sur constructions	92	31		123
Véhicules de tourisme	16	9	16	9
Mobilier, matériel informatique	54	18		72
Titres de participations	11 925		934	10 991
TOTAL	12 089	58	950	11 197
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions pour risques	199	105	98	206
TOTAL	199	105	98	206
<i>Dont</i>	<i>Augmentations</i>		<i>Diminutions</i>	
Dotations et reprises d'exploitation	58			
Dotations et reprises financières			936	
Dotations et reprises exceptionnelles	105		96	
	163		1 032	

La société Burelle SA retient les durées d'amortissement suivantes :

Aménagements agencements sur constructions	10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel informatique	4 ans

Le détail des provisions sur titres de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

Les provisions pour risques constatées à la clôture de l'exercice 2005 sont destinées en leur totalité à couvrir les risques de non-imputation des impositions forfaitaires et annuelles versées au titre du groupe fiscal. Il n'existe pas de passif éventuel.

D. Résultat financier

	2005	2004
Produits de participation	6 548	5 824
Produits et charges d'intérêts	- 2 680	- 2 659
Dotations et reprises sur provisions	936	- 345
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	4	5
TOTAL	4 808	2 825

Le détail des produits de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

Les variations de provisions, à hauteur de 936 K€, résultent principalement de la reprise de dépréciation des titres de la société Burelle Participations SA, filiale à 100 % de la société Burelle SA, pour un montant de 934 K€.

E. Résultat exceptionnel

		2005	
	Produits	Charges	Net
Sur opérations en capital	297	23	274
Sur dotations et reprises de provisions	96	105	– 9
TOTAL	393	128	265

Les produits sur opérations en capital résultent du boni sur actions propres pour un montant de 280 K€.

F. Impôts sur les bénéfices

	Résultat 2005		
	Courant	Except.	Net
• Résultat avant impôts	1 712	265	1 977
• Incidences fiscales	- 6 202	9	- 6 193
= Base	- 4 490	274	- 4 216
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			- 1 384
Autres			5
Total impôts sur les bénéfices			- 1 379
RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS			3 357

Burelle SA est la société mère d'un groupe fiscal intégrant les 10 filiales suivantes : Sofiparc SAS, Compagnie Signature SAS, Signature Holding SAS, Signature SA, Sodilor SAS, Société d'Applications Routières SAS, Euroliners SAS, Signature Traffic Systems SAS, Farcor SAS, et Signalisation Sécurité SARL.

L'économie d'impôts réalisée en 2005 grâce à ce groupe fiscal est de 1 376 K€. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 53 023 K€.

Burelle SA présente un impôt latent relatif aux opérations d'apport partiel d'actif réalisées au profit des sociétés Sofiparc en 1989 et Compagnie Signature en 1992.

III. NOTES SUR LE BILAN

Ces montants sont présentés en valeurs brutes.

G. Immobilisations incorporelles

	2004	+	-	2005
Brevets	4			4
TOTAL	4			4

H. Immobilisations corporelles

	2004	+	-	2005
Aménagement agencements sur constructions	302	3		305
Véhicules de tourisme	40	43	39	44
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
TOTAL	431	46	39	437

I. Immobilisations financières

	2004	+	-	2005
Titres de participation	180 149	5 000		185 149
Autres titres immobilisés	11 456		11 456	0
Autres immobilisations financières	96	2		98
TOTAL	191 701	5 002	11 456	185 247

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette ou des perspectives de rentabilité.

Burelle SA a souscrit à l'intégralité de l'augmentation de capital de Burelle Participations pour 5 000 K€ dont 2 000 K€ ont été appelés et versés.

140 815 actions propres d'autocontrôle ont été annulées représentant 11 456 K€, 2 112 K€ venant en réduction du capital social.

J. Créances

	2005	Échéance - 1 an	Sociétés Liées
Créances clients	1 495	1 495	1 495
Créances fiscales	282	282	
Créances financières Groupe	7 236	7 236	7 236
Autres créances	160	160	160
TOTAL	9 173	9 173	8 891

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à 1 an.

Les créances fiscales représentent essentiellement les crédits d'impôts sur les bénéfices.

Les créances financières correspondent aux avances en compte courant rémunéré dont dispose Burelle SA sur les sociétés du Groupe.

Les autres créances correspondent, pour l'essentiel, à l'impôt sur les bénéfices 2005 dû, par les filiales françaises, à Burelle SA dans le cadre du régime d'intégration fiscale.

K. Disponibilités

	2004	+	-	2005
Valeurs mobilières de placement	1 131	1 454	1 169	1 416
dont actions propres	903	516	761	658
Disponibilités	15	1 010		1 025
TOTAL	1 146	2 464	1 169	2 441

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de SICAV, les achats d'actions propres dédiés à la régularisation des cours, autorisés en Assemblée Générale Ordinaire.

COMPTES SOCIAUX

Annexe aux comptes annuels

(en milliers d'euros)

Ces achats d'actions propres sont effectués dans le cadre du contrat de liquidité confié par Burelle SA à un prestataire de services et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Au 31 décembre 2005, Burelle SA détient 6 385 titres entrant dans cette catégorie acquis au prix moyen de 103 euros et représentant 0,34 % du capital social.

L. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance à fin 2005 correspondent, en partie, à l'étalement, sur la durée de couverture, des primes versées par Burelle SA sur les instruments de couverture de taux souscrits sur l'exercice 2003.

M. Capital social

Au 31 décembre 2005, le capital social est de 28 054 545 euros représenté par 1 870 303 actions de 15 euros. Le capital a été réduit par l'annulation de 140 815 actions propres.

N. Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport sont passées de 25 626 K€ à 16 494 K€ suite à la réduction du capital.

O. Réserves

	2004	+	-	2005
Réserve légale	3 016		211	2 805
Réserves réglementées et indisponibles	1 110		577	533
Autres réserves	18 113	573		18 686
Report à nouveau	7 303	2 575	1 304	8 574
TOTAL	29 542	3 148	2 092	30 598

P. Dettes

	2005	Échéance - 1an	Sociétés Liées
Établissements de crédit	93 753	68 753	
Dettes financières groupe	5 426	5 426	5 426
Fournisseurs	1 288	1 288	1 165
Dettes sociales	2 396	2 352	
Dettes fiscales	214	257	
Autres dettes	4 717	4 717	4 697
TOTAL	107 793	82 793	11 288

Le montant des dettes à plus d'un an auprès des établissements de crédit est de 15 000 K€.

Aucune dette n'a une échéance à plus de 5 ans.

IV. INFORMATIONS DIVERSES

■ Avantages du personnel

Le montant des avantages du personnel, non-constatés au 31 décembre 2005, dans les comptes de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2005
Indemnités de départ à la retraite	1 716
TOTAL	1 716

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation fin de période : 4,25 %

Taux de croissance attendu des salariés : 3 % à 5,5 %

Taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003 et est entièrement couvert par un contrat d'assurance externe au groupe.

■ Instruments financiers souscrits

Burelle SA a souscrit en 2003, des couvertures économiques sous la forme d'instruments financiers, en vue de se garantir contre les hausses d'intérêts sur les emprunts et lignes de crédit souscrits. Au 31 décembre 2005, le montant des couvertures souscrites porte sur un nominal de 60 000 K€ se décomposant comme suit :

	Engagements	Terme
CAP	15 000	juillet 2007
	15 000	septembre 2008
COLLAR	15 000	septembre 2007
SWAP	5 000	juillet 2007
	10 000	septembre 2007

■ Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L. 225-43 du Code de Commerce.

■ Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes d'administration durant l'exercice 2005, s'élève à 2 886 K€.

Le coût du plan de pension pour ces mandataires sociaux a été en 2005 de 676 K€.

COMPTES SOCIAUX

Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros)

Sociétés	Capital Social (milliers de devises)	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et <i>nette</i>	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	9 359	266 283	52 %	68 583 68 583	0	5 489	12 210	5 553
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	4 181	100 %	24 979 24 979	0	5 781	999	0
Compagnie Signature SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	29 250	4 093	100 %	79 026 68 034	0	2 387	832	994
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	12 500	973	100 %	12 500 12 500	0	0	1 852	0
PARTICIPATIONS								
Autres Titres				61				0
TOTAL				185 149 174 157				6 547

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA sur ses filiales.

COMPTES SOCIAUX

Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

L'actif de votre société est essentiellement constitué de titres de participation. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour justifier que les valeurs d'inventaires des titres de participation sont au moins égales à leurs valeurs nettes comptables. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations comptables et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Lyon et Paris-La Défense, le 12 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Thierry Colin

Jean Videlaïne

COMPTES SOCIAUX

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L.225-38 du Code de Commerce.

Conventions conclues au cours d'exercice antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale mises à la charge des différentes sociétés du Groupe, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005, se sont élevées respectivement à :

• Compagnie Signature SAS	427 412 €
• Sofiparc SAS	565 473 €
• Compagnie Plastic Omnium SA	507 881 €

En complément de cette refacturation et suivant les accords des Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de la Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 approuvant la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à la Direction Générale et aux mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle, une quote-part de cette charge de Burelle SA a été affectée à la Compagnie Plastic Omnium SA, à la Compagnie Signature SAS et à Sofiparc SAS, dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois, suivant la décision de ces Conseils d'Administration, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Les montants mis à la charge de ces sociétés, en 2005, au titre de ce plan de retraite complémentaire se sont élevés à :

• Compagnie Plastic Omnium SA	95 552 €
• Compagnie Signature SAS	79 913 €
• Sofiparc SAS	22 501 €

Fait à Lyon et Paris-La Défense, le 12 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Bernard Chabanel

Mazars & Guérard

Thierry Colin

Jean Videlaïne

COMPTES SOCIAUX

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels au 31 décembre 2005 tels qu'ils lui sont présentés.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 3 357 210 euros et que le report à nouveau est de 8 574 216 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 11 931 426 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

• Dividendes sur 1 870 303 actions existantes au 31 décembre 2005	1 309 212 euros
• Report à nouveau	10 622 214 euros
Total :	11 931 426 euros

L'Assemblée fixe en conséquence le dividende net pour l'exercice 2005 à 0,7 euro par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les

personnes physiques domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts modifié par la Loi de Finances pour 2006.

Ce dividende sera mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le 5 juin 2006.

Les dividendes non-versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non-versés sur actions propres déduits :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Sommes réparties en euros	Dividende net en euros	Avoir fiscal ⁽¹⁾ en euros	Revenu global en euros
2002	1 997 611 actions entièrement libérées	1 198 567	0,60	0,06/0,30	0,66/0,90
2003	1 953 474 actions entièrement libérées	1 172 084	0,60	0,06/0,30	0,66/0,90
2004	1 862 443 actions entièrement libérées	1 303 710	0,70	0,00/0,35	0,70/1,05

(1) Avoir fiscal et/ou abattement de 50 % prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

TROISIÈME RÉOLUTION

Conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé de 47,5 millions d'euros et un résultat net part du groupe de 25,9 millions d'euros.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Quitus aux administrateurs

En conséquence de l'approbation des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

SIXIÈME RÉOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial sur le programme de rachat d'actions propres, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5 % du capital social au jour de la présente décision, étant précisé que le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10 % du capital social au jour de la présente décision, soit 1 870 303 actions représentant un nombre total maximum de 187 030 actions ;
- le montant cumulé des acquisitions net de frais ne pourra excéder la somme de 36 129 000 euros, tenant compte des 6 385 actions propres détenues au 31 décembre 2005 ;
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 200 euros par action.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous moyens, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2005 dans sa cinquième résolution pour sa partie non-utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée Générale prend acte des informations contenues dans le rapport spécial relatif au programme de rachat d'actions propres, notamment de l'affectation précise aux différentes finalités des actions acquises dans le cadre du précédent programme de rachat d'actions.

SEPTIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Jean Burelle)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean Burelle.

Le mandat de Monsieur Jean Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

HUITIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Laurent Burelle)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Laurent Burelle.

Le mandat de Monsieur Laurent Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

NEUVIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Pierre Burelle)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre Burelle.

Le mandat de Monsieur Pierre Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

DIXIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (Mme Éliane Lemarié)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Madame Éliane Lemarié.

Le mandat de Madame Éliane Lemarié prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

COMPTES SOCIAUX

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire

ONZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Henri Moulard)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Henri Moulard.

Le mandat de Monsieur Henri Moulard prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

DOUZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. François de Wendel)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur François de Wendel.

Le mandat de Monsieur François de Wendel prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

TREIZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes titulaire

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de six exercices, le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de Monsieur Bernard Chabanel, étant précisé que ce mandat prendra fin automatiquement le 1^{er} août 2009, conformément à la loi 2003-706 du 1^{er} août 2003, Article 114, III.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes titulaire

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de six exercices, le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la société Mazars & Guérard, société anonyme au capital de 8 320 000 euros ayant son siège social à Paris (75012), 39, rue de Wattignies, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 784 824 153 RCS Paris.

Le mandat de la société Mazars & Guérard prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

QUINZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes suppléant

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de six exercices, le mandat de Monsieur Daniel Chmielewski, comme Commissaire aux Comptes suppléant de la société Mazars & Guérard.

Le mandat de Monsieur Daniel Chmielewski prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

SEIZIÈME RÉOLUTION

Nomination d'un Commissaire aux Comptes suppléant

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, nomme Monsieur Pascal Sélignan comme Commissaire aux Comptes suppléant de Monsieur Bernard Chabanel, pour une durée de six exercices.

Le mandat de Monsieur Pascal Sélignan prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION

Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter à 150 000 euros le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration et ce à compter de l'exercice 2006 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

COMPTES SOCIAUX

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2005

Monsieur Jean Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA	Président-Directeur Général
	Burelle Participations SA	Président-Directeur Général
	Sofiparc SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Compagnie Plastic Omnium SA	Président d'Honneur – Administrateur
	Plastic Omnium Services SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Compagnie Signature SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Sogec 2 SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	Essilor International	Administrateur – Président du Comité des Mandataires
	Rémy Cointreau SA	Administrateur – Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations
	Medef International	Président
	Sycovest 1 (Sicav)	Président
	Soparexo (SCA)	Membre du Conseil de Surveillance
	Société Financière HR (SCA)	Membre du Conseil de Surveillance
Espagne	Compañia Plastic Omnium	Administrateur
Suisse	Plastic Omnium International AG	Administrateur
	Signal AG	Administrateur

Monsieur Pierre Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	Sofiparc SAS	Président
	Compagnie Plastic Omnium SA	Représentant Permanent de Burelle SA, Administrateur
	Plastic Omnium Services SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Sogec 2 SA	Président-Directeur Général
	Compagnie Signature SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Compagnie Bourbon Plastique	Représentant Permanent de la Compagnie Plastic Omnium, Administrateur
	Union Industrielle	Président du Conseil de Surveillance
Espagne	Compañia Plastic Omnium	Administrateur
Suisse	Plastic Omnium International AG	Président

Monsieur Laurent Burelle

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	Sogec 2 SA	Administrateur
	Burelle Participations SA	Administrateur
	Sofiparc SAS	Membre du Comité de Surveillance
	Compagnie Plastic Omnium SA	Président-Directeur Général
	Plastic Omnium Services SAS	Président
	Transit SAS	Président
	Plastic Omnium Auto SAS	Président
	Valeo Plastic Omnium SNC	Représentant légal de la Société Plastic Omnium Auto Exteriors SAS, Co-Gérant
	Plastic Omnium Auto Exteriors SAS	Président
	Plastic Omnium Plastiques Hautes Performances SAS	Président
	Compagnie Signature SAS	Président
	La Lyonnaise de Banque	Administrateur
	Compagnie Financière de la Cascade SAS	Président
	Laboratoire National d'Essais	Président du Conseil d'Administration (jusqu'au 31 janvier 2005)

COMPTES SOCIAUX

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2005

Monsieur Laurent Burelle *(suite)*

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>Allemagne</i>	Plastic Omnium GmbH Compagnie Signature GmbH (liquidée le 25 août 2005)	Gérant Liquidateur (jusqu'au 25 août 2005)
<i>Espagne</i>	Compañia Plastic Omnium Plastic Omnium Equipamientos Exteriores Productos Plasticos Performantes Plastic Omnium Sistemas Urbanos	Président – Administrateur délégué Président – Administrateur délégué Président – Administrateur délégué Président – Administrateur délégué
<i>États-Unis</i>	Performance Plastics Products - 3P Inc. Epsco International Inc. Plastic Omnium Auto Exteriors LLC Plastic Omnium Inc.	Chairman Chairman Chairman Chairman
<i>Grande-Bretagne</i>	Plastic Omnium Ltd	Chairman
<i>Pays-Bas</i>	Plastic Omnium International BV	Président
<i>Suisse</i>	Signal AG	Administrateur

Monsieur Paul Henry Lemarié

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA Burelle Participations SA Compagnie Plastic Omnium SA Plastic Omnium Services SAS Compagnie Signature SAS Inergy Automotive Systems SA Inergy Automotive Systems Management Inoplast SA	Directeur Général Délégué – Administrateur Administrateur Directeur Général Délégué – Administrateur Membre du Comité de Surveillance Membre du Comité de Surveillance Administrateur – Vice-Président Administrateur Représentant Permanent de Plastic Omnium Auto, Administrateur
<i>Belgique</i>	Performance Plastics Products - 3P NV	Président
<i>Espagne</i>	Compañia Plastic Omnium	Administrateur
<i>États-Unis</i>	Inergy Automotive Systems Holding USA Inc. Inergy Automotive Systems USA LLC	Administrateur Administrateur
<i>Grande-Bretagne</i>	Plastic Omnium Ltd	Administrateur

Monsieur Patrice Hoppenot

Fonction : Conseil en Entreprise

Pays	Sociétés	Mandats
France	Bacou-Dalloz Elior	Administrateur – Membre du Comité d'Audit Membre du Conseil de Surveillance Membre du Comité d'Audit Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations
	Burelle SA Rollot-Lemasson	Administrateur Membre du Conseil de Surveillance
Ile Maurice	Investisseur & Partenaire pour le Développement	Président

Monsieur Dominique Léger

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA	Administrateur Président du Comité des Comptes

Madame Éliane Lemarié

Fonction : Directrice Agence Irma Communication

Pays	Sociétés	Mandats
France	Burelle SA Sogec 2 Union Industrielle	Administrateur Administrateur Membre du Conseil de Surveillance

Monsieur Henri Moulard

Pays	Sociétés	Mandats
France	Invest In Europe SAS	Président
	HM et Associés SAS	Président
	Dixence SAS	Président du Conseil de Surveillance
	Gerpro SAS	Censeur
	Burelle SA	Administrateur
	Foncia	Administrateur et Membre du Comité d'Audit
	La Française des Placements Investissements	Administrateur et Membre du Conseil de Gouvernance Président du Comité des Nominations et Rémunérations
	Crédit Agricole	Censeur et Président du Comité d'Audit
	Calyon	Censeur et Président du Comité d'Audit
	Crédit Lyonnais	Censeur et Président du Comité des Risques et des Comptes
Maroc	GFI Informatique	Censeur et Président du Comité des Rémunérations
	Elf Aquitaine	Administrateur
	Unibail	Administrateur – Président du Comité des Rémunérations
	Financière Centuria SAS	Membre du Conseil de Surveillance Membre du Comité d'Audit
	Association de la Fondation de France	Administrateur et Membre du Bureau – Trésorier
	Attijariwafa Bank Europe	Président du Conseil d'Administration
	Attijariwafa Bank	Administrateur
	Atlamed SA	Président du Comité d'Audit des Succursales Européennes
		Administrateur

COMPTES SOCIAUX

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2005

Monsieur Philippe Sala

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA Ibexsa Holding SAS Les Étangs de Corot SAS BFI Optilas International SAS	Administrateur – Membre du Comité des Comptes Président Président Consultant via Ibexsa Holding SAS

Monsieur François de Wendel

Pays	Sociétés	Mandats
<i>France</i>	Burelle SA Société Lorraine de Participations Sidérurgiques (SLPS) Crown Emballage France SAS Wendel Investissement Crown Europe Group Services Eole	Administrateur Administrateur Président Administrateur Co-Gérant Président-Directeur Général
<i>Allemagne</i>	Crown Nahrungsmitteldosen Deutschland GmbH	Gérant
<i>Grande-Bretagne</i>	Crown Packaging UK Plc	Administrateur
<i>Hongrie</i>	Crown Magyarorszag Csomagolopari KFT	Membre du Conseil de Surveillance
<i>Italie</i>	FABA Sirma Spa FABA Sud Spa	Administrateur Administrateur
<i>Maroc</i>	Carnaud Maroc	Président-Directeur Général
<i>Pays-Bas</i>	Crown Netherlands Investments BV	Directeur Général
<i>Portugal</i>	Crown Cork & Seal de Portugal Embalagens SA	Administrateur
<i>Russie</i>	Crown Cork Kuban	Membre du Conseil de Surveillance
<i>Slovaquie</i>	Crown Packaging Slovakia SRO	Membre du Conseil de Surveillance

COMPTES SOCIAUX

Résultats financiers des 5 derniers exercices

(en milliers d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	32 642	32 642	30 167	30 167	30 167
b) Nombre d'actions émises	2 176 118	2 176 118	2 011 118	2 011 118	1 870 303
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 529	3 298	4 227	5 083	5 084
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	- 979	- 2 973	- 1 176	317	1 108
c) Impôts sur les bénéfices	- 2 008	- 2 569	- 772	- 2 667	- 1 379
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	- 2 750	1 015	1 097	2 571	3 357
e) Montant des bénéfices distribués	1 200	1 200	1 175	1 304	1 309
3. RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	0,47	- 0,19	- 0,20	1,48	1,33
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	- 1,26	0,47	0,55	1,28	1,79
c) Montant des bénéfices distribués	0,60	0,60	0,60	0,70	0,70
4. PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	9	10	10	10	10
b) Montant de la masse salariale	2 570	2 852	3 460	3 763	3 961
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres...)	815	866	1 712	2 176	2 274

INFORMATIONS

Burelle :

Direction Générale Burelle SA

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél. : +33 (0) 1 40 87 65 00
Fax : +33 (0) 1 40 87 96 80
Site Internet : <http://www.burelle.fr>

Siège Administratif

1, rue du Parc – 92593 Levallois
Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00
Fax : +33 (0) 1 47 39 78 98

Service du titre

Lyonnaise de Banque
69160 Tassin-la-Demi-Lune

Informations financières

Burelle SA

Services administratifs
et financiers
1, rue du Parc –
92593 Levallois Cedex
Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Siège Social

19, avenue Jules Carteret – 69007 Lyon

Filiales :

Compagnie Plastic Omnium SA

1, rue du Parc – 92593 Levallois
Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Compagnie Signature

63, rue Édouard Colonne –
92027 Nanterre
Tél. : +33 (0) 1 40 87 43 00

Sofiparc SAS

1, rue du Parc – 92593 Levallois
Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Burelle Participations SA

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél. : +33 (0) 1 40 87 65 00

Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 28 054 545 euros
RCS : Lyon 785 386 319
APE : 741J

Conception, rédaction et coordination : Irma Communication. Imprimé en France par Absolu Spp Pack.

Photos : Cyril Bruneau, Philippe Couette, Kariba Production, Christian Malette, Stéphane Muratet, Seo Myung Jin, Patrick Tohier, Valéry C. Wallace, X.
Remerciements aux services de communication et photothèques de Peugeot et Range Rover.